

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

.....

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE

.....

COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'EXECUTION
PHYSICO-FINANCIERE DE L'INVESTISSEMENT
PUBLIC



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

.....

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT

.....

NATIONAL COMMITTEE FOR THE FOLLOW-
UP OF PHYSICAL AND FINANCIAL EXECUTION
OF PUBLIC INVESTMENT

Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public

PREMIERE SESSION DE L'EXERCICE 2021



RAPPORT FINAL

AMPHITHEATRE 300 DU MINEPAT, 10 NOVEMBRE 2021

LISTE DES ACRONYMES

ACRONYMES	DEFINITION
AE	Autorisations d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
ANOR	Agence des Normes et de la Qualité du Cameroun
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
BAD	Banque Africaine de Développement
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BIP	Budget d'Investissement Public
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAF	Confédération Africaine de Football
CAMTEL	Cameroon Telecommunications
CAMWATER	Cameroon Water Utilities
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CENAJES	Centre National de la Jeunesse et des Sports
CES	Conseil Economique et Social
CFC	Crédit Foncier du Cameroun
CP	Crédits de Paiement
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DGB	Direction Générale du Budget
DGEPIP	Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics
DGSN	Délégation Générale à la Sureté Nationale
DGTCFM	Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FCP/DR	Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles
FCP/TDD	Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Inter-Communal
IDA	Association Internationale de Développement / Banque Mondiale
MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures

MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
ONECAM	Ordre National des Entrepreneurs du Cameroun
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
PPBS	Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi/évaluation
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTSJ	Plan Triennal Spécial Jeunes
RIO	Ressources Internes Ordinaires
RIS	Ressources Internes Spéciales
RT	Ressources Transférées
SDS	Sous-Direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
SIC	Société Immobilière du Cameroun
SPM	Services du Premier Ministre

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES	1
TABLE DES MATIÈRES	3
SECTION A : RESUME EXECUTIF	5
SECTION B : PRESENTATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2021 ET MESURES PRISES POUR SA BONNE EXECUTION	11
1. PRESENTATION DU BIP 2021.....	12
1.1. <i>Présentation du BIP 2021 issu de la Loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances pour l'exercice 2021</i>	12
1.2. <i>Evolution du Budget de l'Etat.....</i>	12
1.3. <i>Présentation du BIP 2021 par source de financement</i>	13
1.4. <i>Présentation du BIP 2021 par secteur.....</i>	13
1.5. <i>Présentation des ressources du BIP 2021 transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées.....</i>	14
2. PRINCIPALES REFORMES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE ET AUX PROCEDURES D'EXECUTION DES PROJETS DU BIP	15
2.1. <i>Quelques innovations relatives à la commande publique</i>	15
2.2. <i>Quelques innovations relatives à l'exécution physico-financière des projets d'investissement public.....</i>	24
2.3. <i>Création, organisation et fonctionnement des programmes et projets de développement.....</i>	26
3. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIEME SESSION DE L'EXERCICE 2020	27
SECTION C : SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU 30 SEPTEMBRE 2021	30
4. MOUVEMENTS DE CREDITS DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2021, AU 30 SEPTEMBRE 2021 ...	31
5. SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2021 AU 30 SEPTEMBRE 2021	34
5.1. <i>Etat de l'exécution physico-financière.....</i>	34
5.2. <i>Synthèse globale de l'exécution du BIP par administration.....</i>	35
5.3. <i>Quelques difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP au cours de l'exercice 2021.....</i>	38
6. SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DES PROJETS DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU NIVEAU CENTRAL	39
6.1. <i>Situation de la passation des marchés dans les Services centraux.....</i>	39
6.2. <i>Situation de l'exécution physico-financière du BIP à gestion centrale.....</i>	42
6.3. <i>Fiches de synthèse sur l'exécution physico-financière du BIP par administration au 30 septembre 2021.....</i>	47
CHAPITRE 4 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE	47
CHAPITRE 5 : CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL.....	48
CHAPITRE 6 : MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES.....	49
CHAPITRE 7 : MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.....	50
CHAPITRE 8 : MINISTERE DE LA JUSTICE	51
CHAPITRE 9 : COUR SUPREME.....	52
CHAPITRE 10 : MINISTERE DES MARCHES PUBLICS.....	53
CHAPITRE 11 : CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT.....	54
CHAPITRE 12 : DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	55
CHAPITRE 13 : MINISTERE DE LA DEFENSE	56
CHAPITRE 14 : MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE.....	57
CHAPITRE 15 : MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE.....	58
CHAPITRE 16 : MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE.....	60
CHAPITRE 17 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION.....	61
CHAPITRE 18 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.....	62
CHAPITRE 19 : MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	63
CHAPITRE 20 : MINISTERE DES FINANCES.....	64
CHAPITRE 21 : MINISTERE DU COMMERCE.....	65
CHAPITRE 22 : MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	66
CHAPITRE 23 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS.....	67
CHAPITRE 25 : MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.....	68
CHAPITRE 26 : MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE.....	69
CHAPITRE 27 : MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	70
CHAPITRE 28 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	71
CHAPITRE 29 : MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	72
CHAPITRE 30 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL.....	73
CHAPITRE 31 : MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHES ET DES INDUSTRIES ANIMALES.....	75
CHAPITRE 32 : MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE.....	76

CHAPITRE 33 : MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE.....	77
CHAPITRE 35 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	78
CHAPITRE 36 : MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS.....	79
CHAPITRE 37 : MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	81
CHAPITRE 38 : MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN.....	82
CHAPITRE 39 : MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT.....	83
CHAPITRE 40 : MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	84
CHAPITRE 41 : MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	86
CHAPITRE 42 : MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES.....	87
CHAPITRE 43 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE.....	88
CHAPITRE 45 : MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.....	89
CHAPITRE 46 : MINISTERE DES TRANSPORTS.....	90
CHAPITRE 50 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE.....	92
CHAPITRE 51 : ELECTIONS CAMEROON.....	93
CHAPITRE 52 : COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN.....	94
CHAPITRE 54 : COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME.....	95

7. SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP SUR CREDITS DELEGUES ET RESSOURCES TRANSFEREES AUX CTD.....	96
7.1. Situation de la passation des marchés dans les Services Déconcentrés et les CTD.....	96
7.2. Synthèse de l'exécution des crédits délégués et des ressources transférées dans les régions	99
7.3. Fiches de synthèse sur l'exécution du BIP par région.....	108
Région de l'Adamaoua	108
Région du Centre.....	111
Région de l'Est.....	115
Région de l'Extrême-Nord.....	118
Région du Littoral.....	121
Région du Nord.....	124
Région du Nord-Ouest.....	127
Région de l'Ouest.....	130
Région du Sud.....	133
Région du Sud-Ouest.....	136
8. SITUATION DE L'EXECUTION DU BIP SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	139
8.1. Situation des décaissements des financements extérieurs.....	139
8.2. Décaissements sur financements extérieurs par concessionnalité.....	139
8.3. Evolution des décaissements sur financements extérieurs	140
8.4. Situation des décaissements sur financements extérieurs par chapitre budgétaire	141
8.5. Difficultés rencontrées dans l'exécution des financements extérieurs.....	143
9. EVOLUTION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP AU COURS DES EXERCICES 2019-2021	144
9.1. Evolution physico-financière du BIP global.....	144
9.2. Evolution de l'exécution physico-financière des ressources internes du BIP.....	146
9.3. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP à gestion centrale.....	147
9.4. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP à gestion déconcentrée et décentralisée.....	148
9.5. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP sur ressources externes.....	149

SECTION D : ANNEXES.....	150
10. QUELQUES CONCEPTS DE BASE.....	151
11. FEUILLES DE PRESENCE DES PARTICIPANTS AU COMITE.....	153

SECTION A : RESUME EXECUTIF

L'an deux mille vingt et un et le dix du mois de novembre, s'est tenue dans l'amphithéâtre 300 de l'immeuble principal du MINEPAT, la première session du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public, au titre de l'Exercice 2021. Les travaux étaient présidés par Madame MOUTYMBO Rosette épouse AYAYI, Présidente de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée Nationale, par ailleurs Présidente du Comité National, assistée par Monsieur AFOUBA NDJANA André Marie, Vice-président. Monsieur TAMBA Issac, Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics rapportait les travaux.

Ladite session a connu la participation des représentants des dix (10) régions et des administrations, du DG des Contrôles des Marchés Publics au MINMAP, du DG de l'ARMP, du Chef de Division de la Trésorerie au MINFI, représentant le DGTCFM, du DAG du MINEPAT et de nombreux autres responsables du MINEPAT. Le déroulement des travaux a porté sur les articulations ci-après :

1. allocution d'ouverture de la Présidente du Comité National ;
2. présentation du compte rendu des travaux du Sous-comité Technique National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public ;
3. présentation de la situation consolidée de l'exécution physico-financière du BIP, au 30 septembre 2021 ;
4. élaboration et validation des recommandations formulées par les membres du Sous-comité Technique National ;
5. mot de clôture de la Présidente du Comité National.

1. De l'allocution d'ouverture de la Présidente du Comité National

Après les civilités d'usage, la Présidente du Comité National a tenu à préciser à l'attention des participants que la résurgence de la pandémie de la COVID-19 a été le principal motif du report des travaux de la première session du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'investissement public au titre de l'exercice 2021. Elle a par la suite, rappelé le contexte d'exécution du BIP 2021.

Elle a conclu son discours en exhortant les participants à ne ménager aucun effort pour relever les difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP au cours des neuf (09) premiers mois de l'exercice et à proposer des mesures correctives, en vue d'une exécution optimale du BIP au terme de l'exercice 2021.

2. De la présentation du compte rendu des travaux du Sous-comité Technique National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public tenue le 08 novembre 2021

La lecture du rapport du Sous-comité Technique National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public tenue le 08 novembre 2021 a été faite par le DGEPIP, rapporteur du Comité National.

Il a présenté les données du BIP au 30 septembre 2021, les difficultés rencontrées et l'état de mise en œuvre des recommandations formulées au cours de la dernière session du Comité National de Suivi, tenue le 27 mai 2021. Il relevé quelques manquements dans la mise en œuvre desdites recommandations, notamment :

- l'insuffisance des ressources mises à disposition dans le cadre du suivi participatif ne permettant pas un suivi efficient des projets du BIP ;

- la non reconduction, au titre de l'exercice 2021, de l'appui sécuritaire octroyé aux Autorités Administratives, traditionnelles et aux forces de maintien de l'ordre, des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Pour ces deux problématiques, les membres du Comité National ont suggéré qu'elles soient portées à l'attention du Ministre en charge des investissements publics.

3. De la situation consolidée de l'exécution du BIP 2021 au 30 septembre 2021

En substance, les mouvements de crédits opérés par les ordonnateurs ont porté le BIP, au 30 septembre 2021 de **F CFA 1 352,0 milliards** à **1 368,91 FCFA milliards** (Lois de finances rectificative) en Crédits de Paiement du BIP.

Les statistiques enregistrées au 30 septembre 2021 se présentent ainsi qu'il suit :

- Engagement : **FCFA 723,93 milliards** en valeur absolue, soit **52,88 %** en valeur relative contre **51,93%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de 0,95 point ;
- Liquidation : **FCFA 677,67 milliards** en valeur absolue, soit **49,50 %** en valeur relative contre 49,09% à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **0,41** point ;
- Ordonnancement : **FCFA 667,69 milliards** en valeur absolue, soit **48,78 %** en valeur relative contre **48,40%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **0,38** point ;
- Taux d'exécution physique des projets : **50,90 % contre 51,06%** à la même période de l'exercice 2020, soit une baisse de **0,16** point.

L'exécution du BIP à gestion centrale et déconcentrée a connu une hausse par rapport à la même période de l'exercice 2020. En outre, les constats ci-après ont été relevés :

- le MINT, le MINSEP, la DGSN, le CONSUPE et le MINRESI enregistrent les moins bonnes performances avec des taux d'exécution physique respectifs de **1,93%, 2,49%, 3,9%, 3,64% et 3,63%** ;
- les régions de l'Adamaoua et du Nord enregistrent les meilleures performances avec des taux d'exécution physique respectifs de **76,39% et 72,06%** ;
- les régions du Nord-Ouest, du Centre et du Sud enregistrent les taux d'exécution physique des projets les moins élevés.

4. Des échanges, formulation et validation des recommandations par les membres du Comité National

Au terme des présentations et des échanges avec les participants, la Présidente du Comité National a passé la parole au DGEPIP/rapporteur, pour la lecture des recommandations formulées par les membres du Comité National de suivi du BIP. A l'issue de cette lecture et des amendements formulés, les membres du Comité National ont adopté les recommandations dont la matrice est jointe en annexe.

N°	Constats/difficultés	Propositions de mesures d'actions	Structures concernées
01	L'insuffisance des ressources mises à disposition dans le cadre du suivi participatif ne permet pas un suivi efficient des projets du BIP	Envisager l'augmentation des ressources mises à la disposition des comités locaux de suivi participatif pour l'accompagnement dans l'exécution des projets du BIP	Ministres/MINEPAT
02	Au titre de l'exercice 2019, le MINEPAT a octroyé un appui sécuritaire aux Autorités Administratives, traditionnelles et aux forces de maintien de l'ordre, des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette mesure n'a pas été reconduite	L'appréciation du MINISTRE/MINEPAT sera requise pour la reconduction de cette mesure pour le compte de l'exercice 2022	Ministres/MINEPAT
03	Des disparités subsistent dans l'appropriation des procédures de calcul des taux d'exécution physique	Inviter les responsables des services déconcentrés à s'approprier les méthodes de calcul des taux d'exécution physique, déclinés dans le guide de l'utilisateur vulgarisé lors des ateliers d'appropriation et de vulgarisation des outils automatiques de traitement et de remontée des données physico-financières du BIP. Elargir cette mesure aux services centraux	Ministres/MINEPAT
04	La faible performance des CTD bénéficiant des dotations élevées, tire par le bas le niveau d'exécution physique du BIP en Région du fait de l'insuffisante maturation des projets relevant des ressources transférées et de la faible appropriation des procédures de contractualisation des projets	En plus des rencontres régionales de maturation et de programmation des projets qui se tiennent localement, envisager le renforcement des capacités des intervenants dans le processus de contractualisation et d'exécution physico-financière et le recrutement des personnels supplémentaires dédiés pour les questions de passation des Marchés et de maturation des projets Capitaliser les descentes organisées par le MINEPAT dans le cadre des missions d'accompagnement des CTD dans la budgétisation de leurs projets d'investissement public à financer par le BIP	MINEPAT Maîtres d'Ouvrage MINDDEVEL Ingénieur de suivi
05	Faible engouement des prestataires à soumissionner à la commande publique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en raison de l'insécurité et du retard dans le paiement des décomptes générés à l'issue des prestations réalisées	Envisager un accompagnement des entreprises adjudicataires des contrats dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en assurant en priorité le paiement des décomptes des travaux exécutés dans ces Régions	Présidente MINFI MINEPAT
06	Certains gestionnaires de crédits transmettent tardivement, les cas d'autorisations de dépenses comportant des erreurs nécessitant la réédition d'une nouvelle autorisation de Dépense Des délais anormalement longs sont constatés dans l'annulation des Autorisations de dépenses nécessitant une nouvelle édition.	Inviter les gestionnaires de crédits à transmettre au plus tard au terme du premier trimestre de l'exercice concerné, les Autorisations de dépenses devant faire l'objet d'une annulation Inviter le MINFI à raccourcir les délais de procédure d'annulation des Autorisations de dépenses nécessitant une nouvelle édition.	Présidente Maîtres d'Ouvrage MINFI MINEPAT

N°	Constats/difficultés	Propositions de mesures d'actions	Structures concernées
07	Paiement irrégulier des frais d'indemnités dues aux membres des Commissions départementales et régionales de Passation des Marchés	Veiller au strict respect des exigences de Lettre-Circulaire N°004712/L/PR/MINMAP/SG/CV du 18 octobre 2021, relativement au paiement des indemnités dues aux Commissions de Passation des Marchés et Sous-Commissions d'analyse des offres. Envisager une concertation MINAT, MINEPAT, MINFI, MINMAP en vue de trouver une solution pérenne à cette problématique dans le cadre de l'élaboration du CDMT.	Présidente MINAT MINEPAT MINFI MINMAP
08	Indisponibilité de certains Présidents des Commissions locales de Passation des Marchés, en raison de leur instabilité, certains ne résidant pas dans leur circonscriptions de ressort	saisir l'Autorité des Marchés Publics, en vue de la poursuite de l'exercice d'assainissement de correction engagée par ses services dans les nominations des présidents des commissions de passation de marchés	Présidente MINMAP
09	Des difficultés subsistent dans la mobilisation des subventions d'investissement pour certaines administrations ayant des structures sous-tutelle, du fait de l'appropriation insuffisante des procédures par les Maitres-d'Ouvrages et par les des structures sous-tutelle	Organiser, en marge des conférences de mobilisation des subventions d'investissement, des ateliers de renforcement des capacités des Maitres-d'Ouvrages et des structures sous-tutelle concernées, sur les procédures de mobilisation des ressources en subvention d'investissement	Présidente Maîtres d'Ouvrage
10	Difficile remontée de l'information sur l'exécution physico-financière, du fait d'une faible connectivité entre les structures sous tutelle et l'administration centrale	Envisager le renforcement par divers moyens, de la connectivité entre les structures sous tutelle et les administrations centrales	Présidente Maîtres d'Ouvrage
11	Mauvaise qualité des infrastructures de transport notamment routières, conduisant aux sites des projets dans certaines Régions entraînant des surcouts et des délais supplémentaires dans l'exécution des travaux	Veuillez au strict respect du Décret du PM/CG, portant sur la maturation des projets	Présidente Maîtres d'Ouvrage
12	Incapacité physique et financière des cocontractants dans certaines Régions et administrations	Assurer l'accompagnement des cocontractants de l'Etat sur les plans physique et financiers, notamment à travers la mise en place d'un dispositif sécuritaire et le paiement à temps des prestations exécutées Inviter les Maitres d'Ouvrages à engager à l'endroit des entreprises défailtantes, les procédures en vigueur en la matière, conformément au Décret portant code des Marchés Publics	Présidente MINFI MINEPAT Maîtres d'Ouvrage
13	Insuffisance des ressources allouées au contrôle des Marchés Publics	Tenir compte de cette difficulté lors de la maturation des projets	Présidente MINMAP

N°	Constats/difficultés	Propositions de mesures d'actions	Structures concernées
14	Non-respect de certains prestataires et Maître d'Ouvrage, des délais de contractualisation en général et de passation des Marchés en particulier	Inviter le MINMAP à engager une réflexion pour instaurer une plus grande discipline des cocontractants de l'administration et des Maîtres d'Ouvrages dans le respect des délais de contractualisation des Marchés Publics et de passation	Présidente MINMAP
15	Certains projets ont des difficultés d'exécution en raison de la rupture des chaînes logistiques, en raison de la crise sanitaire due à la COVID 19	Mener une réflexion en vue d'adresser cette problématique, soit dans le cadre du rallongement de la période complémentaire, soit en renforçant le mécanisme actuel de report de crédits	MINFI MINMAP MINEPAT ARMP Maîtres d'Ouvrage
16	Faible performance réalisée par certaines administrations en ce qui concerne l'exécution physique des projets.	Attirer fortement l'attention des administrations concernées sur l'impact de cette performance sur le plan macroéconomique.	Présidente MINEPAT

5. Du mot de clôture de la Présidente du Comité National

Au terme des travaux, la Présidente du Comité National a remercié le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire pour toutes les dispositions prises pour la bonne tenue desdits travaux et a exhorté les gestionnaires des projets du BIP dont les niveaux d'exécution sont en deçà de la moyenne, à plus d'ardeur au travail afin d'assurer une exécution optimale du BIP de leur ressort, au terme de l'exercice budgétaire 2021.

SECTION B : PRESENTATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2021 ET MESURES PRISES POUR SA BONNE EXECUTION

La présente section est subdivisée suivant les trois grandes parties ci-après :

- Présentation du BIP 2021 ;
- Principales réformes relatives à la commande publique et à l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2021 ;
- Mise en œuvre des recommandations de la deuxième session de l'exercice 2020.

1. PRESENTATION DU BIP 2021

1.1. Présentation du BIP 2021 issu de la Loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances pour l'exercice 2021

Présentation du cadre budgétaire global

Le Budget de l'État au titre de l'exercice 2021 a été élaboré sur la base des hypothèses suivantes :

- (i) un taux de croissance du PIB réel de 3,2% ;
- (ii) un taux d'inflation inférieur à 3% ;
- (iii) un déficit budgétaire global de 2,7% du PIB ;
- (iv) un déficit du compte courant de 1,3 % du PIB.

Priorités du BIP 2021

Conformément à la Circulaire N°001/CAB/PR du 10 juillet 2020 du Président de la République, relative à la préparation du budget de l'État pour l'exercice 2021, et en cohérence avec les options de la Stratégie Nationale de Développement, les priorités du BIP au titre de l'exercice 2021 portent entre autres sur :

- la poursuite des programmes spéciaux d'investissement (CAN 2022, PLANUT, PTSJ);
- la mise en service des grands projets de première génération, notamment la finalisation des infrastructures connexes ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan global de riposte contre la pandémie de la COVID 19;
- le renforcement des ressources à affecter aux Collectivités Territoriales Décentralisées, à l'effet de leur permettre d'exercer les compétences qui leur sont transférées en toute autonomie;
- le respect des engagements du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d'appuis budgétaires;
- la mobilisation des fonds de contrepartie pour assurer le respect des engagements pris par le Gouvernement et disposer ainsi des conditions financières favorables au décaissement des financements extérieurs ;
- la mise en œuvre du plan de reconstruction des régions affectées par les crises.

1.2. Evolution du Budget de l'Etat

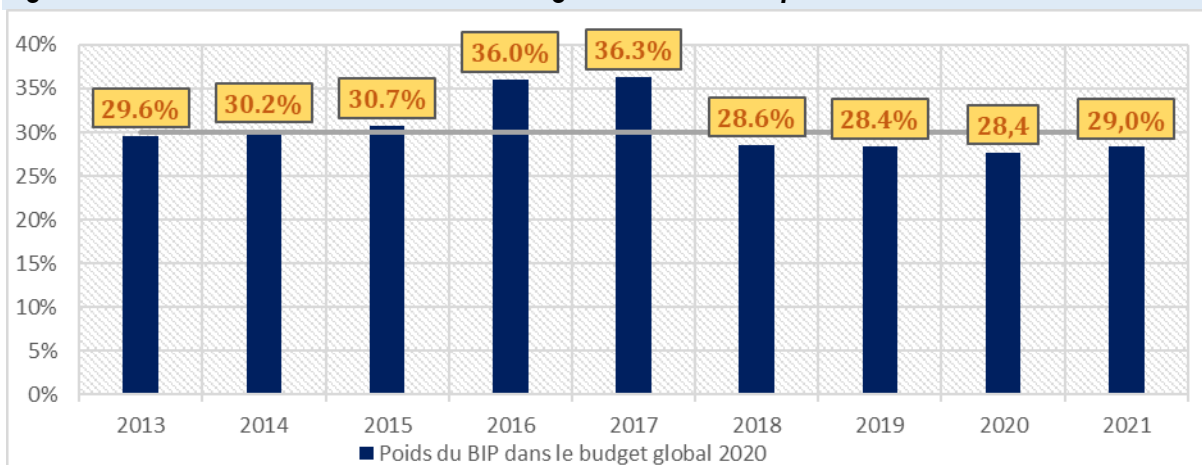
Au titre de l'exercice 2021, le Budget général est estimé à la somme de **4 670,0 milliards de FCFA** en Crédits de Paiement (CP) et plafonné au montant de **4 724,5 milliards de FCFA** en Autorisations d'Engagement (AE), soit une hausse des CP de 3,2% par rapport à 2020.

Tableau 1: Budget 2021 en crédit de paiement par rapport à l'exercice 2020 (en millions de FCFA)

	BIP	BF	Dette Publique	Dépenses Totales
Loi de Finances 2020 (LFR 2020)	1 254,3	2 241,0	2 241,0	4 409,0
Projet de Loi de Finances 2021 (PLF 2021)	1 352,0	2 335,5	982,5 4	4 670,0
Variation Absolue entre 2020 et 2021	97,7	94,5	68,8	261,0
Variation Relative entre LFR 2020 et PLF 2021	7,8%	4,2%	7,5%	5,9%
Poids du BIP par rapport au Budget Global (exercice 2020)	28,4%	50,8%	20,7%	100,0%
Poids du BIP par rapport au Budget Global (exercice 2021)	29,0%	50,0%	21,0%	100,0%

Source: MINEPAT/DPIP

Les ressources allouées à l'investissement public au titre de l'exercice 2021 sont de 1 406,5 milliards de FCFA en AE et de 1 352,0 milliards de FCFA en CP. Elles représentent 29% du budget général.

Figure 1 : Evolution Part du BIP dans le Budget Général sur la période 2013-2021

Source : MINEPAT/DPIP

1.3. Présentation du BIP 2021 par source de financement

Le BIP 2021 est en augmentation en valeur absolue de 97,7 milliards de F.CFA, soit 7,8% en valeur relative, comparativement à l'exercice 2020. Cette hausse est tirée à 51% par les ressources extérieures qui ont connu une augmentation de 49,8 milliards de F.CFA, soit 7,3% en valeur relative. Les Ressources Internes sont également en hausse comparativement à 2020 (+8,4 %).

L'accroissement des ressources internes s'est principalement répercuté sur le guichet PLANUT (+20,9 %), la contrepartie de l'État dans le cadre de la mise en œuvre des projets à financement conjoints (+10,7 %), ainsi que sur les autres Ressources Internes Ordinaires (RIO), parmi lesquelles les transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées (+4,5 %).

Tableau 1 : Répartition du BIP en Crédits de Paiement par source de finance (en milliers de F CFA)

Source de Financement	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Variation entre 2020 et 2021 (%)
Ressources Internes	1000,8	961,9	695,5	703	570,3	618,2	8,4
CAN	120,0	30,0	110,0	72,0	50,0	44,0	-12,0
PLANUT	275,0	260,0	-	39,0	47,4	57,3	20,9
PTSJ	-	25,0	10,0	10,0	6,1	3,0	-50,8
RIS* (C2D+ Appui budgétaire)	27,8	33,3	23,5	26,7	18,6	12,3	-33,9
FCP/(DR+TDD)	163,0	198,7	141,2	113,9	80,3	88,9	10,7
RIO (autres)	360,0	379,9	373,8	401,4	339,8	377,7	11,2
Réhabilitation/Participation	55,0	35,0	37,0	40,0	28,1	35,0	24,6
Ressources Externes	525	625	596	775	684	733,8	7,3
BIP global	1 525,8	1 586,9	1 291,5	1 478,0 1	1 254,3 1	1 352,0	7,8

RIO : Ressources Internes Ordinaires

RT : Ressources Transférées aux CTD

RIS : Ressources Internes Spéciales

FCP/TDD : Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes

FCP/DR : Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles

Source : MINEPAT/DPIP

1.4. Présentation du BIP 2021 par secteur

Les dépenses d'investissement public, au titre de l'exercice 2021 sont principalement affectées au Secteur des infrastructures (64,5%), avec pour principal objectif l'achèvement des projets en cours d'exécution dans ce secteur. Cette concentration observée sur plusieurs années traduit la volonté du Gouvernement de booster la croissance et transformer à moyen ou long terme le paysage socio-économique du Cameroun. Une attention particulière s'est également portée sur le secteur

Production et commerce pour accompagner les efforts consentis dans le cadre du Fonds pour la mise en œuvre du Plan de relance de la production locale à grande échelle des produits de consommation de masse à l'origine du déficit de la balance commerciale. Les dépenses de santé constituent également l'une des priorités du Gouvernement, avec 83,6 milliards de FCFA, soit 6,2% du BIP au titre de l'exercice 2021.

Tableau 2: Répartition du BIP en Crédits de Paiement par Secteur (en milliards de F CFA)

SECTEURS	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Poids dans le BIP 2021 (%)
Souveraineté	28,2	24,1	24,2	31,9	26,6	32,0	2,4
Défense et sécurité	49,5	22	6	26,1	19,9	9,0	0,7
Administration générale et financière	40,9	70,4	49,8	95,1	84,0	87,9	6,5
Enseignement, formation et recherche	60,6	74,1	68,5	71,9	51,7	51,7	3,8
Communication, culture, loisir et sport	5	5,1	5,8	5,6	11,1	9,8	0,7
Santé	132,5	135,1	91	103,6	80,7	83,6	6,2
Affaires sociales et emplois	15,2	11,6	11,6	11,9	10,3	10,3	0,8
Infrastructures	981,8	1.001,10	784,7	850,3	800,8	871,7	64,5
Production et commerce	152	145,6	102,7	105,6	92,1	127,8	9,5
Dépenses communes	60,3	97,9	147,2	176	77,2	68,2	5,0
TOTAL	1 526	1 587	1 291,5	1 478,0	1 254,3	1352,0	100

Source : MINEPAT/DPIP

1.5. Présentation des ressources du BIP 2021 transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées

Depuis la réforme de 2019 sur le mode opératoire de budgétisation, d'exécution et de suivi des ressources transférées aux CTD, les ressources du BIP affectées aux Communes ont connu une augmentation de plus de 71% par rapport à l'exercice 2018. Au titre de l'exercice 2021, les ressources transférées sont de 102 milliards de FCFA et représentent 17,7% des Ressources Internes Ordinaires du BIP 2021.

Tableau 3 : Évolution des Ressources Transférées du BIP en Crédits de Paiement (en milliards de F CFA)

	Exercice budgétaire						
	Ex.2015	Ex.2016	Ex.2017	Ex.2018	Ex.2019	Ex.2020	Ex. 2021
Ressources Internes Ordinaires (RIO) du BIP	697,2	578	613,6	635	641,3	528,9	576,2
Variation relative RIO (%)	1,3	-17,1	6,2	3,5	1,0	-17,5	8,9
Ressources Transférées (RT) du BIP	53,9	58,1	58,9	59,6	92	97,6	102
Variation relative RT (%)	29,1	7,8	1,4	1,2	54,4	6,1	4,5
Poids des RT dans les RIO du BIP (%)	7,7	10,1	9,6	9,4	14,3	18,5	17,7

Source : MINEPAT/DPIP

2. PRINCIPALES REFORMES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE ET AUX PROCEDURES D'EXECUTION DES PROJETS DU BIP

L'exécution du BIP au titre de l'exercice 2021 s'inscrit dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre des réformes des finances publiques en cours au Cameroun. A titre de rappel, des textes ont été signés depuis l'exercice 2018. Il s'agit entre autres de :

- la Loi N°2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
- la Loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres Entités Publiques ;
- le Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
- le Décret N°2018/4992/PM du 21 juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public.

2.1. Quelques innovations relatives à la commande publique

Les règles applicables à la passation, à l'exécution, au contrôle et à la régulation des marchés publics sont encadrées par le Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics. Les innovations sur les procédures relatives à la commande publique sont subséquentes à la signature de plusieurs Arrêtés depuis l'exercice 2019. Il s'agit de :

- **l'Arrêté N°401/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant les seuils de recours à la maîtrise d'œuvre privée et les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre publique**

La Maîtrise d'œuvre privée est obligatoire pour les prestations dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils ci-après :

- travaux : 250 000 000 F CFA ;
- fournitures : 500 000 000 F CFA.

Pour les marchés de Prestations Intellectuelles portant sur les études et les audits, la maîtrise d'œuvre est assurée par une commission de suivi et de recette technique dont la composition, précisée par le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché comprend des membres internes et externes aux services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué.

Le coût total de l'ensemble des moyens matériels et humains mobilisés dans le cadre d'une Maîtrise d'œuvre publique est plafonné à 5% du montant TTC des prestations objet du projet.

Une avance correspondant à 20% du coût total de la Maîtrise d'œuvre publique est mise à la disposition du Maître d'œuvre préalablement à la notification de l'Ordre de Service de démarrage.

Les charges inhérentes à l'exercice de la Maîtrise d'œuvre publique sont supportées par le budget du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué.

- **l'Arrêté N°402/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant la nature et les seuils des marchés réservés aux Artisans, aux Petites et Moyennes Entreprises, aux Organisations Communautaires à la Base et aux Organisations de la Société Civile et les modalités de leur application**

Les seuils des marchés réservés sont fixés ainsi qu'il suit :

- Catégorie 1 (Très Petites Entreprises et Artisans) : 15 000 000 F CFA
- Catégorie 2 (Organisations Communautaires à la Base, Organisations de la Société Civiles) : 30 000 000 F CFA
- Catégorie 3 (Petites et Moyennes Entreprises) : 50 000 000 F CFA.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu de préciser dans son plan de passation des marchés ceux des marchés réservés, assorti des catégories correspondantes pour leur attribution.

- l'Arrêté N°403/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant les plafonds des indemnités servies par les Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrage Délégués aux Présidents, Membres et Rapporteurs des Commissions de réception, des Commissions de suivi et de recette technique.

- (i) Pour les marchés des travaux, fournitures et services quantifiables, les montants sont compris dans les seuils ci-après :

	De 05 à 50 millions (F CFA)	De plus de 50 millions à 500 millions (F CFA)	De plus de 500 millions à 05 milliards (F CFA)	De plus de 05 milliards à 20 milliards (F CFA)	A plus de 20 milliards (F CFA)
Président	75 000	125 000	175 000	225 000	275 000
Membre	50 000	100 000	150 000	200 000	250 000
Rapporteur	60 000	110 000	160 000	210 000	260 000
Invité (Expert)	50 000	100 000	150 000	200 000	250 000

- (ii) Pour les marchés des prestations intellectuelles et services non quantifiables, les montants sont compris dans les seuils ci-après :

	De 05 à 50 millions (F CFA)	De plus de 50 millions à 500 millions (F CFA)	De plus de 500 millions à 05 milliards (F CFA)	De plus de 05 milliards à 20 milliards (F CFA)	A plus de 20 milliards (F CFA)
Président	100 000	150 000	200 000	250 000	300 000
Membre	75 000	125 000	175 000	225 000	275 000
Rapporteur	80 000	130 000	180 000	230 000	280 000
Invité (Expert)	75 000	125 000	175 000	225 000	275 000

- **l'Arrêté N°413/A/PR/MINMAP du 08 décembre 2020 portant organisation et fonctionnement du Comité chargé de l'examen des recours résultant des Marchés Publics ;**

Le Comité chargé de l'examen des recours résultant des Marchés Publics est chargé :

- de la réception et de l'examen des recours introduits par tout candidat ou soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation d'un Marché ;
- de l'examen des recours de tout cocontractant de l'Administration qui s'estime lésé dans l'exécution de son Marché ;
- de la formulation à l'Autorité des Marchés Publics des propositions des mesures visant éventuellement la sanction des procédures ou des acteurs mis en cause, conformément aux dispositions des articles 188 à 195 du Code des Marchés Publics.

Dès réception d'un recours, le Président du Comité le transmet à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics dans un délai de 24 heures.

L'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics dispose d'un délai de sept (07) jours calendaires à compter de sa saisine pour émettre son avis technique au Comité.

L'avis technique de l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics est transmis au Comité accompagné de la liasse documentaire relative à la procédure de passation de Marché mise en cause ayant servi à l'instruction du recours. Il s'agit notamment, selon l'étape de la procédure :

- du dossier d'appel d'offres ;
- des offres des soumissionnaires ;
- des procès-verbaux des séances d'ouverture et d'attribution ;
- de la décision et du communiqué d'attribution ;
- du Marché et ses avenants éventuels ;
- tous les autres éléments jugés nécessaires.

La liasse documentaire jointe à l'avis technique de l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics pour les recours relatifs à l'exécution des marchés comprend notamment :

- le Marché et ses avenants éventuels ;
- les ordres de services notifiés au cocontractant ;
- le projet d'exécution ou le programme d'exécution ;
- tous les autres éléments jugés nécessaires.

Le Comité dispose d'un délai de sept (07) jours calendaires, à compter de la réception de l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics pour formuler sa proposition à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

L'Autorité chargée des Marchés Publics dispose d'un délai de sept (07) jours calendaires pour notifier sa décision au recourant, avec copie au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission des marchés concernés, au Comité et à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics.

Lorsque l'Autorité chargée des Marchés Publics n'approuve pas une décision formulée par le Comité, elle lui retourne le dossier dans un délai de cinq (05) jours calendaires pour réexamen assorti de ses observations.

En cas de désaccord persistant entre l'Autorité chargée des Marchés Publics et le Comité, la proposition du Comité tient lieu d'avis conforme.

- **L'Arrêté N°00002/A/MINMAP du 19 janvier 2021 fixant les seuils et les types de marchés pouvant faire l'objet de passation par voie électronique au titre de l'exercice 2021.**

Types de marchés	Seuils
Routes	Au moins égal à trois cent millions (300 000 000) FCFA.
Autres Infrastructures	Au moins égal à cent cinquante millions (150 000 000) FCFA.
Bâtiments et équipements collectifs	Au moins égal à soixante-quinze millions (75 000 000) FCFA.
Approvisionnements généraux	Au moins égal à trente millions (30 000 000) FCFA.
Services et prestations intellectuelles	Au moins égal à trente millions (30 000 000) FCFA.

Les Maîtres d'Ouvrage désignés pour la phase pilote de l'opérationnalisation de la plateforme de dématérialisation doivent passer au moins 35% de leurs projets par voies électronique

- **L'Arrêté N°0000003/A/MINMAP du 19 janvier 2021 fixant la liste des actes et documents à publier obligatoirement sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics au titre de l'Exercice 2021 ;**

Les actes et documents ci-après doivent être publiés obligatoirement sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics au titre de l'Exercice 2021 :

- Les avis d'Appels d'Offres, les Avis à Manifestation d'intérêts et leurs modificatifs éventuels ou tout autre document d'appel public à la concurrence ;
- Les Dossiers d'Appels d'Offres ou tout autre dossier de consultation en tenant lieu et leurs additifs éventuels ;
- Les décisions d'attribution et les communiqués portant publication des résultats ;
- Les décisions sanctionnant l'examen des recours en phase de passation des marchés publics ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics ;
- Les sanctions d'exclusion de la commande publique.

- **L'Arrêté N°0000168/A/MINMAP du 11 Août 2021 fixant les conditions et les modalités d'exécution des marchés de conception-réalisation.**

Un marché de conception-réalisation est un marché de travaux qui permet au Maître d'Ouvrage de confier à un groupement d'opérateurs économiques ou, pour les seuls ouvrages d'infrastructures, à un seul opérateur économique, une mission portant à la fois sur la réalisation des études et l'exécution des travaux.

Seuls les projets complexes ou ceux qui sont assortis d'un ou de plusieurs objectifs de performance peuvent faire l'objet d'un marché de conception réalisation.

Tout recours à un marché de conception-réalisation est soumis à l'autorisation préalable de l'Autorité Chargée des Marchés Publics et ce n'est qu'après autorisation que ce dernier est inscrit au journal de passation des marchés. En cas d'autorisation, le Maître d'Ouvrage est tenu de recruter un Assistant à la Maitrise d'Ouvrage, conformément à la réglementation en vigueur.

Un marché de conception réalisation peut être passé par Appel d'Offres ou par la procédure du gré à gré et en cas de gré à gré, l'autorisation préalable de l'autorité des marchés est requise, conformément aux dispositions du Code des Marchés.

Les travaux prévus dans le cadre d'un marché de conception-réalisation ne doivent être exécutés par le cocontractant qu'après la validation préalable des études d'exécution par l'Ingénieur, conformément à une démarche prévue dans le contrat.

En vue de garantir un transfert de technologie ou une bonne exploitation future de l'ouvrage résultant d'un marché de conception-réalisation, le cocontractant est tenu de former, à ses frais, une équipe des collaborateurs du Maître d'Ouvrage en les associant aussi bien aux études qu'à l'exécution des travaux.

Les marchés de conception-réalisation font l'objet de suivi et de contrôle tels que prévus par les dispositions du Code des Marchés Publics et les autres textes régissant les divers corps de contrôle de l'Etat.

- **l'Arrêté N°212/A/MINMAP du 28 septembre 2021 organisant le fonctionnement des Structures Internes de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) ;**

Conformément aux dispositions de l'article 8(1) du Code des Marchés, les SIGAMP sont placées auprès des Maîtres d'Ouvrage et des Maîtres d'Ouvrage Délégués pour une assistance dans l'exécution de leurs attributions à différents stages, notamment :

- a) la maturation des projets ;
- b) l'élaboration des plans de passation des marchés et de leur suivi ;
- c) l'élaboration des projets de dossiers de consultation en relation avec les services techniques du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué concerné ;
- d) la réception des offres ;
- e) la finalisation des projets de marchés et d'avenants avant souscription ;
- f) la préparation des notes de présentation des projets ;
- g) l'archivage des documents ;
- h) la transmission des documents générés lors de la passation et de l'exécution des marchés publics ;
- i) la rédaction des rapports trimestriel, semestriel et annuel sur la passation et l'exécution des marchés.

En son article 8 (2), il précise qu'un texte particulier organise leur fonctionnement.

Chaque SIGAMP est composée d'au moins 03 unités, notamment :

- Une (01) unité en charge des appels d'offres ;
- Une (01) unité en charge des contrats ;
- Une (01) unité en charge de l'archivage.

En fonction de l'importance et du volume des activités relatives aux marchés publics, les attributions confiées aux SIGAMP peuvent être exercées au sein des structures ci-après :

- Direction ou Division ;
- Sous-Direction ou Cellule ;
- Services.

Les services internes en charge des questions administratives liées aux marchés publics auprès des Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrage Délégués, tiennent lieu de SIGAMP jusqu'à la mise en place de celle-ci par leurs organigrammes respectifs.

Les dépenses de fonctionnement des SIGAMP sont supportées par le budget du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué.

Le personnel des SIGAMP perçoit une indemnité conformément aux dispositions de l'arrêté N°0271/MINMAP/CAB du 27 septembre 2018 instituant et organisant les modalités de rémunération et de paiement basées sur la performance de certains acteurs du Système des Marchés Publics.

- **La lettre-circulaire N°000010/LC/MINMAP/CAB du 22 septembre 2020 clarifiant les documents de paiement des cocontractants de l'Administration à soumettre au visa préalable au paiement du Ministère des Marchés Publics ;**

Le décompte final est établi par l'Entrepreneur et signé par chaque intervenant à l'exception du Ministère chargé des Marchés Publics, et transmis au Comptable chargé du paiement pour les marchés de travaux.

La dernière facture dressée et signée par chaque intervenant est soumise au visa du Ministère chargé des Marchés Publics avant d'être transmise au Comptable chargé du paiement pour les marchés de fournitures à livraison partielles et successives.

Le dernier document de paiement établi et signé par chaque intervenant est soumis au visa du Ministère chargé des Marchés Publics avant d'être transmis au Comptable chargé du paiement pour les marchés de fournitures à livraison partielles et successives et les marchés.

- **La Lettre Circulaire N°000010/LC/MINMAP/CAB du 22 septembre 2020 clarifiant les documents de paiement des cocontractants de l'Administration à soumettre au visa préalable au paiement du Ministère des Marchés Publics ;**

Conformément aux dispositions de l'article 47(2) du Code des Marchés Publics, toute la documentation générée dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés est transmise au MINMAP et à l'ARMP, aux fins d'exploitation.

Les services compétents du MINMAP, du MINEPAT et de l'ARMP veillent à la stricte application par les administrations du calendrier de passation et d'exécution des marchés publics y afférents, afin d'éviter la sous-consommation des dotations budgétaires affectées à ces dépenses. A cet effet, les Maîtres d'Ouvrage et les Maîtres d'Ouvrage Délégués passent et exécutent leurs marchés dans le strict respect du chronogramme arrêté dans le journal de programmation.

Pour les besoins de suivi et de contrôle des activités de passation et d'exécution des marchés publics, et pour une meilleure optimisation de l'exécution du budget, les Conférences de programmation qui donnent lieu à la validation des projets de Plans de Passation des Marchés et Journaux de Programmation sont organisées par le Ministère en charge des Marchés Publics.

En cas d'ajustements ou de nouveaux projets, les Plans de Passation des Marchés et le Journal de Programmation sont mis à jour mensuellement par les MO/MOD en relation avec le MINMAP.

Les Etablissements Publics et les CTD transmettent au MINMAP et à l'ARMP leurs Plans de Passation des Marchés validés et le Journal de Programmation, ainsi que leurs mises à jour éventuelles.

Les budgets de fonctionnement des Commissions des marchés sont exécutés ainsi qu'il suit :

- pour les Commissions internes de passation des marchés, le Président est l'Ordonnateur délégué et accrédité par l'Ordonnateur principal sur les lignes concernées ;
- pour les Commissions régionales et départementales, les Gouverneurs et les Préfets sont respectivement les Ordonnateurs délégués sur les lignes spécifiques des budgets des Régions et des Départements ;
- pour les Commissions Centrales de Contrôle, les Présidents sont les Ordonnateurs délégués et sont accrédités par le Ministre en charge des Marchés Publics sur les lignes concernées.

Les frais d'acquisition des DAO des marchés passés par les Ministères et leurs services déconcentrés sont payés au Trésor Public.

En ce qui concerne les Etablissements et les Entreprises Publics, les Projets, les Programmes, les Mairies des villes de Yaoundé et de Douala, les frais d'acquisition des DAO des marchés sont systématiquement reversés dans les comptes de l'ARMP.

Les Ordonnateurs et les ordonnateurs délégués s'abstiennent :

- de signer un marché ou une lettre commande dont ils sont notifiés, par l'Autorité chargée des Marchés Publics, de la suspension de la procédure de contractualisation y relative ;
- d'ordonner le paiement des prestations supplémentaires en l'absence de l'avenant correspondant ;

Les frais d'acquisition des DAO des marchés passés par les Ministères et leurs services déconcentrés sont payés au Trésor Public.

Pour ce qui est des Etablissements et Entreprises Publics, des Mairies des villes de Yaoundé et de Douala, les frais d'acquisition des DAO des marchés sont reversés aux agents intermédiaires de recettes des antennes régionales, qui sont placés sous la responsabilité de l'Agent Comptable auprès de l'ARMP.

- **Lettre-Circulaire N°00002/LC/MINMAP/CAB du 15 février 2021 Relative aux demandes d'autorisation des procédures dérogatoires et de gré à gré ou régie ;**

Les demandes d'autorisation de gré à gré doivent cadrer avec les cas limitatifs énumérés par le Code des Marchés Publics en ses dispositions de l'article 109 et toute demande au motif qui ne cadre pas avec l'un des cas ci-après, ne saurait prospérer et connaître une issue favorable, notamment :

- a) pour les besoins ne pouvant être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'un procédé, d'un savoir-faire, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul prestataire ou un seul fournisseur
- b) pour le remplacement, en cas d'urgence, d'entrepreneurs ou de fournisseurs défaillants ;
- c) pour les travaux, fournitures ou services et prestations intellectuelles qui, dans le cas d'urgence impérieuse motivée par un cas de force majeure, ne peuvent subir les délais d'une procédure d'appel d'offres ;
- d) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire qui en découle ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont rendus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure

Les demandes d'autorisation de régie doivent cadrer avec le Code des Marchés Publics en ses dispositions de l'article 5(ff) qui définit

- **La Lettre-Circulaire N°000004/LC/MINMAP/CAB/ du 24 juin 2021 précisant le rôle du représentant du Ministère des Marchés Publics au sein des commissions de réceptions et des commissions de suivi et de recette technique des prestations objet des marchés publics. ;**

Suivant la disposition de l'article 47(1.e) du Code des Marchés, au sein des commissions de recette ou des commissions de suivi et de recette technique, le représentant du MINMAP, en sa qualité d'observateur, exerce le rôle dévolu au Ministère des Marchés Publics.

A cet effet, en cette qualité d'observateur, il assiste aux commissions de recettes des marchés de prestations intellectuelles et aux commissions de réception des marchés de travaux, de fournitures et des services, quantifiables ou non.

Le représentant du MINMAP, Observateur, est une personne physique, personnel du MINMAP, dûment mandatée par le Ministre en charge des marchés publics ou des responsables compétents de ses services centraux et déconcentrés. Son rôle au sein d'une commission est d'évaluer le déroulement des opérations de recettes et d'apprécier le niveau de respect du cahier de charge, des clauses contractuelles et des dispositions réglementaires.

Le représentant du MINMAP est une partie intégrante de l'équipe composant les commissions de réception ou de suivi et de recette technique. A cet effet, il est convoqué, au même titre que les autres parties, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué aux réceptions et recettes dans un document de convocation unique, assorti de pièces requises le cas échéant,

adressé à chaque partie dans le strict délai des délais réglementaires.

La voix de l'observateur n'est pas délibérative. De ce fait, le représentant du MINMAP n'est pas admis à signer le procès-verbal de réception.

Toutefois, le procès-verbal, signé par 2/3 au moins des membres présents dont le Président, doit préciser que le représentant du MINMAP a assisté aux travaux et mentionné dans ce dernier, son nom, sa fonction et son grade.

Cependant, il est autorisé à signer la feuille de présence des participants à l'opération, laquelle doit être annexée au procès-verbal de réception.

Toute réception ou recette de prestation prononcée en absence dûment constatée du représentant du MINMAP, observateur, est susceptible de faire l'objet d'une annulation pure et simple par décision du Ministre chargé des marchés publics.

- **Lettre-Circulaire N°000006/LC/MINMAP/CAB du 17 Aout 2021 Clarifiant le contrôle de la passation des marchés publics et précisant les modalités de son Exercice auprès des Maîtres d'Ouvrage et des Maîtres d'Ouvrage Délégués.**

Conformément aux dispositions de l'article 107 du décret N°2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles applicables aux marchés des entreprises publiques et de l'article 50, cumulativement à l'article 190 du décret N°2018/366 du 20 juin 2018 Portant Code des Marchés, le Ministre en charge des Marchés Publics peut en tant que de besoin, en sa qualité d'autorité chargés des marchés publics, instruire des missions inopinées ou périodiques de contrôle de la passation des marchés auprès des Maîtres d'Ouvrage et des Maîtres d'Ouvrage Délégués, pour s'assurer de la bonne application par ces derniers ainsi que tous les organes techniques dédiés, des principes fondamentaux de la commande publique édictés à l'article 2 du Code des Marchés Publics.

Toutes Missions de contrôle, qu'elle provienne des services centraux ou des services déconcentrés du MINMAP, s'effectuera désormais sur la base d'une lettre de mission signée par l'autorité en charge des marchés publics et adressée aux Maîtres d'Ouvrage et aux Maîtres d'Ouvrage Délégués concernés, avec copies à leurs Commissions de Passation des Marchés respectives ; laquelle doit préciser outre le nom et la fonction du chef de mission, les membres de l'équipe de mission, la période du déroulement de la mission, la période des procédures à contrôler ou les procédures à vérifier en cas de contrôle ciblé.

Tout refus par un Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué ou par un président de commission de passation des marchés de fournir la documentation sollicitée par la mission est assimilable à une pratique obstructive au sens des dispositions de l'article 197 (5) du code des marchés et, est par conséquent passible des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Les rapports issus des missions de contrôles de la passation des marchés sont adressés au Ministre en Charge des Marchés Publics, Autorité des Marchés Publics qui, sauf dérogation expresse, à la responsabilité exclusive d'attirer l'attention des acteurs concernés sur les dysfonctionnements constatés et de proscrire les mesures de redressement ou de prendre les sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

2.2. Quelques innovations relatives à l'exécution physico-financière des projets d'investissement public

Les innovations relatives à l'exécution physico-financière des projets d'investissement public sont portées par la Circulaire N°0000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives à l'Exécution des Lois de finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2021.

Les erreurs matérielles éventuellement détectées sur les autorisations de dépenses sont corrigées aux niveaux régional et départemental au sein d'un cadre de concertation spéciale autour du Gouverneur de la Région ou du Préfet territorialement compétent, regroupant les responsables locaux du MINFI, du MINEPAT et du MINMAP, l'Ingénieur de l'État compétent et le Maître d'Ouvrage Délégué. Un procès-verbal signé par toutes les parties prenantes est établi et transmis à titre d'information au MINEPAT et au MINFI.

Toute modification du journal de projets nécessitant la création d'une nouvelle tâche est soumise à l'accord préalable du MINEPAT.

Les dépenses pour fonds de contrepartie en dépenses réelles engagées, liquidées et ordonnancées sont transmises à la CAA pour mise en paiement dans le cadre du « Basket Fund ».

Les fonds de contrepartie autres que les impôts, taxes et droits de douane, sont assignés dans le « Basket Fund » des fonds de contrepartie logé à la BEAC.

La mobilisation des subventions d'investissement démarre par l'organisation au cours du mois de janvier, par le MINEPAT (DGEPIP), en collaboration avec le MINFI et le MINMAP, des conférences de mobilisation des subventions d'investissement. Au cours de ces conférences, la liste des activités et natures de dépenses validées par les Organismes et Etablissements Publics sera examinée par les équipes conjointes qui détermineront la liste des activités et natures de dépenses pouvant être exécutées suivant la procédure normale (présentation des décomptes) de même que celle des activités et natures de dépenses ne pouvant pas être exécutées par la procédure normale

Les dépenses de crédits en subventions pouvant être exécutées suivant la procédure normale (présentation des décomptes) ainsi que celles qui ne peuvent pas être exécutées suivant la procédure normale sont notifiées par voie officielle par le MINEPAT à l'Organisme ou l'Etablissement Public bénéficiaire de la subvention, à l'issue des conférences de mobilisation des subventions d'investissement.

Pour les catégories de dépenses qui ne peuvent pas être exécutées suivant la procédure normale, la procédure applicable est la suivante :

- sur la base de la liste des natures de dépenses validées par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, l'Organisme ou l'Etablissement Public bénéficiaire de la subvention procède à la contractualisation et à la liquidation de la dépense;
- les décomptes générés sont transmis au Ministre de tutelle/ Ordonnateur des crédits pour justifier la mise à disposition des ressources au profit du compte financier de l'Organisme/bénéficiaire;
- la prise en charge après validation de la liasse de la dépense.

Pour les dépenses exécutées sous forme d'engagement provisionnel, les ressources sont mises à la disposition de l'Organisme ou de l'Etablissement Public bénéficiaire de la subvention progressivement sur la base du calendrier d'exécution des activités validées lors des conférences de mobilisation des subventions d'investissement.

L'exécution éventuelle des travaux en régie à l'initiative du Maître d'Ouvrage, entraînant subséquemment la mise à disposition des fonds, nécessite l'autorisation du Ministre en charge des Marchés Publics. Ces travaux s'exécutent suivant la procédure de régies d'avances, ou par toute autre modalité prévue par la réglementation en vigueur en la matière.

Les prix des travaux exécutés en régie doivent être conformes à ceux de la mercuriale des prix. Lorsqu'ils ne figurent pas dans la mercuriale, ils font au préalable l'objet d'homologation par le Ministère en charge du commerce.

Les dépenses liées à la mise en œuvre de la décentralisation s'effectuent conformément aux dispositions de la loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des CTD et du décret n°2009/248 du 05 août 2009 fixant les modalités d'évaluation et de répartition de la dotation générale de la décentralisation.

2.3. Création, organisation et fonctionnement des programmes et projets de développement

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement a signé le Décret N°2021/7341/PM du 13 octobre 2021 fixant les règles régissant la création, l'organisation et le fonctionnement des programmes et projets de développement.

Ce Décret, applicable à tous les programmes et projets de développement, pris comme Entités ou Administrations de missions, bénéficiaires des financements extérieurs et/ou internes du Gouvernement dispose ce qui suit :

Certains programmes et Projets à caractère spécial peuvent déroger aux dispositions du présent décret, notamment lorsqu'ils :

- Sont créés par le Président de la République ou le Premier Ministre, chef du Gouvernement ;
- Relèvent, sous réserve de réciprocité, d'une réglementation communautaire ou internationale.

Les Programmes et Projets de Développement de l'administration publique soumis à l'appréciation du Premier Ministre sont créés par Décret ou Arrêtés selon l'importance significative desdites entités.

Le cas échéant, ils peuvent être créés par Arrêtés des Chefs de Département Ministériels de rattachement, après autorisation expresse du Premier Ministre

Pour les autres entités publiques, ils sont créés par Décision des organes délibérants, après avis conforme des tutelles techniques et financières, notamment pour ceux adossés à des prêts à garantie publique ou rétrocedés par l'Etat.

Tout Programme ou Projet bénéficiaire des financements extérieurs dispose d'au moins une convention de financement spécifique qui régit les modalités de gestion desdits financements ; ladite convention devant être signée entre l'Etat et un ou plusieurs Partenaire (s) Technique et Financier (s), après un accord de financement dûment autorisé par le Président de la République.

Les Programmes et les Projets de développement sont rattachés à un ou plusieurs Département (s) Ministériel (s) du secteur concerné et ou aux Etablissements Publics, dont les Ministres ou les Directeurs Généraux assurent la Maitrise d'Œuvre et le suivi de leur mise en œuvre.

Les Ministres de rattachements transmettent au Ministre chargé des Investissements publics, avec copie aux Services du Premier Ministre et au Ministre des Finances, au plus tard 60 jours après la fin de chaque semestre, un rapport sur l'Etat de mise en œuvre du Programme ou Projet.

Les budgets des Programmes et des Projets s'alignent aux orientations clés de la SNS30, en recherchant une cohérence intra et intersectorielle avec ceux des Programmes des Ministères de rattachement et, le cas échéant, des Sous-programmes des établissements publics.

Les programmes et Projets peuvent être administrés par un Comité de pilotage ou une Unité de Gestion du Projet ou du Programme (UGP)

Le suivi de la performance des UGG, ainsi que celui des Unités de Gestion Fiduciaires rattachées aux services techniques internes des Maîtres d'Ouvrage s'effectuent à travers un Contrat de Performance

Le suivi et le contrôle de la mise en œuvre d'un programme ou d'un projet s'effectue sur les trois aspects ci-après :

- Technique ;
- Administratif ;
- Financier.

3. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIEME SESSION DE L'EXERCICE 2020

Au terme de la deuxième session du Comité National de suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public qui s'est tenue le 27 mai 2021, des recommandations ont été formulées à l'endroit des administrations et des organismes institutionnels, en vue de lever les entraves rencontrées dans l'exécution physico-financière du BIP.

L'état de mise en œuvre desdites recommandations est décliné dans le tableau ci-après :

N°	Constats/difficultés	Propositions de mesures d'actions	Etat de mise en œuvre
01	Accompagnement insuffisant des CTD dans l'exécution non satisfaisante des ouvrages hydrauliques	<ul style="list-style-type: none"> - Inviter le MINEE à réaliser les études de cartographie, à l'effet d'assurer une bonne exécution des ouvrages hydrauliques ; - Inviter les CTD à se rapprocher des responsables locaux du MINEE pour un meilleur accompagnement dans l'exécution des ouvrages hydrauliques 	<p>Les études pour la réalisation de la cartographie hydraulique au MINEE sont en cours de maturation ;</p> <p>De plus, un effort a été consenti par le MINEE lors de la budgétisation des ressources transférées allouées aux CTD, afin de leur permettre de s'accommoder dans le choix de l'ouvrage hydraulique à réaliser en fonction des spécificités géologiques du milieu.</p>
02	Au titre de l'exercice 2019, le MINEPAT a octroyé un appui sécuritaire aux Autorités Administratives, traditionnelles et aux forces de maintien de l'ordre, des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette mesure n'a pas été reconduite en 2020.	Envisager, au titre de l'exercice 2021, la mobilisation, au profit des Autorités Administratives, traditionnelles et des forces de maintien de l'ordre, des ressources nécessaires pour l'accompagnement des Entreprises adjudicataires dans l'exécution des projets dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest	En raison des contraintes budgétaires observées au cours de l'exercice 2021, cette recommandation n'a pas été mise en œuvre.
03	Des disparités subsistent dans l'appropriation des procédures de suivi de l'exécution du BIP dans les Régions	Entreprendre une large diffusion du document « les clés de la bonne exécution du BIP », pour une meilleure appropriation par les responsables locaux du MINEPAT, des procédures de suivi de l'exécution du BIP	Cette recommandation sera mise en œuvre dans le cadre du lancement du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2022.
04	Irrégularité de la présence de certains Chefs des exécutifs communaux aux différentes instances organisées dans le cadre du suivi de l'Exécution Physico-financière du BIP	Saisir les Maires, à l'effet d'attirer leur attention sur l'impérieuse nécessité de leur participation à ces instances	La mise en œuvre de recommandation a débuté par la Région du Littoral avec la saisine, par lettres du 24 juin 2021 du Ministre de l'Economie aux Maires concernés.
05	Mise à disposition tardive des ressources allouées au fonctionnement des Comités locaux de suivi de l'exécution physico-financière du BIP	Prendre des dispositions pour que lesdites ressources soient disponibles avant le terme du premier trimestre	Les réformes en cours portant notamment sur l'exigence des plans d'engagement et de trésorerie, le basculement de la comptabilité de caisse à la comptabilité de patrimoine et le compte unique du Trésor participent à adresser la problématique de l'accumulation des restes à payer.
06	Indisponibilité de certains Présidents des Commissions locales de Passation des Marchés, en raison de leur	saisir l'Autorité des Marchés Publics, à l'effet de l'inviter à poursuivre l'exercice de correction engagée par ses services dans les nominations des	Des nominations sont en cours au MINMAP en vue de la désignation de nouveaux Présidents des Commissions de passation des Marchés tenant compte de leur lieu de

N°	Constats/difficultés	Propositions de mesures d'actions	Etat de mise en œuvre
	instabilité. Certains ne résident pas dans les circonscriptions de leur ressort	présidents des commissions de passation de marchés	résidence.
07	De nombreux chantiers relevant des projets du BIP sont abandonnés du fait de la défaillance des Entreprises adjudicataires	Saisir le MINMMAP à l'effet de l'inviter à poursuivre les actions d'assainissement engagées dans le domaine	Lorsque la défaillance d'une Entreprise est constatée, le MINMAP procède à son exclusion de la commande publique pour une période maximale de deux (02) ans. La liste des Entreprises exclues de la commande publique est régulièrement mise à jour et publiée sur les sites internet de l'ARMP et du MINMAP.
08	Une standardisation des coûts pour certains types de projets relevant des ressources transférées est faite sans tenir compte des réalités locales	Rompre avec la pratique de standardisation des coûts en tenant compte des réalités locales dans l'évaluation du coût de certains projets d'investissement public	Une standardisation des coûts en tenant compte des réalités locales a été élaborée par le MINEDUB. Toutefois, il est indispensable de se conformer aux dispositions du Décret N°2018/4992/PM du 21 juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public à l'effet de la prise en compte des réalités locales des projets à exécuter.
09	Des difficultés subsistent dans la mobilisation des subventions d'investissement pour certaines administrations ayant des structures sous-tutelle, du fait de l'appropriation insuffisante des procédures par les Maitres-d'Ouvrages et par les des structures sous-tutelle	Organiser, en marge des conférences de mobilisation des subventions d'investissement, des ateliers de renforcement des capacités des Maitres-d'Ouvrages et des structures sous-tutelle concernées, sur les procédures de mobilisation des ressources en subvention d'investissement	Cette action est menée dans le cadre des travaux de la revue trimestrielle de l'exécution du BIP.
10	Persistance de la faible maturation des projets relevant des ressources transférées aux CTD	Inviter les CTD à se doter de structures techniques compétentes en la matière et à se rapprocher des responsables locaux du MINEPAT	Conformément au Décret N°2018/4992/PM du 21 juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public, les rencontres régionales de maturation et de programmation des projets d'investissement public siègent régulièrement et permettent de s'assurer de la disponibilité et de la qualité de tous les éléments de maturité des projets relevant des ressources transférées.

SECTION C : SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU 30 SEPTEMBRE 2021

La présente section rend compte de l'exécution du BIP au 30 septembre de l'exercice 2021. Elle est subdivisée en six (06) parties :

- Mouvements de crédits sur le Budget d'Investissement Public 2021 ;
- Situation globale de l'exécution physico-financière du BIP ;
- Situation de l'exécution physico-financière du BIP dans les services centraux ;
- Situation de l'exécution physico-financière du BIP sur crédits délégués et ressources transférées aux CTD ;
- Situation de l'exécution physico-financière du BIP sur financements extérieurs ;
- Evolution de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2019-2021.

4. MOUVEMENTS DE CREDITS DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2021, AU 30 SEPTEMBRE 2021

Les mouvements de crédits ont porté le BIP de **FCFA 1 352 milliards** à **FCFA 1 368,91 milliards**, soit une hausse de **FCFA 16,91 milliards (+1,3 %)** en Crédits de Paiement.

Le tableau ci-dessous présente les mouvements de crédits opérés au 30 septembre 2021.

Tableau 1 : Situation des mouvements de crédits au 30 septembre 2021 (en milliers de F CFA)

Type de virements	Débit	Crédit	Solde
Redéploiements intra-Programmes	184 703 301	184 703 301	0
Virements entre Programmes du même chapitre	3 977 110	3 977 110	0
Virements et transferts entre Investissement et Fonctionnement	4 900	16 910 890	16 905 990
Total	188 685 311	205 591 301	16 905 990

Source : MINEPAT

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des virements de crédits par administration.

Tableau 2 : Situation des mouvements de crédits par chapitre budgétaire (en milliers de FCFA)

Chapitre	DOTATION LF RECTIFICATIVE		VIREMENTS ET TRANSFERTS		DOTATION REVISEE	
	AE	CP	Debit	Credit	AE	CP
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000	385	385	6 000 000	6 000 000
SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	900 000	900 000	360 000	360 000	900 000	900 000
ASSEMBLEE NATIONALE	6 700 000	6 700 000			6 700 000	6 700 000
SERVICES DU PREMIER MINISTRE	5 000 000	5 000 000	325 952	325 952	5 000 000	5 000 000
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000			500 000	500 000
MINREX	3 132 000	3 100 000			3 132 000	3 100 000
MINAT	2 799 000	2 650 000			2 799 000	2 650 000
MINISJUSTICE	4 578 732	4 520 000	193 975	193 975	4 578 732	4 520 000
COUR SUPREME	1 200 000	1 200 000			1 200 000	1 200 000
MINMAP	1 100 000	1 100 000	118 632	119 264	1 100 632	1 100 632
CONSUPE	4 556 559	1 400 000			4 556 559	1 400 000
DGSN	3 513 407	3 000 000	109 004	109 004	3 513 407	3 000 000
MINDEF	8 624 000	6 000 000			8 624 000	6 000 000

Chapitre	DOTATION LF RECTIFICATIVE		VIREMENTS ET TRANSFERTS		DOTATION REVISEE	
	AE	CP	Debit	Credit	AE	CP
MINAC	1 323 151	1 323 151	44 957	44 957	1 323 151	1 323 151
MINEDUB	30 976 150	30 976 150	501 695	931 695	31 406 150	31 406 150
MINSEP	20 993 000	20 993 000	3 445 000	3 445 000	20 993 000	20 993 000
MINCOM	1 700 000	1 700 000			1 700 000	1 700 000
MINESUP	13 103 493	5 500 000	387 500	387 500	13 103 493	5 500 000
MINRESI	1 530 000	1 530 000			1 530 000	1 530 000
MINFI	6 189 556	6 120 000			6 189 556	6 120 000
MINCOMMERCE	1 200 000	1 200 000	177 000	177 000	1 200 000	1 200 000
MINEPAT	34 421 963	34 421 963			34 421 963	34 421 963
MINTOU	5 300 000	5 300 000	75 000	75 000	5 300 000	5 300 000
MINESEC	8 307 032	7 797 032	148 689	163 689	8 322 032	7 812 032
MINJEC	6 740 646	6 740 646			6 740 646	6 740 646
MINDDEVEL	41 655 185	41 655 185	801 065	801 065	41 655 185	41 655 185
MINEPDED	2 725 000	2 725 000	50 000	50 000	2 725 000	2 725 000
MINMIDT	3 973 000	3 973 000	670 000	670 000	3 973 000	3 973 000
MINADER	63 336 513	63 336 513	125 850	125 850	63 336 513	63 336 513
MINEPIA	27 216 887	27 216 887	89 733	89 733	27 216 887	27 216 887
MINEE	223 091 087	221 011 106	2 955 678	2 955 678	223 091 087	221 011 106
MINFOF	5 554 500	5 554 500	1 412 399	1 412 399	5 554 500	5 554 500
MINEFOP	5 667 656	5 667 656	4 900		5 662 756	5 662 756
MINTP	436 302 549	406 299 999	52 436 286	55 420 713	439 286 976	409 284 426
MINDCAF	1 821 000	1 821 000	165 650	165 650	1 821 000	1 821 000
MINHDU	112 077 873	112 075 373	32 799 614	32 799 614	112 077 873	112 075 373

Chapitre	DOTATION LF RECTIFICATIVE		VIREMENTS ET TRANSFERTS		DOTATION REVISEE	
	AE	CP	Debit	Credit	AE	CP
MINPMEESA	3 517 853	3 517 853	5 000	5 000	3 517 853	3 517 853
MINSANTE	87 158 755	83 640 501	5 256 609	5 256 609	87 158 755	83 640 501
MINTSS	600 000	600 000			600 000	600 000
MINAS	2 864 000	2 864 000	359 068	359 108	2 864 040	2 864 040
MINPROFF	1 181 500	1 181 500	41 084	41 084	1 181 500	1 181 500
MINPOSTEL	16 550 000	16 550 000	54 783	54 783	16 550 000	16 550 000
MINT	43 167 500	43 000 000			43 167 500	43 000 000
CNDDR	1 500 000	1 500 000	1 190 000	1 190 000	1 500 000	1 500 000
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
MINFOPRA	6 000 000	2 000 000			6 000 000	2 000 000
ELECAM	500 000	500 000			500 000	500 000
CDHC	250 000	250 000	45 583	45 583	250 000	250 000
SENAT	3 200 000	3 200 000			3 200 000	3 200 000
CNPBM	600 000	600 000	349 750	349 750	600 000	600 000
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS				50 000	50 000	50 000
DEPENSES COMMUNES				13 430 791	13 430 791	13 430 791
PARTICIPATIONS	20 000 000	20 000 000			20 000 000	20 000 000
REHABILITATION/RESTRU CTURATION	15 000 000	15 000 000	13 108 958	13 108 958	15 000 000	15 000 000
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	95 087 983	95 087 983	69 539 519	69 539 519	95 087 983	95 087 983
REPORT	5 000 000	5 000 000	835 992	835 992	5 000 000	5 000 000
Total BIP 2021	1 406 487 531	1 351 999 999	188 685 310	205 591 300	1 423 393 521	1 368 905 989

Source : MINEPAT

5. SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2021 AU 30 SEPTEMBRE 2021

5.1. Etat de l'exécution physico-financière

Après l'adoption de la Loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances pour l'exercice 2021 et les mouvements de crédits qui sont intervenus, la dotation globale en Crédits de Paiement du BIP est de **F CFA 1 368,91 milliards** répartie ainsi qu'il suit :

- **FCFA 635,11 milliards** en ressources internes ;
- **FCFA 733,80 milliards** en ressources externes.

La situation de l'exécution physico-financière affiche les statistiques ci-après au 30 septembre 2021 :

- Engagement : **FCFA 723,93 milliards** en valeur absolue, soit **52,88 %** en valeur relative contre **51,93%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **0,95** point ;
- Liquidation : **FCFA 677,67 milliards** en valeur absolue, soit **49,50 %** en valeur relative contre **49,09%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **0,41** point ;
- Ordonnancement : **FCFA 667,69 milliards** en valeur absolue, soit **48,78 %** en valeur relative contre **48,40%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **0,38** point ;
- Taux d'exécution physique des projets : **50,90 %** contre **51,06%** à la même période de l'exercice 2020, soit une baisse de **0,16** point.

S'agissant du BIP sur ressources internes, il ressort au 30 septembre 2021, les statistiques ci-après :

- Taux d'engagement : **66,49 %** contre **62,34%** à la même période en 2020, soit une hausse de **4,15 points** ;
- Taux de liquidation : **59,20 %** contre **56,15 %** au terme du troisième trimestre de l'exercice 2020, soit une augmentation de **3,05 points** ;
- Taux d'ordonnancement : **57,63 %** contre **54,65 %** au 30 septembre 2020, soit une hausse de **2,98 points** ;
- Taux de réalisation physique : **59,98 %** contre **60,00 %** à la même période en 2020, soit une légère baisse de **0,02 point**.

Concernant les projets relevant des financements extérieurs, il est observé au terme du troisième trimestre de l'exercice 2021, les statistiques ci-après :

- Taux de decasement de **41,11 %** contre **43,09 %** à la même période en 2020, soit une baisse de **1,98 point** ;
- Taux de réalisation physique de **43,63 %** contre **44,12 %** à la même période en 2020, soit une baisse de **0,49 point**.

5.2. Synthèse globale de l'exécution du BIP par administration

Le tableau ci-dessous récapitule la situation de l'exécution physico-financière du BIP (toutes sources de financement) par administration.

Tableau 1 : Situation de l'exécution du BIP par administration au 30 septembre 2021

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000						
SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	900 000	900 000	900 000	900 000	699 992	699 992	699 992	77,78	77,78	77,78	77,78
ASSEMBLEE NATIONALE	6 700 000	6 700 000	6 700 000	6 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	55,22	55,22	55,22	nd
SERVICES DU PREMIER MINISTRE	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	2 322 594	1 123 489	1 076 551	46,45	22,47	21,53	50,43
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	3 132 000	3 100 000	3 132 000	3 100 000	466 908	109 907	109 907	15,06	3,55	3,55	3,63
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	2 799 000	2 650 000	2 799 000	2 650 000	822 392	111 452	111 452	31,03	4,21	4,21	14,29
MINISTERE DE LA JUSTICE	4 578 732	4 520 000	4 578 732	4 520 000	866 114	865 982	769 327	19,16	19,16	17,02	14,95
COUR SUPREME	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	-	-	-	-	-	-	79,05
MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 100 000	1 100 000	1 100 632	1 100 632	633 513	298 297	298 297	57,56	27,10	27,10	53,41
CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	422 448	422 448	422 448	30,17	30,17	30,17	3,64
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	3 513 407	3 000 000	3 513 407	3 000 000	942 339	577 853	577 853	31,41	19,26	19,26	3,90
MINISTERE DE LA DEFENSE	8 624 000	6 000 000	8 624 000	6 000 000	5 216 440	1 108 108	896 177	86,94	18,47	14,94	56,86
MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	1 323 151	1 323 151	1 323 151	1 323 151	678 825	514 407	476 451	51,30	38,88	36,01	22,00
MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	30 976 150	30 976 150	31 406 150	31 406 150	18 209 717	14 893 329	14 893 329	57,98	47,42	47,42	70,39
MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	20 993 000	20 993 000	20 993 000	20 993 000	5 638 823	5 113 676	5 113 676	26,86	24,36	24,36	2,49
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 236 713	1 183 833	1 078 864	72,75	69,64	63,46	20,59

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	13 103 493	5 500 000	13 103 493	5 500 000	1 750 626	1 571 710	1 428 710	31,83	28,58	25,98	29,21
MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 530 000	1 530 000	1 530 000	1 530 000	312 971	228 258	228 258	20,46	14,92	14,92	9,78
MINISTERE DES FINANCES	6 189 556	6 120 000	6 189 556	6 120 000	2 825 502	2 697 502	2 697 502	46,17	44,08	44,08	24,39
MINISTERE DU COMMERCE	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	316 554	171 120	156 470	26,38	14,26	13,04	35,31
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	34 421 963	34 421 963	34 421 963	34 421 963	32 545 903	32 036 529	32 031 562	94,55	93,07	93,06	85,58
MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 300 000	4 104 113	3 372 155	3 353 671	77,44	63,63	63,28	49,89
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	8 307 032	7 797 032	8 322 032	7 812 032	4 460 685	3 806 120	2 834 604	57,10	48,72	36,29	51,22
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	6 740 646	6 740 646	6 740 646	6 740 646	4 387 008	3 837 711	3 835 937	65,08	56,93	56,91	58,38
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	41 655 185	41 655 185	41 655 185	41 655 185	12 600 317	6 116 254	6 116 254	30,25	14,68	14,68	48,62
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	2 725 000	2 725 000	2 725 000	2 725 000	502 642	265 544	265 544	18,45	9,74	9,74	16,16
MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3 973 000	3 973 000	3 973 000	3 973 000	1 308 062	929 464	909 466	32,92	23,39	22,89	24,91
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	63 336 513	63 336 513	63 336 513	63 336 513	28 416 216	26 816 904	26 671 929	44,87	42,34	42,11	44,65
MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	27 216 887	27 216 887	27 216 887	27 216 887	24 443 291	23 548 641	23 548 641	89,81	86,52	86,52	85,06
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	223 091 087	221 011 106	223 091 087	221 011 106	66 930 128	64 773 829	64 773 829	30,28	29,31	29,31	28,86
MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	5 554 500	5 554 500	5 554 500	5 554 500	4 021 593	3 982 554	3 982 554	72,40	71,70	71,70	45,29
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 667 656	5 667 656	5 662 756	5 662 756	1 784 586	1 557 699	1 187 585	31,51	27,51	20,97	23,86
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	436 302 549	406 299 999	439 286 976	409 284 426	243 052 500	239 250 235	236 282 826	59,38	58,46	57,73	61,02
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 821 000	1 821 000	1 821 000	1 821 000	698 194	481 079	481 079	38,34	26,42	26,42	29,31
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	112 077 873	112 075 373	112 077 873	112 075 373	74 077 306	72 451 776	72 107 355	66,10	64,65	64,34	50,68
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3 517 853	3 517 853	3 517 853	3 517 853	2 102 610	1 591 269	1 591 269	59,77	45,23	45,23	42,49

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	87 158 755	83 640 501	87 158 755	83 640 501	38 678 825	36 332 667	36 312 264	46,24	43,44	43,41	52,00
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	600 000	600 000	600 000	600 000	25 000	-	-	4,17	-	-	6,20
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2 864 000	2 864 000	2 864 040	2 864 040	1 396 299	896 818	896 818	48,75	31,31	31,31	50,62
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 181 500	1 181 500	1 181 500	1 181 500	660 528	205 339	205 339	55,91	17,38	17,38	44,11
MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	16 550 000	16 550 000	16 550 000	16 550 000	5 902 660	5 854 043	5 854 043	35,67	35,37	35,37	28,66
MINISTERE DES TRANSPORTS	43 167 500	43 000 000	43 167 500	43 000 000	2 035 483	1 779 927	1 725 676	4,73	4,14	4,01	1,93
COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-	-	-	-	-	-	nd
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	6 000 000	2 000 000	6 000 000	2 000 000	686 984	527 287	527 287	34,35	26,36	26,36	41,69
ELECTIONS CAMEROON	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	97,00
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	250 000	250 000	250 000	250 000	221 572	221 572	221 572	88,63	88,63	88,63	98,01
SENAT	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	nd
COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	nd
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	-	-	50 000	50 000	25 000	-	-	50,00	-	-	-
DEPENSES COMMUNES	-	-	13 430 791	13 430 791	12 246 206	12 246 206	12 246 206	91,18	91,18	91,18	91,18
PARTICIPATIONS	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	17 870 585	17 870 585	17 870 585	89,35	89,35	89,35	89,35
REHABILITATION/RESTRUCTURATION	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	8 140 520	8 009 359	6 490 130	54,27	53,40	43,27	53,40
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	95 087 983	95 087 983	95 087 983	95 087 983	73 079 498	63 396 969	60 514 023	76,85	66,67	63,64	68,70
REPORT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	28 798	28 798	28 798	0,58	0,58	0,58	-
TOTAL BIP 2021	1 406 487 532	1 352 000 000	1 423 393 521	1 368 905 989	723 934 848	677 672 561	667 695 975	52,88	49,50	48,78	50,90

Source : MINEPAT

n.d. : Données non disponibles

5.3. Quelques difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP au cours de l'exercice 2021

La mise en œuvre des projets d'investissement public est entravée par la persistance des difficultés ci-après :

- **Difficultés liées à la contractualisation des projets**

Il s'agit entre autres :

- d'une appropriation insuffisante des procédures de contractualisation des projets;
- du non-respect des plans de passation des marchés ;
- du faible engouement de certains prestataires à soumissionner à la commande publique dans les régions en proie à la crise sécuritaire ;
- de la maturation insuffisante de certains projets.

- **Difficultés liées à l'exécution physico-financière des projets**

Il s'agit principalement :

- des lenteurs dans l'exécution physique de certains projets à financement conjoint en raison du retard dans le paiement des FCP ;
- de l'abandon de certains chantiers en raison du non-paiement des décomptes et des capacités insuffisantes des co-contractants de l'Administration ;
- de la faible appropriation des procédures d'exécution des FCP et subventions d'investissement ;
- de la crise sécuritaire dans certaines régions.

- **Difficultés liées au mécanisme de suivi de l'exécution des projets**

Il s'agit entre autres :

- de la transmission irrégulière des rapports trimestriels sur l'exécution des subventions en investissement ;
- de la remontée insuffisante de l'information sur l'exécution des ressources transférées aux CTD ;
- de la tenue irrégulière des sessions des cadres de concertation dans certaines administrations/régions.

6. SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DES PROJETS DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU NIVEAU CENTRAL

6.1. Situation de la passation des marchés dans les Services centraux

La situation de la passation des marchés au 30 septembre 2021 se présente comme suit :

- taux de lancement des Appels d'Offres : **93,71 %** contre **67,30 %** à la même période de l'exercice 2020, soit un gain de **26,41 points** ;
- taux d'attribution des marchés : **82,03 %** contre **67,90 %** au 30 septembre 2020, soit une hausse de **14,13 points** ;
- taux de signature : **72,81 %** contre **54,50 %** au terme du troisième trimestre de l'exercice 2020, soit une hausse de **18,31 points** ;
- taux de réception : **23,28 %** contre **5,90 %** à la même période de l'exercice 2020, soit une augmentation de **17,38 points**.

On observe dans l'ensemble, une amélioration des performances dans le processus de contractualisation des projets. Cette situation peut s'expliquer, entre autres, par une maîtrise de la pandémie à COVID 19.

Au 30 septembre 2021, 14 administrations enregistrent un taux de signature des marchés de 100%. Il s'agit des administrations suivantes : SPM, CES, CS, MINTOUL, MINJEC, MINDDEVEL, MINEPDED, MINMIDT, MINEPIA, MINEFOP, MINHDU, MINPROFF, ELECAM et CDHC.

Tableau 1 : Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

Administration	Marchés programmés (a)	Marché pluriannuels programmés	Nombre total de marchés programmé	DAO attendus en commission interne	DAO transmis en commission interne	AO lancés	% AO lancés	Marchés déjà attribués	% Attribution	Marchés déjà signés	Marchés réceptionnés	% de signature	% de réception
04-SPM	31	0	31	31	31	31	100,00	31	100,00	31	23	100,00	74,19
05-CES	1	0	1	1	1	1	100,00	1	100,00	1	1	100,00	100,00
06-MINREX	13	1	14	13	13	13	100,00	10	71,43	10	0	71,43	0,00
07-MINAT	15	3	18	17	17	15	88,24	14	77,78	8	2	44,44	11,11
08-MINJUSTICE	5	2	7	7	7	3	42,86	3	42,86	3	3	42,86	42,86
09-CS	2	0	2	2	2	2	100,00	2	100,00	2	0	100,00	0,00
10-MINMAP	6	5	11	4	4	2	50,00	4	36,36	3	0	27,27	0,00
11-CONSUPE	2	2	4	2	2	2	100,00	3	75,00	2	1	50,00	25,00
12-DGSN	25	2	27	10	10	10	100,00	13	48,15	6	5	22,22	18,52
13-MINDEF	90	11	101	5	5	5	100,00	90	89,11	90	16	89,11	15,84

Administration	Marchés programmés (a)	Marché pluriannuels programmés	Nombre total de marchés programmés	DAO attendus en commission interne	DAO transmis en commission interne	AO lancés	% AO lancés	Marchés déjà attribués	% Attribution	Marchés déjà signés	Marchés réceptionnés	% de signature	% de réception
14-MINAC	9	0	9	9	9	9	100,00	7	77,78	7	1	77,78	22,22
15-MINEDUB	33	0	33	15	14	14	100,00	12	36,36	11	0	33,33	0,00
16-MINSEP	5	0	5	4	4	4	100,00	4	80,00	4	0	80,00	0,00
17-MINCOM	11	0	11	8	7	6	85,71	9	81,82	6	1	54,55	9,09
18-MINESUP	14	0	14	14	12	12	100,00	12	85,71	10	2	71,43	14,29
19-MINRESI	8	0	8	6	6	6	100,00	8	100,00	7	2	87,50	25,00
20-MINFI	3	0	3	3	3	3	100,00	3	100,00	2	0	66,67	0,00
21-MINCOMMERCE	13	0	13	13	12	12	100,00	12	92,31	11	4	84,62	30,77
22-MINEPAT	10	0	10	10	10	10	100,00	10	100,00	9	1	90,00	10,00
23-MINTOUL	13	0	13	0	11	11	100,00	13	100,00	13	5	100,00	38,46
25-MINESEC	21	3	24	15	15	14	93,33	17	70,83	16	10	66,67	41,67
26-MINJEC	20	0	20	20	20	20	100,00	20	100,00	20	11	100,00	55,00
27-MINDDEVEL	4	0	4	3	3	2	66,67	4	100,00	4	2	100,00	50,00
28-MINEPDED	2	0	2	2	2	2	100,00	2	100,00	2	1	100,00	50,00
29-MINMIDT	11	0	11	11	11	11	100,00	11	100,00	11	5	100,00	45,45
30-MINADER	24	0	24	20	20	18	90,00	12	50,00	9	3	37,50	12,50
31-MINEPIA	9	0	9	9	9	7	77,78	9	100,00	9	1	100,00	11,11
32-MINEE	29	3	32	27	27	26	96,30	29	90,63	14	1	43,75	3,13
33-MINFOF	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
35-MINEFOP	10	0	10	7	7	10	142,86	10	100,00	10	4	100,00	40,00
36-MINTP	17	0	17	17	15	13	86,67	13	76,47	9	2	52,94	11,76

Administration	Marchés programmés (a)	Marché pluriannuels programmés	Nombre total de marchés programmé	DAO attendus en commission interne	DAO transmis en commission interne	AO lancés	% AO lancés	Marchés déjà attribués	% Attribution	Marchés déjà signés	Marchés réceptionnés	% de signature	% de réception
37-MINDCAF	11	1	12	11	11	9	81,82	11	91,67	11	2	91,67	16,67
38-MINH DU	4	0	4	3	3	3	100,00	4	100,00	4	11	100,00	275,00
39-MINPMEESA	16	0	16	16	16	16	100,00	15	93,75	15	5	93,75	31,25
40-MINSANTE	41	1	42	35	33	25	75,76	39	92,86	35	4	83,33	9,52
41-MINTSS	5	0	5	5	5	5	100,00	3	60,00	3	0	60,00	0,00
42-MINAS	15	0	15	14	14	12	85,71	15	100,00	14	3	93,33	20,00
43-MINPROFF	9	0	9	9	9	9	100,00	9	100,00	9	4	100,00	44,44
45-MINPOSTEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
46-MINT	20	0	20	20	20	19	95,00	18	90,00	12	4	60,00	20,00
50-MINFOPRA	10	2	12	10	10	10	100,00	9	75,00	9	3	75,00	25,00
51-ELECAM	6	0	6	6	5	5	100,00	6	100,00	6	5	100,00	83,33
52-CDHC	2	0	2	2	2	2	100,00	2	100,00	2	1	100,00	50,00
54-CNPBM	9	0	9	9	8	8	100,00	5	55,56	5	0	55,56	0,00
TOTAL	604	36	640	445	445	417	93,71	525	82,03	466	149	72,81	23,28

Source : MINEPAT

6.2. Situation de l'exécution physico-financière du BIP à gestion centrale

L'évaluation de la situation de l'exécution du BIP au 30 septembre 2021 dans les services centraux est la suivante :

- taux d'engagement: **74,03 %** contre **71,51 %** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **2,52 points** ;
- taux de liquidation: **70,11 %** contre **67,90 %** au terme du troisième trimestre de l'exercice 2020, soit une augmentation de **2,21 points** ;
- taux d'ordonnancement: **68,12 %** contre **65,98 %** à la même période de l'exercice 2020, soit un gain de **2,14 points** ;
- taux d'exécution physique: **61,67 %** contre **68,06 %** au 30 septembre 2020, soit une baisse de **6,39 points**.

Le tableau ci-dessous récapitule la situation de l'exécution physico-financière des dépenses sur crédits à gestion centrale.

Tableau 2 : Situation de l'exécution physico-financière des crédits à gestion centrale par administration

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 000 000	6 000 000	5 600 000	5 600 000	4 939 263	4 793 865	4 793 865	88,20	85,60	85,60	85,60
02 SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	900 000	900 000	900 000	900 000	699 992	699 992	699 992	77,78	77,78	77,78	77,78
03 ASSEMBLEE NATIONALE	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 700 000	100,00	100,00	100,00	nd
04 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	2 322 594	1 123 489	1 076 551	46,45	22,47	21,53	50,43
05 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
06 MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	1 194 834	1 162 834	1 158 544	1 126 544	338 856	-	-	30,08	-	-	-
07 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	2 373 525	2 224 525	2 373 525	2 224 525	691 941	-	-	31,11	-	-	-
08 MINISTERE DE LA JUSTICE	4 155 271	4 155 271	4 155 271	4 155 271	845 299	845 299	748 644	20,34	20,34	18,02	14,86
09 COUR SUPREME	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	-	-	-	-	-	-	79,05

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
10 MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	431 000	431 000	427 632	427 632	274 787	-	-	64,26	-	-	-
11 CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	422 448	422 448	422 448	30,17	30,17	30,17	3,64
12 DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	3 513 407	3 000 000	3 513 407	3 000 000	942 339	577 853	577 853	31,41	19,26	19,26	3,90
13 MINISTERE DE LA DEFENSE	8 574 000	5 950 000	8 574 000	5 950 000	5 166 440	1 058 108	846 177	86,83	17,78	14,22	56,49
14 MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	1 097 651	1 097 651	1 015 651	1 015 651	566 326	490 907	452 951	55,76	48,33	44,60	14,88
15 MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	2 055 850	2 055 850	2 485 850	2 485 850	650 193	302 468	302 468	26,16	12,17	12,17	8,49
16 MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	5 554 800	5 554 800	5 554 800	5 554 800	5 445 899	5 048 770	5 048 770	98,04	90,89	90,89	4,66
17 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 656 000	1 656 000	1 656 000	1 656 000	1 192 714	1 144 937	1 039 968	72,02	69,14	62,80	18,48
18 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	13 103 493	5 500 000	13 103 493	5 500 000	1 750 626	1 571 710	1 428 710	31,83	28,58	25,98	29,21
19 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 270 000	1 270 000	1 270 000	1 270 000	261 805	181 992	181 992	20,61	14,33	14,33	7,67
20 MINISTERE DES FINANCES	3 801 556	3 801 556	3 801 556	3 801 556	2 593 368	2 593 368	2 593 368	68,22	68,22	68,22	46,66
21 MINISTERE DU COMMERCE	537 446	537 446	537 446	537 446	146 454	29 086	14 436	27,25	5,41	2,69	13,42
22 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	14 312 442	14 312 442	14 307 542	14 307 542	8 576 284	8 076 418	8 071 451	59,94	56,45	56,41	68,53
23 MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	3 978 887	3 978 887	3 978 887	3 978 887	3 841 860	3 349 155	3 330 671	96,56	84,17	83,71	55,69

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
25 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	3 178 032	2 668 032	3 153 032	2 643 032	1 460 628	1 210 628	239 112	55,26	45,80	9,05	20,32
26 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	4 710 819	4 710 819	4 475 241	4 475 241	3 656 904	3 435 965	3 434 191	81,71	76,78	76,74	64,09
27 MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	3 874 748	3 874 748	3 736 748	3 736 748	476 883	200 000	200 000	12,76	5,35	5,35	1,28
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	605 000	605 000	555 000	555 000	227 750	140 000	140 000	41,04	25,23	25,23	14,47
29 MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	1 153 000	1 153 000	1 153 000	1 153 000	516 316	137 718	117 720	44,78	11,94	10,21	16,09
30 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	15 476 613	15 476 613	15 476 613	15 476 613	6 333 398	6 184 398	6 039 423	40,92	39,96	39,02	24,90
31 MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	3 805 094	3 805 094	3 782 764	3 782 764	3 057 206	2 800 538	2 800 538	80,82	74,03	74,03	21,05
32 MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	27 398 485	25 398 485	27 116 626	25 116 626	19 175 092	18 836 389	18 836 389	76,34	75,00	75,00	66,76
33 MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	3 254 500	3 254 500	3 254 500	3 254 500	1 180 071	1 180 071	1 180 071	36,26	36,26	36,26	15,31
35 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1 709 099	1 709 099	1 704 199	1 704 199	1 346 498	1 298 712	928 598	79,01	76,21	54,49	50,12
36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	157 214 550	128 822 000	155 416 630	127 024 080	107 169 884	107 095 120	104 127 712	84,37	84,31	81,97	74,33
37 MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	821 000	821 000	821 000	821 000	308 115	91 000	91 000	37,53	11,08	11,08	14,18
38 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	58 433 500	58 433 500	58 433 500	58 433 500	49 277 661	48 569 039	48 224 618	84,33	83,12	82,53	53,27
39 MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	2 437 625	2 437 625	2 442 625	2 442 625	1 552 619	1 266 570	1 266 570	63,56	51,85	51,85	38,65

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
40 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	23 450 754	19 932 500	23 450 754	19 932 500	13 138 698	12 404 728	12 384 325	65,92	62,23	62,13	61,46
41 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	550 000	550 000	550 000	550 000	-	-	-	-	-	-	-
42 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	1 437 381	1 437 381	1 415 656	1 415 656	531 152	273 067	273 067	37,52	19,29	19,29	28,49
43 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	468 500	468 500	468 500	468 500	459 947	117 543	117 543	98,17	25,09	25,09	24,63
45 MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4 275 280	4 275 280	4 126 624	4 126 624	3 134 933	3 134 933	3 134 933	75,97	75,97	75,97	2,84
46 MINISTERE DES TRANSPORTS	1 761 500	1 761 500	1 761 500	1 761 500	1 324 556	1 069 001	1 014 749	75,19	60,69	57,61	9,77
48 COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-	-	-	-	-	-	nd
49 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
50 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	5 786 126	1 786 126	5 786 126	1 786 126	607 513	485 814	485 814	34,01	27,20	27,20	34,66
51 ELECTIONS CAMEROON	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	97,00
52 COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN	250 000	250 000	250 000	250 000	221 572	221 572	221 572	88,63	88,63	88,63	98,01
53 SENAT	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	100,00	100,00	100,00	nd
54 COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	nd
65 DEPENSES COMMUNES	-	-	13 430 791	13 430 791	12 246 206	12 246 206	12 246 206	91,18	91,18	91,18	91,18

Chapitre budgétaire	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
92 PARTICIPATIONS	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	17 870 585	17 870 585	17 870 585	89,35	89,35	89,35	89,35
93 REHABILITATION/RESTRUCTURATION	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	8 140 520	8 009 359	6 490 130	54,27	53,40	43,27	53,40
94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	95 087 983	95 087 983	85 210 544	85 210 544	66 876 736	61 755 697	58 872 751	78,48	72,47	69,09	72,93
95 REPORT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	28 798	28 798	28 798	0,58	0,58	0,58	-
TOTAL BIP 2021 A GESTION CENTRALE SUR RESSOURCES DOMESTIQUES	552 906 311	500 407 048	553 642 136	501 142 873	370 989 732	351 373 318	341 396 731	74,03	70,11	68,12	61,67

Source : MINEPAT

n.d. : Données non disponibles

6.3. Fiches de synthèse sur l'exécution physico-financière du BIP par administration au 30 septembre 2021

CHAPITRE 4 : SERVICES DU PREMIER MINISTRE

- Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>31</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>31</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>31</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>2</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>23</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	31	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)		DAO/DC attendus en commission interne		DAO/DC transmis en commission interne		AO lancés		Marchés déjà attribués	31	Marchés déjà signés	31	Marchés réceptionnés en 2021	25	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	2	<i>Marchés passés en 2021</i>	23	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle			Dossiers transmis en commission centrale de contrôle			Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré		Marchés en attente de l'autorisation de régie	
Intitulé	Nombre																																															
Marchés programmés annuels	31																																															
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)																																																
DAO/DC attendus en commission interne																																																
DAO/DC transmis en commission interne																																																
AO lancés																																																
Marchés déjà attribués	31																																															
Marchés déjà signés	31																																															
Marchés réceptionnés en 2021	25																																															
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	2																																															
<i>Marchés passés en 2021</i>	23																																															
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																														
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle																																																
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle																																																
Intitulé	Nbre																																															
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré																																																
Marchés en attente de l'autorisation de régie																																																
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																
Chapitre / Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																					
	AE	CP	AE	CP																																												
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	165 734	165 734	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	100,00	100,00	100,00	100,00																																					
Autres Projets à gestion centrale	4 834 266	4 834 266	4 965 000	4 965 000	2 287 594	1 088 489	1 041 551	46,07	21,92	20,98	50,06																																					
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	2 322 594	1 123 489	1 076 551	46,45	22,47	21,53	50,43																																					

CHAPITRE 5 : CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation

Intitulé	Nombre
Marché programmé annuel	01
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00
DAO/DC attendus en commission interne	00
DAO/DC transmis en commission interne	00
AO lancé	01
Marché déjà attribué	01
Marchés déjà signé	00
Marchés réceptionnés en 2021	01
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00
<i>Marchés passés en 2021</i>	00

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Autres Projets à gestion centrale	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Total	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	100,00

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

RAS

Recommandations formulées

RAS

CHAPITRE 6 : MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">01</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">01</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">01</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	13		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	01		DAO/DC attendus en commission interne	13		DAO/DC transmis en commission interne	13		AO lancés	13		Marchés déjà attribués	10		Marchés déjà signés	10		Marchés réceptionnés en 2021	01		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	01		<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	13																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	01																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	13																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	13																																																				
AO lancés	13																																																				
Marchés déjà attribués	10																																																				
Marchés déjà signés	10																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	01																																																				
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	01																																																				
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>03</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	03	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																										
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	03																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																				
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP																																																	
Projets à gestion centrale	1 194 834	1 162 834	1 158 544	1 126 544	338 856	-	-	30,08	-	-	0																																										
Total	1 194 834	1 162 834	1 158 544	1 126 544	338 856	-	-	30,08	-	-	-																																										
Difficulté majeure dans l'exécution du BIP																																																					
Retard dans la contractualisation des projets du BIP.																																																					
Recommandation formulée																																																					
Prendre les dispositions en vue de finaliser les procédures de contractualisation et d'exécuter les marchés dans les délais règlementaires.																																																					

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotations CP (en milliers FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Etude de préféabilité pour la construction des nouveaux locaux du MINREX au nouveau centre administratif	99 000 000	Réajustement des DAO à la demande du Maître d'Ouvrage
Achat de 01 mini vann pour les services centraux	30 000 000	Réajustement des DAO à la demande du Maître d'Ouvrage
Mise en place d'un système de visioconférence	53 000 000	Procédure de gré à gré
Acquisition et installation d'un ascenseur au bâtiment « A » du MINREX	53 155 687	Procédure de gré à gré

CHAPITRE 7 : MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																		
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td><i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>00</td> </tr> <tr> <td> <i>dont</i></td> <td></td> </tr> <tr> <td> <i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	00	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	00	DAO/DC transmis en commission interne	00	AO lancés	0	Marchés déjà attribués	00	Marchés déjà signés	00	Marchés réceptionnés en 2021	00	<i>marchés passés avant 2021</i>	00	<i>dont</i>		<i>Marchés passés en 2021</i>	00	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	0	0	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	0	0	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	0	Marchés en attente de l'autorisation de régie	0
Intitulé	Nombre																																																	
Marchés programmés annuels	00																																																	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																	
DAO/DC attendus en commission interne	00																																																	
DAO/DC transmis en commission interne	00																																																	
AO lancés	0																																																	
Marchés déjà attribués	00																																																	
Marchés déjà signés	00																																																	
Marchés réceptionnés en 2021	00																																																	
<i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																	
<i>dont</i>																																																		
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																	
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	0	0																																																
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	0	0																																																
Intitulé	Nbre																																																	
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	0																																																	
Marchés en attente de l'autorisation de régie	0																																																	
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																		
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																		
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																							
	AE	CP	AE	CP	CP																																													
Projets à gestion centrale	2 373 525	2 224 525	2 373 525	2 224 525	691 941	-	-	31,11	-	-	0																																							
Total	2 373 525	2 224 525	2 373 525	2 224 525	691 941	-	-	31,11	-	-	-																																							
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																		
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Retards dans la signature des marchés complémentaires relatifs aux maitrises d'oeuvre des projets de construction de l'immeuble siège du MINFOF et l'immeuble de la COMIFAC ; ✓ Non transmission des rapports trimestriels des projets à financement conjoint. 																																																		
Recommandations formulées																																																		
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre les mesures nécessaires en vue de la signature des marchés complémentaires des Maitrises d'oeuvre desdits projets ; ✓ Mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets à financement. 																																																		

• CHAPITRE 8 : MINISTÈRE DE LA JUSTICE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation			
Intitulé	Nombre		
Marchés programmés annuels	05		
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02		
DAO/DC attendus en commission interne	07		
DAO/DC transmis en commission interne	07		
AO lancés	02		
Marchés déjà attribués	03		
Marchés déjà signés	03		
Marchés réceptionnés en 2021	04		
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	03		
<i>Marchés passés en 2021</i>	01		
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	04	04	
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	04	04	
Intitulé	Nbre		
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00		
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00		

Situation de l'exécution du BIP 2021											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	20 000	20 000	20 000	20 000	-	-	-	-	-	-	0
Projets à gestion centrale	4 135 271	4 135 271	4 135 271	4 135 271	845 299	845 299	748 644	20,44	20,44	18,10	14,94
Total	4 155 271	4 155 271	4 155 271	4 155 271	845 299	845 299	748 644	20,3 4	20,3 4	18,0 2	14,86

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP	
✓	Difficultés à contractualiser le projet de construction du palais de justice d'Ambam en raison des réserves émises par la Commission Centrale de Contrôle des Marchés ;
✓	Lenteur dans l'exécution des projets pluriannuels contractualisés depuis 2014 ;
✓	Non transmission des rapports d'exécution du projet justice pour enfant.
Recommandations formulées	
✓	Envisager un redéploiement des crédits relatifs au projet de construction du palais de justice d'Ambam ;
✓	Prendre les mesures nécessaires en vue de la finalisation des projets pluriannuels contractualisés depuis 2014 ;
✓	Inviter le responsable du projet justice pour enfant à transmettre les rapports sur l'exécution des projets du BIP conformément aux dispositions réglementaires.

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotations CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Travaux de construction du Palais de justice d'Ambam	200 000	Réserves émises par la Commission Centrale de Contrôle des Marchés
Maîtrise d'œuvre des travaux de construction du Palais de justice d'Ambam	20 000	Réserves émises par la Commission Centrale de Contrôle des Marchés
VRD de la Prison de Douala Ngoma	550 000	
Maîtrise d'œuvre des travaux de construction des VRD de la Prison de Douala Ngoma	55 000	

CHAPITRE 9 : COUR SUPREME

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation													
Intitulé						Nombre							
Marchés programmés annuels						02							
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)						00							
DAO/DC attendus en commission interne						02							
DAO/DC transmis en commission interne						02							
AO lancés						02							
Marchés déjà attribués						02							
Marchés déjà signés						02							
Marchés réceptionnés en 2021						00							
<i>marchés passés avant 2021</i>						00							
<i>Marchés passés en 2021</i>						00							
Intitulé						Nbre de DAO		Nbre de projet de marchés					
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle						00		00					
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle						00		00					
Intitulé						Nbre							
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré						00							
Marchés en attente de l'autorisation de régie						00							
Situation de l'exécution du BIP 2021													
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :													
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS		
	AE	CP	AE	CP	CP								
Projets à gestion centrale	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	-	-	-	-	-	-	79,05		
Total	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	-	-	-	-	-	-	79,05		
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP													
Difficultés à prendre en charge les décomptes du marché relatif à la construction du centre des archives de la Chambre des comptes en raison de l'insuffisance de la dotation allouée.													
Recommandations formulées													
Elaborer un décompte correspondant à la dotation allouée en 2021 et veiller à la budgétisation d'une dotation suffisante en 2022 pour la prise en charge des décomptes supplémentaires.													

CHAPITRE 10 : MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">05</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">04</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">04</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">03</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td> <i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	06		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	05		DAO/DC transmis en commission interne	04		AO lancés	02		Marchés déjà attribués	04		Marchés déjà signés	03		Marchés réceptionnés en 2021	00		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>01</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>01</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	01	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	01
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	06																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	05																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	04																																																				
AO lancés	02																																																				
Marchés déjà attribués	04																																																				
Marchés déjà signés	03																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	00																																																				
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																				
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	01																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	01																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td colspan="2"></td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré			Marchés en attente de l'autorisation de régie																																									
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré																																																					
Marchés en attente de l'autorisation de régie																																																					
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP	CP																																																
Projets à gestion centrale	431 000	431 000	427 632	427 632	274 787	-	-	64,26	-	-	0																																										
Total	431 000	431 000	427 632	427 632	274 787	-	-	64,26	-	-	-																																										
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																					
RAS																																																					
Recommandations formulées																																																					
RAS																																																					

CHAPITRE 11 : CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation								
Intitulé		Nombre		Intitulé		Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	
Marchés programmés annuels		02		Dossiers attendus en commission centrale de contrôle		02	02	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)		02		Dossiers transmis en commission centrale de contrôle		02	02	
DAO/DC attendus en commission interne		02						
DAO/DC transmis en commission interne		02						
AO lancés		02						
Marchés déjà attribués		03						
Marchés déjà signés		02						
Marchés réceptionnés en 2021		01						
dont	marchés passés avant 2021		00					
	Marchés passés en 2021		01					
Intitulé		Nbre						
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré		00						
Marchés en attente de l'autorisation de régie		00						

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Projets à gestion centrale	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	422 448	422 448	422 448	30,17	30,17	30,17	3,64
Total	4 556 559	1 400 000	4 556 559	1 400 000	422 448	422 448	422 448	30,17	30,17	30,17	3,64

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

Retard dans les procédures de contractualisation de la maîtrise d'œuvre de la deuxième phase du projet de construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI en raison de la non réception des prestations de la première phase dudit projet suite au rejet, par la Commission Centrale de contrôle, du projet d'avenant validant les prestations supplémentaires.

Recommandations formulées

Prendre les mesures nécessaires en vue de la levée des réserves émises par la Commission Centrale de contrôle pour la finalisation de la contractualisation de la maîtrise d'œuvre de la deuxième phase du projet de construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI.

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotation CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'immeuble siège de l'AFROSAI. (lancement de la phase 2)	60 541 000	Non réception des prestations de la première phase dudit projet suite au rejet, par la Commission Centrale de contrôle, du projet d'avenant validant les prestations supplémentaires.

CHAPITRE 12 : DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>02</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>04</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>13</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>06</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>05</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>05</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	25	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02	DAO/DC attendus en commission interne	10	DAO/DC transmis en commission interne	10	AO lancés	04	Marchés déjà attribués	13	Marchés déjà signés	06	Marchés réceptionnés en 2021	05	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	05	<i>Marchés passés en 2021</i>	00	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	10	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																															
Marchés programmés annuels	25																																															
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02																																															
DAO/DC attendus en commission interne	10																																															
DAO/DC transmis en commission interne	10																																															
AO lancés	04																																															
Marchés déjà attribués	13																																															
Marchés déjà signés	06																																															
Marchés réceptionnés en 2021	05																																															
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	05																																															
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																															
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																														
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																														
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																														
Intitulé	Nbre																																															
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	10																																															
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																															
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																					
	AE	CP	AE	CP	CP																																											
Projets PLANUT	2 120 000	1 800 000	2 120 000	1 800 000	-	-	-	-	-	-	0																																					
Autres Projets à gestion centrale	1 393 407	1 200 000	1 393 407	1 200 000	942 339	577 853	577 853	78,53	48,15	48,15	10,57																																					
Total	3 513 407	3 000 000	3 513 407	3 000 000	942 339	577 853	577 853	31,41	19,26	19,26	3,90																																					
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Retard dans la procédure de contractualisation des projets relevant du PLANUT ✓ Appropriation insuffisante des techniques de gestion budgétaire des projets pluriannuels. 																																																
Recommandations formulées																																																
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la finalisation des procédures de contractualisation des projets relevant du PLANUT ✓ Mettre en place un cadre de concertation à périodicité mensuelle en vue de l'accompagnement des services techniques de la DGSN dans la gestion des projets pluriannuels. 																																																

• **CHAPITRE 13 : MINISTERE DE LA DEFENSE**

• **Synthèse des travaux**

Situation de contractualisation			
Intitulé		Nombre	
Marchés programmés annuels		90	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)		11	
DAO/DC attendus en commission interne		05	
DAO/DC transmis en commission interne		05	
AO lancés		05	
Marchés déjà attribués		90	
Marchés déjà signés		90	
Marchés réceptionnés en 2021		16	
dont <i>marchés passés avant 2021</i>		05	
dont <i>Marchés passés en 2021</i>		11	

Intitulé		Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle		00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle		00	00

Intitulé		Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré		00
Marchés en attente de l'autorisation de régie		00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	15,02
Autres Projets à gestion centrale	8 474 000	5 850 000	8 474 000	5 850 000	5 066 440	958 108	746 177	86,61	16,38	12,76	57,20
Total	8 574 000	5 950 000	8 574 000	5 950 000	5 166 440	1 058 108	846 177	86,83	17,78	14,22	56,49

CHAPITRE 14 : MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">07</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">07</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">02</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	09		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	09		DAO/DC transmis en commission interne	09		AO lancés	09		Marchés déjà attribués	07		Marchés déjà signés	07		Marchés réceptionnés en 2021	02		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	02		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	09																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	09																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	09																																																				
AO lancés	09																																																				
Marchés déjà attribués	07																																																				
Marchés déjà signés	07																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	02																																																				
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																				
<i>Marchés passés en 2021</i>	02																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00		Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																								
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																				
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP	CP																																																
Projets C2D	297 651	297 651	297 651	297 651	-	-	-	-	-	-	21,53																																										
Autres Projets à gestion centrale	800 000	800 000	718 000	718 000	566 326	490 907	452 951	78,88	68,37	63,09	12,12																																										
Total	1 097 651	1 097 651	1 015 651	1 015 651	566 326	490 907	452 951	55,76	48,33	44,60	14,88																																										
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																					
RAS																																																					
Recommandations formulées																																																					
RAS																																																					

• Projets dont les contrats n'ont pas été signés

Intitulé du projet/opération	Dotations CP	Raisons des retards dans la contractualisation
Réfection de l'étanchéité de la toiture du musée national	58 167 169	Procédure d'attribution interrompue par l'AFD
Travaux de mise à niveau du système électrique dans les réserves du musée national	15 256 969	

CHAPITRE 15 : MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE

• Synthèse des travaux

Intitulé		Nombre
Marchés programmés annuels		15
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)		00
DAO/DC attendus en commission interne		15
DAO/DC transmis en commission interne		13
AO lancés		13
Marchés déjà attribués		08
Marchés déjà signés		08
Marchés réceptionnés en 2021		00
Marchés passés avant 2021 dont		00
Marchés passés en 2021		00

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Projets C2D	297 651	297 651	297 651	297 651	-	-	-	-	-	-	21,53
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	0
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	420 850	420 850	420 850	420 850	202 468	202 468	202 468	48,11	48,11	48,11	48,11
Autres Projets à gestion centrale	1 535 000	1 535 000	1 965 000	1 965 000	347 725	-	-	17,70	-	-	0
Total	2 055 850	2 055 850	2 485 850	2 485 850	650 193	302 468	302 468	26,16	12,17	12,17	8,49

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ Retard dans les procédures de contractualisation des projets relatifs à la construction des écoles témoins et à la réhabilitation de la salle des archives du MINEDUB ;
- ✓ Lenteur dans le démarrage des travaux de construction des écoles témoins d'Afanoyoa et Nkooza, en raison de la faible capacité financière des Entreprises attributaires ;
- ✓ Absence d'un dispositif de suivi des projets à financement conjoint.

Recommandations formulées

- ✓ Prendre des dispositions pour finaliser les procédures de contractualisation des projets relatifs à la construction des écoles témoins et à la réhabilitation de la salle des archives du MINEDUB ;
- ✓ Envisager la résiliation des contrats des Entreprises attributaires des projets relatifs aux travaux de construction des écoles témoins d'Afanoyoa et Nkooza ;
- ✓ mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets à financement conjoint.

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotation CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Poursuite de la construction de 04 écoles témoins	400 000 000	• Absence de financement pour les entreprises adjudicataires

Intitulé du projet/opération	Dotation CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
		des travaux de construction des écoles complètes à AFANAYOA et NKOZOA (demandes d'avance de démarrage sollicitées en février 2021) ; • Problème de site à Bonaberi résolu au mois de juin.
Réhabilitation de la salle des archives	17 300 000	Avis d'Appel d'Offres National ouvert publié le 10/06/2021, ouvertes le 08 juillet 2021 ; déclaré infructueux, car aucune offre n'ayant été déposée.
Extension du réseau informatique aux Régions du Centre, Sud, Littoral et Ouest	55 000 000	Avis d'Appel d'Offres National ouvert publié le 30/06/2021, ouverture des offres le 28 juillet 2021.
Extension de la base de données de mise en place des personnels enseignants et fichiers des EM et EPP	150 000 000	Avis d'Appel d'Offres National ouvert publié le 01/07/2021, ouverture des offres le 29 juillet 2021.
Equipement des services centraux en matériel de bureau	30 000 000	L'Entreprise adjudicataire de la Lettre-Commande relative à ce projet ayant désisté, le MINEDUB a procédé à l'annulation de la décision d'attribution afin de relancer le projet.
Achat de voitures de fonction, de liaison ou de service	230 000 000	Accord pour l'acquisition des véhicules signé par le Premier Ministre le 06/07/2021 ; DAO en cours d'élaboration.
Construction et équipement en 60TB d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Bamedjingha et à l'EP Bametougouong (Arr. de Babadjou)	35 800 000	Autorisation de gré à gré renouvelé le 24 juin 2021 au motif de remplacement de l'entreprise TALO Sarl, qui a désisté après l'attribution de la Lettre-Commande le 17/06/2021.
TOTAL	918 100 000	

CHAPITRE 16 : MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation

Intitulé	Nombre
Marchés programmés annuels	05
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00
DAO/DC attendus en commission interne	04
DAO/DC transmis en commission interne	04
AO lancés	04
Marchés déjà attribués	04
Marchés déjà signés	04
Marchés réceptionnés en 2021	00
<i>marchés passés avant 2021</i>	00
<i>dont</i>	
<i>Marchés passés en 2021</i>	00

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	03	03

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après(en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	-
Projets CAN sur Ressources internes	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	100,00	100,00	100,00	-
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	80 000	80 000	80 000	80 000	73 131	-	-	91,41	-	-	60,55
Autres Projets à gestion centrale	474 800	474 800	474 800	474 800	372 768	48 770	48 770	78,51	10,27	10,27	36,00
Total	5 554 800	5 554 800	5 554 800	5 554 800	5 445 899	5 048 770	5 048 770	98,04	90,89	90,89	4,66

Difficulté majeure dans l'exécution du BIP

Absence d'informations sur l'exécution des projets CAN.

Recommandation formulée

Veiller à la remontée des informations sur l'exécution des projets CAN.

CHAPITRE 17 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																																	
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé¹</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">11</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">08</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">07</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">01</td> </tr> <tr> <td><i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>dont</i></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé ¹	Nombre		Marchés programmés annuels	11		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	08		DAO/DC transmis en commission interne	07		AO lancés	06		Marchés déjà attribués	09		Marchés déjà signés	06		Marchés réceptionnés en 2021	01		<i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>dont</i>			<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>04</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>03</td> </tr> </tbody> </table>			Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	04	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	03	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>			Intitulé	Nbre		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00		Marchés en attente de l'autorisation de régie	00	
Intitulé ¹	Nombre																																																																
Marchés programmés annuels	11																																																																
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																																
DAO/DC attendus en commission interne	08																																																																
DAO/DC transmis en commission interne	07																																																																
AO lancés	06																																																																
Marchés déjà attribués	09																																																																
Marchés déjà signés	06																																																																
Marchés réceptionnés en 2021	01																																																																
<i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																																
<i>dont</i>																																																																	
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																																
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																															
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	04																																																															
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	03																																																															
Intitulé	Nbre																																																																
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																																
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																																
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																																	
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																																	
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																																						
	AE	CP	AE	CP	CP																																																												
Projets CAN sur Ressources internes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	0																																																						
Autres Projets à gestion centrale	656 000	656 000	656 000	656 000	192 714	144 937	39 968	29,38	22,09	6,09	46,90																																																						
Total	1 656 000	1 656 000	1 656 000	1 656 000	1 192 714	1 144 937	1 039 968	72,02	69,14	62,80	18,48																																																						
Difficulté majeure dans l'exécution du BIP																																																																	
Risque de forclusion des crédits de certains projets, notamment celui relatif à l'aménagement des bâtiments abritant les services centraux du MINCOM d'un montant de FCFA 87 000 000 (quatre-vingt sept millions), en raison des retards dans la contractualisation.																																																																	
Recommandation formulée																																																																	
Accélérer la finalisation de la procédure de contractualisation desdits projets et accompagner les Entreprises adjudicataires, en vue de leur exécution dans les délais.																																																																	

¹Ladite contractualisation intègre les marchés passés par la procédure de gré à gré

CHAPITRE 18 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>12</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>12</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>12</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>02</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	14	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	14	DAO/DC transmis en commission interne	12	AO lancés	12	Marchés déjà attribués	12	Marchés déjà signés	10	Marchés réceptionnés en 2021	02	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00	<i>Marchés passés en 2021</i>	00	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																									
Marchés programmés annuels	14																																									
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																									
DAO/DC attendus en commission interne	14																																									
DAO/DC transmis en commission interne	12																																									
AO lancés	12																																									
Marchés déjà attribués	12																																									
Marchés déjà signés	10																																									
Marchés réceptionnés en 2021	02																																									
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																									
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																									
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																								
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																								
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																								
						<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																									
Intitulé	Nbre																																									
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																									
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																									
Situation de l'exécution du BIP 2021																																										
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																										
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																															
	AE	CP	AE	CP																																						
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	3 358 697	3 358 697	3 393 697	3 393 697	403 213	403 213	403 213	11,88	11,88	11,88	24,36																															
Autres Projets à gestion centrale	9 744 796	2 141 303	9 709 796	2 106 303	1 347 413	1 168 497	1 025 497	63,97	55,48	48,69	38,54																															
Total	13 103 493	5 500 000	13 103 493	5 500 000	1 750 626	1 571 710	1 428 710	31,83	28,58	25,98	29,21																															
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																										
Risque de forclusion des crédits dédiés à la réalisation de certains projets.																																										
Recommandations formulées																																										
Entreprendre des mesures afin accélérer le processus de virement des fonds des projets présentant un risque élevé de forclusion.																																										

CHAPITRE 19 : MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																														
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>08</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>06</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>06</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>06</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>08</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>07</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>02</td> </tr> <tr> <td>Marchés passés avant 2021 dont Marchés passés en 2021</td> <td>00 01</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	08	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	06	DAO/DC transmis en commission interne	06	AO lancés	06	Marchés déjà attribués	08	Marchés déjà signés	07	Marchés réceptionnés en 2021	02	Marchés passés avant 2021 dont Marchés passés en 2021	00 01	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																													
Marchés programmés annuels	08																																													
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																													
DAO/DC attendus en commission interne	06																																													
DAO/DC transmis en commission interne	06																																													
AO lancés	06																																													
Marchés déjà attribués	08																																													
Marchés déjà signés	07																																													
Marchés réceptionnés en 2021	02																																													
Marchés passés avant 2021 dont Marchés passés en 2021	00 01																																													
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																												
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																												
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																												
Intitulé	Nbre																																													
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																													
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																													
Situation de l'exécution du BIP 2021																																														
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																														
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																			
	AE	CP	AE	CP																																										
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	30 000	30 000	30 000	30 000	-	-	-	-	-	-	0																																			
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	934 360	934 360	934 360	934 360	55 000	55 000	55 000	5,89	5,89	5,89	6,17																																			
Autres Projets à gestion centrale	305 640	305 640	305 640	305 640	206 805	126 992	126 992	67,66	41,55	41,55	12,81																																			
Total	1 270 000	1 270 000	1 270 000	1 270 000	261 805	181 992	181 992	20,61	14,33	14,33	7,67																																			
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																														
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Non transmission des rapports sur l'exécution des projets relevant des subventions en investissement ; ✓ Remontée insuffisante des informations sur les crédits délégués ; ✓ Risque de forclusion des crédits de certains projets dont les travaux sont en arrêt, notamment le projet de construction d'un bloc administratif à l'antenne de l'IRAD à Endom. 																																														
Recommandations formulées																																														
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inviter les responsables des structures sous tutelles à transmettre les rapports trimestriels d'exécution des projets, conformément aux dispositions de la Circulaire relative à l'exécution du Budget de l'Etat ; ✓ Mettre en place un dispositif de remontée des informations sur l'exécution physico-financière des projets exécutés au niveau des services déconcentrés ; ✓ Envisager le redéploiement desdits crédits. 																																														

CHAPITRE 20 : MINISTERE DES FINANCES

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation		
Intitulé	Nombre	
Marchés programmés annuels	03	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	
DAO/DC attendus en commission interne	03	
DAO/DC transmis en commission interne	03	
AO lancés	03	
Marchés déjà attribués	03	
Marchés déjà signés	02	
Marchés réceptionnés en 2021	00	
2021 <i>marchés passés avant</i>	06	
dont <i>Marchés passés en 2021</i>	00	

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	30 000	30 000	30 000	30 000	-	-	-	-	-	-	0
projets C2D	90 000	90 000	90 000	90 000	-	-	-	-	-	-	100,00
Autres Projets à gestion centrale	3 681 556	3 681 556	3 681 556	3 681 556	2 593 368	2 593 368	2 593 368	70,44	70,44	70,44	44,08
Total	3 801 556	3 801 556	3 801 556	3 801 556	2 593 368	2 593 368	2 593 368	68,22	68,22	68,22	46,66

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ des lenteurs dans l'élaboration des avenants portant validation des prestations supplémentaires des marchés de maîtrise d'œuvre et de contrôle géotechnique du projet de construction du Bâtiment « C » ;
- ✓ des lenteurs dans l'exécution physique du projet de « construction du bâtiment C » en raison de la faible mobilisation de l'entreprise adjudicataire sur le site.

Recommandations formulées

- ✓ finaliser l'élaboration et la signature des avenants des marchés de maîtrise d'œuvre et de contrôle géotechnique des travaux de construction du Bâtiment «C».
- ✓ prendre des mesures nécessaires, en vue de procéder à la résiliation du marché relatif aux travaux de construction du Bâtiment « C » et assurer sa réattribution en urgence par voie de gré à gré suivant les dispositions 109 B du Décret portant Code des Marchés Publics.

CHAPITRE 21 : MINISTERE DU COMMERCE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation		
Intitulé	Nombre	
Marchés programmés annuels	13	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	
DAO/DC attendus en commission interne	13	
DAO/DC transmis en commission interne	12	
AO lancés	12	
Marchés déjà attribués	12	
Marchés déjà signés	11	
Marchés réceptionnés en 2021	04	
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00	
<i>Marchés passés en 2021</i>	04	

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	70 000	70 000	70 000	70 000	-	-	-	-	-	-	0
Autres Projets à gestion centrale	467 446	467 446	467 446	467 446	146 454	29 086	14 436	31,33	6,22	3,09	15,59
Total	537 446	537 446	537 446	537 446	146 454	29 086	14 436	27,25	5,41	2,69	13,42

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ Risque de forclusion des crédits alloués au projet d'élaboration des plans type du commerce transfrontalier et d'une partie de la dotation de la subvention d'investissement allouée à la Mirap ;
- ✓ erreur dans la codification de la nature économique des crédits de l'appui en investissement alloué à la Commission Nationale de la Concurrence.

Recommandations formulées

- ✓ envisager le redéploiement desdits crédits relatifs au projet d'élaboration des plans type du commerce transfrontalier, en vue de la prise en charge des arriérés ;
- ✓ saisir le MINEPAT à l'effet de procéder à la modification de la nature économique de crédits et à la création des nouvelles tâches, conformément aux besoins exprimés par la Commission Nationale de la Concurrence.

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotation CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Acquisition de quatre (04) Berlines	84 000 000	Indisponibilité du Président de la CIPM pour cause de maladie
Elaboration des Plans types des infrastructures du commerce transfrontalier	15 011 000	DAO non transmis à la CIPM

CHAPITRE 22 : MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation

Intitulé	Nombre	Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Marchés programmés annuels	11	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
DAO/DC attendus en commission interne	10			
DAO/DC transmis en commission interne	10			
AO lancés	10			
Marchés déjà attribués	10			
Marchés déjà signés	09			
Marchés réceptionnés en 2021	01			
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00			
<i>Marchés passés en 2021</i>	01			

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	01

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	0
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	2 921 963	2 921 963	2 921 963	2 921 963	2 163 848	2 163 848	2 163 848	74,05	74,05	74,05	93,92
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	2 911 224	2 911 224	2 911 224	2 911 224	1 418 672	1 418 672	1 418 672	48,73	48,73	48,73	57,07
Projets PLANUT	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	2 889 532	2 889 532	2 889 532	57,79	57,79	57,79	82,47
Autres Projets à gestion centrale	2 979 255	2 979 255	2 974 355	2 974 355	1 604 232	1 104 366	1 099 398	53,94	37,13	36,96	28,99
Total	14 312 442	14 312 442	14 307 542	14 307 542	8 576 284	8 076 418	8 071 451	59,94	56,45	56,41	68,53

Difficulté majeure dans l'exécution du BIP

- ✓ retards dans l'exécution physique des projets pluriannuels d'aménagement du territoire en raison de la démobilité des entreprises adjudicatrices ;
- ✓ risque de forclusion des crédits d'un montant de FCFA 205 000 000 relevant des subventions d'investissement.

Recommandation formulée

- ✓ accompagner les entreprises adjudicatrices pour s'assurer de l'exécution effective des travaux dans les délais règlementaires ;
- ✓ Envisager le redéploiement desdits crédits.

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotations CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Début de mise en œuvre du programme national intégré d'aménagement des CTD par les techniques HIMO	29 000	RAS

CHAPITRE 23 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																														
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">11</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">11</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">13</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">05</td> </tr> <tr> <td>marchés passés avant 2021</td> <td colspan="2">3</td> </tr> <tr> <td>dont</td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>Marchés passés en 2021</td> <td colspan="2">2</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	13		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	00		DAO/DC transmis en commission interne	11		AO lancés	11		Marchés déjà attribués	13		Marchés déjà signés	13		Marchés réceptionnés en 2021	05		marchés passés avant 2021	3		dont			Marchés passés en 2021	2		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																																													
Marchés programmés annuels	13																																																													
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																													
DAO/DC attendus en commission interne	00																																																													
DAO/DC transmis en commission interne	11																																																													
AO lancés	11																																																													
Marchés déjà attribués	13																																																													
Marchés déjà signés	13																																																													
Marchés réceptionnés en 2021	05																																																													
marchés passés avant 2021	3																																																													
dont																																																														
Marchés passés en 2021	2																																																													
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																												
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																												
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																												
Intitulé	Nbre																																																													
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																													
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																													
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																														
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																														
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																																			
	AE	CP	AE	CP	CP																																																									
Projets CAN sur Ressources internes	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	100,00	100,00	100,00	55,71																																																			
Autres Projets à gestion centrale	978 887	978 887	978 887	978 887	841 860	349 155	330 671	86,00	35,67	33,78	55,59																																																			
Total	3 978 887	3 978 887	3 978 887	3 978 887	3 841 860	3 349 155	3 330 671	96,56	84,17	83,71	55,69																																																			
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																														
Retard dans l'exécution physique des projets relatifs à la <i>Construction et l'équipement d'une structure d'accueil au site touristique d'Ebodje à Campo Kribi (Poursuite)</i> ; aux <i>Travaux d'aménagement du site touristique de Bangou</i> et à l' <i>Etude technique en vue de l'aménagement du parc de loisirs de Buéa</i> pour un montant global de FCFA 95 millions .																																																														
Recommandations formulées																																																														
Accompagner les entreprises adjudicataires, en vue de l'exécution desdits projets dans les délais.																																																														

CHAPITRE 25 : MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">21</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">03</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">15</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">15</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">14</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">17</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">16</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>Marchés passés avant 2021 dont</td> <td colspan="2">07</td> </tr> <tr> <td>Marchés passés en 2021</td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	21		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	03		DAO/DC attendus en commission interne	15		DAO/DC transmis en commission interne	15		AO lancés	14		Marchés déjà attribués	17		Marchés déjà signés	16		Marchés réceptionnés en 2021	10		Marchés passés avant 2021 dont	07		Marchés passés en 2021	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>01</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>01</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	01	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	01
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	21																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	03																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	15																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	15																																																				
AO lancés	14																																																				
Marchés déjà attribués	17																																																				
Marchés déjà signés	16																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	10																																																				
Marchés passés avant 2021 dont	07																																																				
Marchés passés en 2021	00																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	01																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	01																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00		Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																								
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																				
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP	CP																																																
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	100,00	100,00	100,00	0																																										
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	97 032	97 032	97 032	97 032	-	-	-	-	-	-	0																																										
Autres Projets à gestion centrale	2 881 000	2 371 000	2 856 000	2 346 000	1 260 628	1 010 628	39 112	53,74	43,08	1,67	21,18																																										
Total	3 178 032	2 668 032	3 153 032	2 643 032	1 460 628	1 210 628	239 112	55,26	45,80	9,05	20,32																																										
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Retard dans l'exécution des projets pluriannuels et du Projet de l'Enseignement Secondaire Technique (PEST) ; ✓ Remontée insuffisante de l'information sur l'exécution des projets à Financement Extérieurs. 																																																					
Recommandations formulées																																																					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer l'accompagnement des entreprises adjudicataires, en vue de l'exécution desdits projets dans les délais ; ✓ Mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets à Financement Extérieurs. 																																																					

CHAPITRE 26 : MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>20</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>20</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>11</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	20	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	19	DAO/DC transmis en commission interne	19	AO lancés	19	Marchés déjà attribués	19	Marchés déjà signés	20	Marchés réceptionnés en 2021	11	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00	<i>Marchés passés en 2021</i>	11	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>01</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>01</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	01	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	01
Intitulé	Nombre																																									
Marchés programmés annuels	20																																									
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																									
DAO/DC attendus en commission interne	19																																									
DAO/DC transmis en commission interne	19																																									
AO lancés	19																																									
Marchés déjà attribués	19																																									
Marchés déjà signés	20																																									
Marchés réceptionnés en 2021	11																																									
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																									
<i>Marchés passés en 2021</i>	11																																									
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																								
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	01																																								
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	01																																								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																															
Intitulé	Nbre																																									
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																									
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																									
Situation de l'exécution du BIP 2021																																										
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																										
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																															
	AE	CP	AE	CP																																						
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	100,00	100,00	100,00	100,00																															
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	76,16																															
Plan Triennal Spécial jeunes	3 000 000	3 000 000	2 789 222	2 789 222	2 313 009	2 102 020	2 100 245	82,93	75,36	75,30	61,38																															
Autres Projets à gestion centrale	450 819	450 819	426 019	426 019	83 895	73 946	73 946	19,69	17,36	17,36	31,46																															
Total	4 710 819	4 710 819	4 475 241	4 475 241	3 656 904	3 435 965	3 434 191	81,71	76,78	76,74	64,09																															
Difficulté majeure dans l'exécution du BIP																																										
Absence de cadre de concertation de suivi du BIP.																																										
Recommandation formulée																																										
Achever le processus de mise en place du cadre de concertation pour le suivi du BIP.																																										

CHAPITRE 27 : MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation											
Intitulé²						Nombre					
Marchés programmés annuels						04					
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)						00					
DAO/DC attendus en commission interne						03					
DAO/DC transmis en commission interne						03					
AO lancés						03					
Marchés déjà attribués						04					
Marchés déjà signés						04					
Marchés réceptionnés en 2021						02					
dont <i>marchés passés avant 2021</i>						00					
dont <i>Marchés passés en 2021</i>						02					
Intitulé						Nbre de DAO			Nbre de projet de marchés		
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle						00			00		
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle						00			00		
Intitulé						Nbre					
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré						01					
Marchés en attente de l'autorisation de régie						01					
Situation de l'exécution du BIP 2021											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	100,00	100,00	100,00	0
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-
projets C2D	805 187	805 187	805 187	805 187	-	-	-	-	-	-	0
Autres Projets à gestion centrale	869 561	869 561	731 561	731 561	276 883	-	-	37,85	-	-	6,29
Total	3 874 748	3 874 748	3 736 748	3 736 748	476 883	200 000	200 000	12,76	5,35	5,35	1,28
Difficulté majeure dans l'exécution du BIP											
Risque de forclusion du projet Appui C2D en investissement au profit de la construction de l'immeuble siège du BUNEC et de son Agence Régionale du Centre.											
Recommandation formulée											
Achever le processus de mise en place du cadre de concertation pour le suivi du BIP.											

² Ladite contractualisation intègre les marchés passés par la procédure de gré à gré

CHAPITRE 28 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	02		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	02		DAO/DC transmis en commission interne	02		AO lancés	02		Marchés déjà attribués	02		Marchés déjà signés	02		Marchés réceptionnés en 2021	00		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	02																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	02																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	02																																																				
AO lancés	02																																																				
Marchés déjà attribués	02																																																				
Marchés déjà signés	02																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	00																																																				
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																				
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00		Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																								
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																				
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
Situation La d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après(en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP																																																	
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	155 000	155 000	155 000	155 000	80 000	80 000	80 000	51,61	51,61	51,61	51,61																																										
Autres Projets à gestion centrale	450 000	450 000	400 000	400 000	147 750	60 000	60 000	36,94	15,00	15,00	0																																										
Total	605 000	605 000	555 000	555 000	227 750	140 000	140 000	41,04	25,23	25,23	14,47																																										
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Remontée insuffisante de l'information sur l'exécution des projets à financement Extérieurs ; ✓ risque de forclusion des crédits alloués aux projets à exécuter en régie en raison de la sollicitation tardive de l'accord du MINFL. 																																																					
Recommandations formulées																																																					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets à financement extérieur ; ✓ Prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution desdits projets dans les délais règlementaires. 																																																					

CHAPITRE 29 : MINISTÈRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>05</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>05</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	11	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	11	DAO/DC transmis en commission interne	11	AO lancés	11	Marchés déjà attribués	11	Marchés déjà signés	11	Marchés réceptionnés en 2021	05	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00	<i>Marchés passés en 2021</i>	05	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>01</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>			Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	00	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>			Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																															
Marchés programmés annuels	11																																															
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																															
DAO/DC attendus en commission interne	11																																															
DAO/DC transmis en commission interne	11																																															
AO lancés	11																																															
Marchés déjà attribués	11																																															
Marchés déjà signés	11																																															
Marchés réceptionnés en 2021	05																																															
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																															
<i>Marchés passés en 2021</i>	05																																															
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																														
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	01	00																																														
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	01	00																																														
Intitulé	Nbre																																															
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																															
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																															
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																					
	AE	CP	AE	CP	CP																																											
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	100,00	100,00	100,00	100,00																																					
Transferts en capital aux États publics et aux ménages	-	-	600 000	600 000	-	-	-	-	-	-	0																																					
Autres Projets à gestion centrale	1 080 000	1 080 000	480 000	480 000	443 316	64 718	44 720	92,36	13,48	9,32	20,31																																					
Total	1 153 000	1 153 000	1 153 000	1 153 000	516 316	137 718	117 720	44,78	11,94	10,21	16,09																																					
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																
<ul style="list-style-type: none"> ✓ inscription budgétaire destinée à la prise en charge de la dette flottante insuffisante; ✓ risque de forclusion des crédits d'investissement alloués à l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR). 																																																
Recommandations formulées																																																
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre un accent particulier sur l'engagement de la dette flottante; ✓ Organiser une séance de travail avec l'ANOR, en vue d'évaluer le niveau de consommation desdits crédits et dégager éventuellement des marges pouvant être allouées à d'autres dépenses. 																																																

CHAPITRE 30 : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>20</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>16</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>16</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>08</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>03</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>0</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>3</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	20	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	16	DAO/DC transmis en commission interne	16	AO lancés	14	Marchés déjà attribués	11	Marchés déjà signés	08	Marchés réceptionnés en 2021	03	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	0	<i>Marchés passés en 2021</i>	3	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																									
Marchés programmés annuels	20																																									
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																									
DAO/DC attendus en commission interne	16																																									
DAO/DC transmis en commission interne	16																																									
AO lancés	14																																									
Marchés déjà attribués	11																																									
Marchés déjà signés	08																																									
Marchés réceptionnés en 2021	03																																									
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	0																																									
<i>Marchés passés en 2021</i>	3																																									
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																								
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																								
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>01</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	01	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																															
Intitulé	Nbre																																									
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	01																																									
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																									
Situation de l'exécution du BIP 2021																																										
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																										
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																															
	AE	CP	AE	CP	CP																																					
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	0																															
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	2 634 892	2 634 892	2 634 892	2 634 892	656 215	656 215	656 215	24,90	24,90	24,90	24,90																															
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	418 433	418 433	418 433	26,15	26,15	26,15	26,15																															
Projets PLANUT	1 077 868	1 077 868	1 077 868	1 077 868	579 555	579 555	579 555	53,77	53,77	53,77	0																															
projets C2D	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	2 726 221	100,00	100,00	100,00	68,20																															
Autres Projets à gestion centrale	6 437 632	6 437 632	6 437 632	6 437 632	952 975	803 975	659 000	14,80	12,49	10,24	3,38																															
Total	15 476 613	15 476 613	15 476 613	15 476 613	6 333 398	6 184 398	6 039 423	40,92	39,96	39,02	24,90																															
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																										
<ul style="list-style-type: none"> ✓ une insuffisante remontée des informations sur l'exécution de certains projets à financement conjoint ; ✓ risque de forclusion des crédits relevant, subvention, de fond de contrepartie en dépenses réelles et des autres crédits à gestion centrale. 																																										
Recommandations formulées																																										
<ul style="list-style-type: none"> ✓ prendre des dispositions en vue de la finalisation des procédures de contractualisation ; ✓ envisager un redéploiement desdits crédits en vue de la prise en charge des arriérés ; ✓ inviter à nouveau, les Coordonnateurs des projets concernés à transmettre les informations sur l'exécution des projets relevant de leur compétence. 																																										

• Projets dont les contrats n'ont pas été signés

Intitulé du projet/opération	Dotation CP	Raisons des retards dans la contractualisation
Acquisition et distribution des plants certifiés de bananiers plantains	315 000	En attente de validation des conventions
Acquisition et distribution des plants certifiés d'arbres fruitiers	35 000	
Acquisition et distribution des semences maraichères	10 000	
Acquisition de motopompes complètes au profit des Petits Périmètres Irrigués	15 000	Examen et impossibilité de contractualisé et d'exécution au vue des délais
Acquisition des petites unités de transformation et de conditionnement des produits maraichers	50 000	Examen et impossibilité de contractualisé et d'exécution au vue des délais
Acquisition et distribution du petit matériel agricole aux producteurs	200 000	Recours à l'attribution, l'ARMP sursoit l'attribution et la réponse du MINMAP ne permet d'avoir le visa dans le délai
Acquisition des KITS de protection individuels	191 000	Recours à l'attribution, l'ARMP sursoit l'attribution et la réponse du MINMAP est encore attendu (et impossibilité de contractualisé et d'exécution au vue des délais)
Etude de faisabilité sur la restauration des paysages agricoles dégradés au Cameroun: CAPP	20 000	Régie refusé tardivement, et impossibilité de contractualisé et d'exécution au vue des délais

CHAPITRE 31 : MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">07</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">01</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">01</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	09		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	09		DAO/DC transmis en commission interne	09		AO lancés	07		Marchés déjà attribués	09		Marchés déjà signés	09		Marchés réceptionnés en 2021	01		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	01		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																																										
Marchés programmés annuels	09																																																										
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																										
DAO/DC attendus en commission interne	09																																																										
DAO/DC transmis en commission interne	09																																																										
AO lancés	07																																																										
Marchés déjà attribués	09																																																										
Marchés déjà signés	09																																																										
Marchés réceptionnés en 2021	01																																																										
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																										
<i>Marchés passés en 2021</i>	01																																																										
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																									
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																									
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																									
Intitulé	Nbre																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																										
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																																
	AE	CP	AE	CP	CP																																																						
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	100,00	100,00	100,00	0																																																
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	880 094	880 094	880 094	880 094	306 806	306 806	306 806	34,86	34,86	34,86	34,86																																																
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	291 000	291 000	291 000	291 000	255 000	255 000	255 000	87,63	87,63	87,63	87,63																																																
projets C2D	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	1 136 793	100,00	100,00	100,00	0																																																
Autres Projets à gestion centrale	1 097 207	1 097 207	1 074 877	1 074 877	958 607	701 940	701 940	89,18	65,30	65,30	13,86																																																
Total	3 805 094	3 805 094	3 782 764	3 782 764	3 057 206	2 800 538	2 800 538	80,82	74,03	74,03	21,05																																																
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																											
<ul style="list-style-type: none"> ✓ le risque de forclusion des crédits de Fonds de Contrepartie en dépenses réelles alloués au PD-CVEP et au PRODEL pour un montant global de FCFA 477 000 000, en raison de l'insuffisante maturité desdits projets ; ✓ la remontée insuffisante des informations sur l'exécution des projets à FINEX. 																																																											
Recommandations formulées																																																											
<ul style="list-style-type: none"> ✓ prendre des dispositions en vue de finaliser les procédures de contractualisation des projets bénéficiant des Fonds de Contrepartie en dépenses réelles ; ✓ capitaliser le dialogue de gestion mis en place, afin de s'assurer d'une meilleure transmission des rapports d'exécution des projets à FINEX 																																																											

CHAPITRE 32 : MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation			
	Intitulé	Nombre	
	Marchés programmés annuels	26	
	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	03	
	DAO/DC attendus en commission interne	27	
	DAO/DC transmis en commission interne	27	
	AO lancés	26	
	Marchés déjà attribués	29	
	Marchés déjà signés	14	
	Marchés réceptionnés en 2021	02	
	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	1	
	<i>Marchés passés en 2021</i>	1	
	Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	03	03
	Intitulé	Nbre	
	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	
	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00	

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	100,00	100,00	100,00	0
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	12 683 683	12 683 683	13 250 252	13 250 252	10 593 287	10 593 287	10 593 287	79,95	79,95	79,95	79,95
Projets PLANUT	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	710 015	710 015	710 015	71,00	71,00	71,00	119,83
Autres Projets à gestion centrale	7 214 802	5 214 802	6 366 374	4 366 374	1 371 789	1 033 087	1 033 087	31,42	23,66	23,66	7,05
Total	27 398 485	25 398 485	27 116 626	25 116 626	19 175 092	18 836 389	18 836 389	76,34	75,00	75,00	66,76

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ risque de forclusion des crédits de certains projets en raison des retards dans la contractualisation;
- ✓ remontée insuffisante de l'information relative aux projets FINEX et pluriannuels.

Recommandations formulées

- ✓ Envisager un redéploiement des crédits des projets concernés pour la prise en charge de certaines dépenses
- ✓ Renforcer le dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets FINEX.

• Projets dont les contrats n'ont pas été signés au 30 septembre 2021

Intitulé du projet/opération	Dotation CP	Raisons des retards dans la contractualisation
Projet d'étude pour la réhabilitation de 350 st actions SCANWATER au Cameroun	70 000 000	Projet non mature

CHAPITRE 33 : MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td><i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>00</td> </tr> <tr> <td> <i>dont</i></td> <td></td> </tr> <tr> <td> <i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	00	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	00	DAO/DC transmis en commission interne	00	AO lancés	0	Marchés déjà attribués	00	Marchés déjà signés	00	Marchés réceptionnés en 2021	00	<i>marchés passés avant 2021</i>	00	<i>dont</i>		<i>Marchés passés en 2021</i>	00	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	0	0	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	0	0
Intitulé	Nombre																																											
Marchés programmés annuels	00																																											
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																											
DAO/DC attendus en commission interne	00																																											
DAO/DC transmis en commission interne	00																																											
AO lancés	0																																											
Marchés déjà attribués	00																																											
Marchés déjà signés	00																																											
Marchés réceptionnés en 2021	00																																											
<i>marchés passés avant 2021</i>	00																																											
<i>dont</i>																																												
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																											
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																										
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	0	0																																										
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	0	0																																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	0	Marchés en attente de l'autorisation de régie	0																																	
Intitulé	Nbre																																											
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	0																																											
Marchés en attente de l'autorisation de régie	0																																											
Situation de l'exécution du BIP 2021																																												
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																												
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																	
	AE	CP	AE	CP																																								
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	54 500	54 500	54 500	54 500	-	-	-	-	-	-	0																																	
Autres Projets à gestion centrale	3 200 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000	1 180 071	1 180 071	1 180 071	36,8 8	36,8 8	36,8 8	15,57																																	
Total	3 254 500	3 254 500	3 254 500	3 254 500	1 180 071	1 180 071	1 180 071	36,2 6	36,2 6	36,2 6	15,31																																	
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																												
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Retards dans la signature des marchés complémentaires relatifs aux maitrises d'oeuvre des projets de construction de l'immeuble siège du MINFOF et l'immeuble de la COMIFAC ; ✓ Non transmission des rapports trimestriels des projets à financement conjoint. 																																												
Recommandations formulées																																												
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre les mesures nécessaires en vue de la signature des marchés complémentaires des Maitrises d'oeuvre desdits projets ; ✓ Mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financières des projets à financement. 																																												

CHAPITRE 35 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation		
Intitulé	Nombre	
Marchés programmés annuels	10	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	
DAO/DC attendus en commission interne	07	
DAO/DC transmis en commission interne	07	
AO lancés	07	
Marchés déjà attribués	09	
Marchés déjà signés	08	
Marchés réceptionnés en 2021	00	
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	02	
<i>Marchés passés en 2021</i>	00	

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	0
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	100,00	100,00	100,00	100,00
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	100,00	100,00	100,00	100,00
projets C2D	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	287 656	100,00	100,00	100,00	48,75
Autres Projets à gestion centrale	841 443	841 443	836 543	836 543	478 842	431 056	60 942	57,24	51,53	7,28	21,10
Total	1 709 099	1 709 099	1 704 199	1 704 199	1 346 498	1 298 712	928 598	79,01	76,21	54,49	50,12

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

Remontée insuffisante des informations sur l'exécution des projets relevant des ressources transférées aux CTD.

Recommandations formulées

Mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets relevant des ressources transférées aux CTD.

CHAPITRE 36 : MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation			
Intitulé	Nombre	Intitulé	Nbre de DAO Nbre de projet de marchés
Marchés programmés annuels	17	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	03 03
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	02 00
DAO/DC attendus en commission interne	17		
DAO/DC transmis en commission interne	15		
AO lancés	13		
Marchés déjà attribués	13		
Marchés déjà signés	09		
Marchés réceptionnés en 2021	02		
Marchés passés avant 2021	02		
Marchés passés en 2021	/		
		Intitulé	Nbre
		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	01
		Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	100,00	100,00	100,00	-
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	26 000 000	26 000 000	27 562 237	27 562 237	20 031 932	20 031 932	20 031 932	72,68	72,68	72,68	71,89
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	600 000	600 000	334 500	334 500	43 761	43 761	43 761	13,08	13,08	13,08	13,08
Projets PLANUT	45 000 000	45 000 000	37 451 439	37 451 439	36 321 300	36 321 300	36 321 300	96,98	96,98	96,98	76,66
Autres Projets à gestion centrale	82 114 550	53 722 000	86 568 453	58 175 903	47 272 891	47 198 128	44 230 719	81,26	81,13	76,03	74,35
Total	157 214 550	128 822 000	155 416 630	127 024 080	107 169 884	107 095 120	104 127 712	84,37	84,31	81,97	74,33

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ Remontée insuffisante de l'information sur l'exécution des projets relevant des subventions d'investissement ;
- ✓ Retard dans la transmission des décomptes par les responsables des structures sous tutelle entraînant une faible consommation des crédits relevant des subventions en investissement ;
- ✓ Rejet des décomptes par les services du contrôle financier pour non actualisation de l'imputation budgétaire.

Recommandations formulées

- ✓ Inviter les responsables des structures sous tutelle à transmettre les informations sur l'exécution desdits projets ;
- ✓ Faire le point sur les capacités d'absorption des crédits alloués aux structures sous tutelles et envisager le redéploiement vers les projets à besoin de financement ;
- ✓ Finaliser la signature des avenants à tous les marchés y afférent.

- Projets dont les contrats ne sont pas signés

N°	Intitulé du projet/opération	Dotations CP (en milliers de F CFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
1	Projet 1. Mise en place d'un outil automatisé pour la gestion intégré du Système d'information statistique et de la chaîne de Planification, de Programmation, de Budgétisation et de Suivi	400 000	DAO en cours de révision pour la prise en compte de certaines observations du MINTP
2	Projet 2. Acquisitions de produits innovants dans le cadre de l'aménagement des routes en terre et accompagnement dans la mise en œuvre	200 000	DAO annulé
3	Projet 3. Réalisation d'une étude diagnostique des stations de pesage et système de contrôle des charges à l'essieu existant au Cameroun	286 200	Projet pris en compte par un autre financement
4	Projet 4. Construction de deux ponts sur la voie d'accès au site de la centrale hydroélectrique de Mekin (pont sur la Dja à Assok et pont sur la Lobo à Ngalla)	25 000	AAO

CHAPITRE 37 : MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>01</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>11</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>02</td> </tr> <tr> <td>Marchés passés avant 2021</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>dont Marchés passés en 2021</td> <td>02</td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	11	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	01	DAO/DC attendus en commission interne	11	DAO/DC transmis en commission interne	11	AO lancés	09	Marchés déjà attribués	11	Marchés déjà signés	11	Marchés réceptionnés en 2021	02	Marchés passés avant 2021	00	dont Marchés passés en 2021	02	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																															
Marchés programmés annuels	11																															
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	01																															
DAO/DC attendus en commission interne	11																															
DAO/DC transmis en commission interne	11																															
AO lancés	09																															
Marchés déjà attribués	11																															
Marchés déjà signés	11																															
Marchés réceptionnés en 2021	02																															
Marchés passés avant 2021	00																															
dont Marchés passés en 2021	02																															
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																														
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																														
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																														
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																									
Intitulé	Nbre																															
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																															
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																															

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	121 000	121 000	121 000	121 000	82 500	82 500	82 500	68,18	68,18	68,18	68,18
Autres Projets à gestion centrale	700 000	700 000	700 000	700 000	225 615	8 500	8 500	32,23	1,21	1,21	1,63
Total	821 000	821 000	821 000	821 000	308 115	91 000	91 000	37,53	11,08	11,08	14,18

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ Absence d'une maîtrise d'œuvre privée lors de l'exécution de la tranche ferme des travaux de densification du réseau géodésique, démarrée en 2018 ;
- ✓ Risque de forclusion des crédits du projet de densification du réseau géodésique national dans les Régions de l'Extrême-Nord et du Nord, en raison de la défaillance de l'attributaire ayant conduit à la résiliation du contrat initial ;
- ✓ Remontée insuffisante de l'information sur l'exécution physico-financière du projet PAMOCCA.

Recommandations formulées

- ✓ Organiser une concertation avec des responsables impliqués du MINMAP, du MINDCAF, du MINEPAT et de l'ARMP en vue de la régularisation contractuelle du contrôle du projet de densification du réseau géodésique national dans les Régions de l'Extrême-Nord et du Nord ;
- ✓ Envisager le redéploiement des crédits du projet suscité ;
- ✓ Inviter les responsables du projet PAMOCCA à une transmission régulière des rapports trimestriels de l'exécution dudit projet.

• Projets dont les contrats n'ont pas été signés

Intitulé du projet/opération	Dotation CP	Raisons des retards dans la contractualisation
Densification du Réseau Géodésique dans la Région du Nord et Extrême-Nord	179 000 000	Le marché avait été résilié en raison de la défaillance de l'attributaire. La procédure de contractualisation par voie de gré à gré est en cours.

CHAPITRE 38 : MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation		
Intitulé	Nombre	
Marchés programmés annuels	04	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	
DAO/DC attendus en commission interne	03	
DAO/DC transmis en commission interne	03	
AO lancés	03	
Marchés déjà attribués	04	
Marchés déjà signés	04	
Marchés réceptionnés en 2021	11	
Marchés passés avant 2021	08	
dont Marchés passés en 2021	03	

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	01
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP				
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	0
Projets CAN sur Ressources internes	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	100,00	100,00	100,00	56,66
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	1 956 000	1 956 000	1 956 000	1 956 000	69,07	69,07	69,07	29,04
Projets PLANUT	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	-	-	-	46,24
Autres Projets à gestion centrale	17 977 500	17 977 500	17 977 500	17 977 500	71,90	67,96	66,05	49,17
Total	58 433 500	58 433 500	58 433 500	58 433 500	84,33	83,12	82,53	53,27

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ insuffisante remontée des informations sur l'exécution des projets à financement conjoint, notamment les projets d'assainissement pluvial de la ville de Douala ;
- ✓ de valorisation touristique et économique du Lac municipal et d'aménagement de la vallée de la MINGOA à Yaoundé ;
- ✓ des lenteurs dans les procédures de contractualisation des opérations d'investissement financées sur Fonds de Contreparties ;
- ✓ des difficultés dans la mobilisation des ressources affectées au financement partiel des travaux d'aménagement de certaines voiries dans la ville de Sangmélina pris en charge par le FEICOM.

Recommandations formulées

- ✓ Inviter les responsables des projets d'assainissement pluvial de la ville de Douala et de valorisation touristique et économique du Lac municipal et d'aménagement de la vallée de la MINGOA à Yaoundé à transmettre les rapports trimestriels d'exécution conformément aux dispositions de la Circulaire relative à l'exécution du budget de l'Etat ;
- ✓ Organiser une concertation avec tous les responsables de projets à financement conjoint, en vue d'évaluer le niveau de consommation des crédits en fonds de contrepartie volet investissement et dégager éventuellement des marges pouvant être allouées à la prise en charge des arriérés ;
- ✓ Saisir le MINFI à l'effet de solliciter son autorisation pour le transfert, au FEICOM, des ressources mobilisées pour la prise en charge partiel des travaux d'aménagement de certaines voiries dans la ville de Sangmélina.

CHAPITRE 39 : MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation

Intitulé	Nombre
Marchés programmés annuels	16
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00
DAO/DC attendus en commission interne	16
DAO/DC transmis en commission interne	16
AO lancés	16
Marchés déjà attribués	15
Marchés déjà signés	15
Marchés réceptionnés en 2021	05
marchés passés avant 2021	00
dont	
Marchés passés en 2021	15

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	549 001	549 001	549 001	549 001	54 882	54 882	54 882	10,00	10,00	10,00	10,00
Subventions aux entreprises	170 000	170 000	170 000	170 000	-	-	-	-	-	-	0
projets C2D	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	747 853	100,00	100,00	100,00	46,30
Autres Projets à gestion centrale	970 771	970 771	975 771	975 771	749 884	463 834	463 834	76,85	47,54	47,54	56,23
Total	2 437 625	2 437 625	2 442 625	2 442 625	1 552 619	1 266 570	1 266 570	63,56	51,85	51,85	38,65

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ Remontée insuffisante de l'information sur l'exécution des projets relevant des subventions d'investissement ;
- ✓ Risque de forclusion des crédits alloués à l'élaboration d'un référentiel des entrepreneurs des start-up.

Recommandations formulées

- ✓ Inviter les responsables des structures sous tutelle à transmettre les informations sur l'exécution desdits projets ;
- ✓ Envisager le redéploiement desdits crédits.

CHAPITRE 40 : MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation											
Intitulé		Nombre									
Marchés programmés annuels		35									
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)		15									
DAO/DC attendus en commission interne		35									
DAO/DC transmis en commission interne		35									
AO lancés		35									
Marchés déjà attribués		33									
Marchés déjà signés		27									
Marchés réceptionnés en 2021		0									
dont <i>marchés passés avant 2021</i>		0									
dont <i>Marchés passés en 2021</i>		0									
Intitulé		Nbre de DAO				Nbre de projet de marchés					
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle		02				2					
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle		02				02					
Intitulé		Nbre									
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré		01									
Marchés en attente de l'autorisation de régie		0									
Situation de l'exécution du BIP 2021											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	100,00	100,00	100,00	0
Projets CAN sur Ressources internes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	0,09
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	11 405 000	11 405 000	11 405 000	11 405 000	10 277 760	10 277 760	10 277 760	90,12	90,12	90,12	90,12
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	90 000	90 000	90 000	90 000	-	-	-	-	-	-	0
projets C2D	927 500	927 500	927 500	927 500	319 240	20 403	-	34,42	2,20	-	16,83
Autres Projets à gestion centrale	9 128 254	5 610 000	9 128 254	5 610 000	641 699	206 565	206 565	11,44	3,68	3,68	13,59
Total	23 450 754	19 932 500	23 450 754	19 932 500	13 138 698	12 404 728	12 384 325	65,92	62,23	62,13	61,46
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP											
<ul style="list-style-type: none"> ✓ retard dans les procédures de contractualisation du projet de <i>Maitrise d'œuvre pour la fourniture de 88 ambulances médicalisées au MINSANTE</i>, du fait de la caducité de l'accord gré à gré médicalisées au MINSANTE, du fait de la caducité de l'accord gré à gré; ✓ retard dans la mobilisation des Fonds de Contrepartie (FCP) devant faire l'objet d'engagement provisionnel, pour un montant FCFA de 6 747 443 881; ✓ retard dans la mobilisation des crédits de subvention d'investissement d'un montant FCFA de 90 000 000, en raison de la non répartition desdits crédits auprès des structures bénéficiaires ; ✓ faible remontée des données sur l'exécution physico-financière des projets à financements extérieurs du fait de la non transmission des rapports y relatifs. 											

Recommandations formulées
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre les mesures nécessaires en vue de la contractualisation, dans les délais, des projets concernés, ✓ Prendre des mesures nécessaires en vue de l'engagement des fonds de contrepartie concernés par les engagements provisionnels ; ✓ S'assurer de la mobilisation de l'ensemble des subventions d'investissement ; ✓ Inviter les responsables desdits projets à assurer la transmission régulière des rapports d'exécution.

• **Projets dont les contrats ne sont pas signés**

Intitulé du projet/opération	Dotations CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Construction de cinq (05) CSI dans la région de l'Extrême-Nord, lot 1	270 000 000	Transmission tardive du DAO en CPM
Construction de cinq (05) CSI dans la région de l'Extrême-Nord, lot 2	55 000 000	Transmission tardive du DAO en CPM
Construction de cinq (05) CSI dans la région de l'Extrême-Nord, lot 3	55 000 000	Transmission tardive du DAO en CPM
Construction de cinq (05) CSI dans la région de l'Extrême-Nord, lot 4	55 000 000	Transmission tardive du DAO en CPM
Construction de cinq (05) CSI dans la région de l'Extrême-Nord, lot 5	55 000 000	Transmission tardive du DAO en CPM
Maitrise d'œuvre pour la fourniture de 88 ambulances médicalisées au MINSANTE	150 000 000	caducité de l'accord gré à gré obtenu du MINMAP
Acquisition d'un bus de transport pour les campagnes de collecte de sang	60 000 000	Non obtention du visa du Contrôleur Financier sur le projet de Marché

CHAPITRE 41 : MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation

Intitulé	Nombre
Marchés programmés annuels	05
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00
DAO/DC attendus en commission interne	05
DAO/DC transmis en commission interne	05
AO lancés	05
Marchés déjà attribués	03
Marchés déjà signés	03
Marchés réceptionnés en 2021	00
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00
<i>Marchés passés en 2021</i>	00

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Projets à gestion centrale	550 000	550 000	550 000	550 000	-	-	-	-	-	-	0
Total	550 000	550 000	550 000	550 000	-	-	-	-	-	-	-

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

Risque de forclusion des crédits alloués aux projets d'acquisitions des véhicules

Recommandations formulées

Prendre des dispositions en vue d'accélérer la finalisation des procédures de contractualisation desdits projets et assurer leur exécution dans les délais réglementaires.

CHAPITRE 42 : MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td>15</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td>15</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td>03</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td>00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td>03</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre	Marchés programmés annuels	15	Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	DAO/DC attendus en commission interne	14	DAO/DC transmis en commission interne	14	AO lancés	14	Marchés déjà attribués	15	Marchés déjà signés	14	Marchés réceptionnés en 2021	03	dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00	<i>Marchés passés en 2021</i>	03	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																									
Marchés programmés annuels	15																																									
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																									
DAO/DC attendus en commission interne	14																																									
DAO/DC transmis en commission interne	14																																									
AO lancés	14																																									
Marchés déjà attribués	15																																									
Marchés déjà signés	14																																									
Marchés réceptionnés en 2021	03																																									
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																									
<i>Marchés passés en 2021</i>	03																																									
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																								
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																								
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																															
Intitulé	Nbre																																									
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																									
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																									
Situation de l'exécution du BIP 2021																																										
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																										
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																															
	AE	CP	AE	CP																																						
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100,00	100,00	100,00	0																															
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	178 000	178 000	178 000	178 000	134 293	134 293	134 293	75,45	75,45	75,45	100,00																															
Autres Projets à gestion centrale	1 159 381	1 159 381	1 137 656	1 137 656	296 859	38 774	38 774	26,09	3,41	3,41	16,91																															
Total	1 437 381	1 437 381	1 415 656	1 415 656	531 152	273 067	273 067	37,52	19,29	19,29	28,49																															
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																										
<ul style="list-style-type: none"> ✓ remontée insuffisante des informations sur l'exécution des projets à financements conjoints; ✓ risque de forclusion des crédits du projet de réhabilitation du CESO de Buea du fait de l'arrêt des travaux en raison de la dégradation avancée du bâtiment à réhabiliter ; ✓ retard dans l'exécution physique de certains projets en raison du non-respect des délais des propositions d'attribution des marchés par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM). 																																										
Recommandations formulées																																										
<ul style="list-style-type: none"> ✓ mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets à Financement Extérieurs ; ✓ engager la procédure de résiliation dudit marché suivant les dispositions de l'article 183 du code des marchés et envisager le redéploiement des crédits y relatifs ; ✓ assurer l'exécution physique desdits projets dans les délais réglementaires et attirer l'attention du président de la CIPM en vue du respect des délais réglementaires. 																																										

CHAPITRE 43 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">03</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">03</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	09		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	09		DAO/DC transmis en commission interne	09		AO lancés	09		Marchés déjà attribués	09		Marchés déjà signés	09		Marchés réceptionnés en 2021	03		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	03		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																																										
Marchés programmés annuels	09																																																										
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																										
DAO/DC attendus en commission interne	09																																																										
DAO/DC transmis en commission interne	09																																																										
AO lancés	09																																																										
Marchés déjà attribués	09																																																										
Marchés déjà signés	09																																																										
Marchés réceptionnés en 2021	03																																																										
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																										
<i>Marchés passés en 2021</i>	03																																																										
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																									
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																									
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																									
Intitulé	Nbre																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																										
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																																
	AE	CP	AE	CP	CP																																																						
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	100,00	100,00	100,00	100,00																																																
Autres Projets à gestion centrale	408 500	408 500	408 500	408 500	399 947	57 543	57 543	97,91	14,09	14,09	0																																																
Total	468 500	468 500	468 500	468 500	459 947	117 543	117 543	98,17	25,09	25,09	24,63																																																
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																											
RAS																																																											
Recommandations formulées																																																											
RAS																																																											

CHAPITRE 45 : MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation

Aucun nouveau marché programmé en 2021.

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHY S
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	100,00	100,00	100,00	0
Projets CAN sur Ressources internes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	0
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	1 050 000	1 050 000	1 050 000	1 050 000	58 309	58 309	58 309	5,55	5,55	5,55	5,55
Autres Projets à gestion centrale	225 280	225 280	76 624	76 624	76 624	76 624	76 624	100,00	100,00	100,00	-
Total	4 275 280	4 275 280	4 126 624	4 126 624	3 134 933	3 134 933	3 134 933	75,97	75,97	75,97	2,84

Difficulté majeure dans l'exécution du BIP

- ✓ Retard dans l'exécution des travaux d'aménagement des locaux d'archives de la CAMPOST (projet CAB) en raison de la défaillance de l'entreprise adjudicataire ;
- ✓ Retard dans l'exécution des projets relevant des fonds de contrepartie en raison d'une faible appropriation des procédures d'exécution des dépenses sur fonds de contrepartie.

Recommandation formulée

- ✓ Procéder à la résiliation des contrats des prestataires défaillants dans l'exécution des travaux ;
- ✓ Inviter les responsables des structures sous tutelle à s'approprier les procédures d'exécution des dépenses sur fond de contrepartie à travers le basket Fund.

CHAPITRE 46 : MINISTERE DES TRANSPORTS

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation		
Intitulé	Nombre	
Marchés programmés annuels	20	
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00	
DAO/DC attendus en commission interne	20	
DAO/DC transmis en commission interne	20	
AO lancés	19	
Marchés déjà attribués	18	
Marchés déjà signés	12	
Marchés réceptionnés en 2021	04	
marchés passés avant 2021	/	
dont		
Marchés passés en 2021	04	

Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00

Intitulé	Nbre
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00

Situation de l'exécution du BIP 2021

La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :

Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP							
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100,00	100,00	100,00	0
Autres Projets à gestion centrale	761 500	761 500	761 500	761 500	324 556	69 001	14 749	42,62	9,06	1,94	9,77
Total	1 761 500	1 761 500	1 761 500	1 761 500	1 324 556	1 069 001	1 014 749	75,19	60,69	57,61	9,77

Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP

- ✓ Risque de forclusion des crédits de sept (7) projets sur vingt (20) en raison de la maturité insuffisante desdits projets ;
- ✓ Remontée insuffisante les informations sur les projets relevant des financements extérieurs ;
- ✓ Inadéquation entre le dimensionnement des projets inscrits dans le BIP et l'enveloppe budgétaire allouée entraînant l'infructuosité des Appels d'Offres ;
- ✓ Retard dans l'exécution physique du projet de construction de la Délégation Départementale du HAUT-NYONG en raison de la défaillance constatée de l'entreprise Adjudicataire.

Recommandations formulées

- ✓ Envisager le redéploiement desdits crédits et procéder à la réinscription desdits projets dans le BIP de l'exercice 2022 ;
- ✓ Mettre en place un dispositif de remontée de l'information sur l'exécution physico-financière des projets à Financement Extérieur ;
- ✓ Tenir compte des coûts réels des projets lors de leur inscription dans le budget ;
- ✓ Envisager la résiliation du contrat relatif audit projet en vue de sa programmation dans le BIP 2022

• Projets dont les contrats ne sont pas signés

Intitulé du projet/opération	Dotation CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Acquisition d'embarcation (coques ou flying boats aménagées) pour le renforcement des capacités d'intervention des sous-quartiers maritimes, fluviaux et lacustres	32 000 000	Transmission tardive des spécifications techniques
Acquisition de moteurs hors-bords 75 CV pour circonscription maritimes, sous quartiers maritimes, fluviaux et lacustres (Campo, Moloundou, Mouanko, Manoka, Magba, Maga, Blangoua, Mbakao et Garoua)	12 000 000	
Acquisition des équipements de protection individuelle (EPI) de sécurité et de communication maritime pour les interventions de la Direction de Affaires Maritime et des voies navigable (DAMVN) sur le plan d'eau et dans les différents ports du Cameroun	10 000 000	
Acquisition et installation des équipements Lot 2 : Acquisition et installation des stations météorologiques automatique	90 000 000	

Intitulé du projet/opération	Dotation CP (En milliers de FCFA)	Raisons des retards dans la contractualisation
Acquisition d'un véhicule de fonction pour le Ministre des transports	98 000 000	Marché rendu infructueux et relancé
Acquisition et installation des équipements des stations météorologiques manuelles	35 000 000	Transmission tardive des spécifications techniques
Acquisition des équipements de rechange et maintenance des stations météorologiques automatiques de fabrication ADCON TELEMETRY	18 000 000	Transmission tardive des spécifications techniques

CHAPITRE 50 : MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">10</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">03</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td> <i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	10		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02		DAO/DC attendus en commission interne	10		DAO/DC transmis en commission interne	10		AO lancés	10		Marchés déjà attribués	09		Marchés déjà signés	09		Marchés réceptionnés en 2021	03		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>02</td> <td>02</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>02</td> <td>02</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	02	02	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	02	02	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																																										
Marchés programmés annuels	10																																																										
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02																																																										
DAO/DC attendus en commission interne	10																																																										
DAO/DC transmis en commission interne	10																																																										
AO lancés	10																																																										
Marchés déjà attribués	09																																																										
Marchés déjà signés	09																																																										
Marchés réceptionnés en 2021	03																																																										
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																										
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																										
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																									
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	02	02																																																									
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	02	02																																																									
Intitulé	Nbre																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																										
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG. CP	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																																
	AE	CP	AE	CP																																																							
Projets à gestion centrale	5 786 126	1 786 126	5 786 126	1 786 126	607 513	485 814	485 814	34,01	27,20	27,20	34,66																																																
Total	5 786 126	1 786 126	5 786 126	1 786 126	607 513	485 814	485 814	34,01	27,20	27,20	34,66																																																
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																											
<ul style="list-style-type: none"> - Risque de forclusion des crédits alloués aux projets relatifs à l'acquisition d'une fourgonnette pour le transport du matériel dédié à l'organisation des concours et à l'étude architectural et technique des travaux de construction d'un bâtiment abritant la médiathèque, un bloc pédagogique et des bureaux à l'ENAM en raison de la maturité insuffisante desdits projets ; - Absence de cadre de concertation du suivi de l'exécution du BIP dans votre département ministérielle. 																																																											
Recommandations formulées																																																											
<ul style="list-style-type: none"> - Envisager un redéploiement desdits crédits et assurer la maturation complète de ces projets en vue de leur inscription dans le budget 2022 ; - Mettre en place le cadre de concertation mensuelle pour le suivi de l'exécution du BIP conformément à la circulaire no 00001/MINEPAT du 23 janvier 2018 modifiant la circulaire no 050/MINEPAT du 24 septembre 2009 relative à la réactivation des comités internes de gestion de la chaîne PPBS en matière d'investissement public, en vue du renforcement des mécanismes de suivi de l'exécution du BIP au moyen des cadres de concertation mensuelle. 																																																											

CHAPITRE 51 : ELECTIONS CAMEROON

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">06</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">05</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">05</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	06		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02		DAO/DC attendus en commission interne	06		DAO/DC transmis en commission interne	06		AO lancés	06		Marchés déjà attribués	06		Marchés déjà signés	06		Marchés réceptionnés en 2021	05		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	05		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	06																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	02																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	06																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	06																																																				
AO lancés	06																																																				
Marchés déjà attribués	06																																																				
Marchés déjà signés	06																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	05																																																				
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																				
<i>Marchés passés en 2021</i>	05																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre		Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00		Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																								
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																				
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP	CP																																																
Autres Projets à gestion centrale	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	97,00																																										
Total	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00	97,00																																										
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																					
Non budgétisation de la maîtrise d'œuvre des projets de construction de certaines agences départementales.																																																					
Recommandations formulées																																																					
Envisager la budgétisation des crédits pour la prise en charge des prestations de la maîtrise d'œuvre des projets de construction desdites agences en 2022.																																																					

CHAPITRE 52 : COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">02</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	02		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	02		DAO/DC transmis en commission interne	02		AO lancés	00		Marchés déjà attribués	00		Marchés déjà signés	00		Marchés réceptionnés en 2021	00		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00
Intitulé	Nombre																																																				
Marchés programmés annuels	02																																																				
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																				
DAO/DC attendus en commission interne	02																																																				
DAO/DC transmis en commission interne	02																																																				
AO lancés	00																																																				
Marchés déjà attribués	00																																																				
Marchés déjà signés	00																																																				
Marchés réceptionnés en 2021	00																																																				
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																				
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																				
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																			
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																										
Intitulé	Nbre																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	00																																																				
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																				
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																					
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																					
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																										
	AE	CP	AE	CP	CP																																																
Projets à gestion centrale	250 000	250 000	250 000	250 000	221 572	221 572	221 572	88,63	88,63	88,63	98,01																																										
Total	250 000	250 000	250 000	250 000	221 572	221 572	221 572	88,63	88,63	88,63	98,01																																										
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appropriation insuffisante des procédures de passation des marchés par les membres de la Commission Interne de Passation des Marchés nouvellement désignés ; ✓ Retard important dans l'exécution du projet de construction de l'immeuble siège de la CDHC, en raison de la faible mobilisation des Entreprises adjudicataires. 																																																					
Recommandations formulées																																																					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des membres de la Commission Interne de Passation des Marchés en début de l'exercice 2022 ; ✓ Prendre des mesures nécessaires, en vue d'accompagner les entreprises adjudicataire à accélérer les travaux. 																																																					

CHAPITRE 54 : COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME

• Synthèse des travaux

Situation de contractualisation																																																											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th colspan="2">Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés programmés annuels</td> <td colspan="2">09</td> </tr> <tr> <td>Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC attendus en commission interne</td> <td colspan="2">08</td> </tr> <tr> <td>DAO/DC transmis en commission interne</td> <td colspan="2">08</td> </tr> <tr> <td>AO lancés</td> <td colspan="2">08</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà attribués</td> <td colspan="2">05</td> </tr> <tr> <td>Marchés déjà signés</td> <td colspan="2">05</td> </tr> <tr> <td>Marchés réceptionnés en 2021</td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td>dont <i>marchés passés avant 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> <tr> <td><i>Marchés passés en 2021</i></td> <td colspan="2">00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nombre		Marchés programmés annuels	09		Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00		DAO/DC attendus en commission interne	08		DAO/DC transmis en commission interne	08		AO lancés	08		Marchés déjà attribués	05		Marchés déjà signés	05		Marchés réceptionnés en 2021	00		dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00		<i>Marchés passés en 2021</i>	00		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre de DAO</th> <th>Nbre de projet de marchés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dossiers attendus en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> <tr> <td>Dossiers transmis en commission centrale de contrôle</td> <td>00</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé</th> <th>Nbre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré</td> <td>01</td> </tr> <tr> <td>Marchés en attente de l'autorisation de régie</td> <td>00</td> </tr> </tbody> </table>						Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés	Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00	Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00	Intitulé	Nbre	Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	01	Marchés en attente de l'autorisation de régie	00
Intitulé	Nombre																																																										
Marchés programmés annuels	09																																																										
Marchés pluriannuels (AE ouverts en 2021)	00																																																										
DAO/DC attendus en commission interne	08																																																										
DAO/DC transmis en commission interne	08																																																										
AO lancés	08																																																										
Marchés déjà attribués	05																																																										
Marchés déjà signés	05																																																										
Marchés réceptionnés en 2021	00																																																										
dont <i>marchés passés avant 2021</i>	00																																																										
<i>Marchés passés en 2021</i>	00																																																										
Intitulé	Nbre de DAO	Nbre de projet de marchés																																																									
Dossiers attendus en commission centrale de contrôle	00	00																																																									
Dossiers transmis en commission centrale de contrôle	00	00																																																									
Intitulé	Nbre																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de gré-à-gré	01																																																										
Marchés en attente de l'autorisation de régie	00																																																										
Situation de l'exécution du BIP 2021																																																											
La situation d'exécution physico-financière des crédits du BIP affiche les performances ci-après (en milliers de FCFA) :																																																											
Catégorie	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS																																																
	AE	CP	AE	CP	CP																																																						
Projets à gestion centrale	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00																																																	
Total	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	100,00	100,00	100,00	-																																																
Quelques difficultés majeures dans l'exécution du BIP																																																											
Retard dans la contractualisation des projets de réhabilitation des antennes régionales en raison de la suspension temporaire de la procédure d'attribution des marchés y afférent du fait des lenteurs dans les procédures d'attribution des locaux devant abriter les antennes régionales																																																											
Recommandations formulées																																																											
Finaliser la procédure de contractualisation des projets concernés et assurer l'accompagnement des entreprises, en vue de l'exécution des projets dans les délais.																																																											

7. SITUATION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP SUR CREDITS DELEGUES ET RESSOURCES TRANSFEREES AUX CTD

Cette partie est consacrée à la présentation de l'exécution physico-financière du BIP sur crédits délégués aux services déconcentrés de l'Etat et ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées.

7.1. Situation de la passation des marchés dans les Services Déconcentrés et les CTD

Le tableau ci-dessous présente la situation de passation des marchés dans les services déconcentrés au 30 septembre 2021.

La situation de passation des marchés au terme du troisième trimestre de l'exercice 2021 dans les services déconcentrés se présente comme suit :

- taux de lancement des Appels d'Offres : **96,01 %** ;
- taux d'attribution des marchés : **92,08 %** ;
- taux de signature et de notification : **81,88 %**.

Les régions de l'**Adamaoua**, de l'**Ouest**, et du **Nord** affichent les meilleurs taux de notification des contrats signés (respectivement **98,37%** ; **97,01%** et **95,61 %**). Le taux le plus faible est enregistré par la région du **Centre (46,77 %)**.

Region	Niveau de gestion	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés	% signature /notification
CENTRE	DR CENTRE	18	18	17	17	94,44	17	94,44	14	77,78
	DD HAUTE SANAGA	87	87	87	87	100,00	87	100,00	86	98,85
	DD LEKIE	131	131	117	117	89,31	104	79,39	50	38,17
	DD MBAM ET INOUBOU	143	143	122	122	85,31	113	79,02	59	41,26
	DD MBAM ET KIM	57	57	55	55	96,49	44	77,19	26	45,61
	DD MEFOU ET AFAMBA	116	116	101	101	87,07	78	67,24	58	50,00
	DD MEFOU ET AKONO	101	101	85	85	84,16	69	68,32	36	35,64
	DD MFOUNDI	92	92	64	64	69,57	54	58,70	21	22,83
	DD NYONG ET KELLE	113	113	93	93	82,30	82	72,57	53	46,90
	DD NYONG ET MFOU-MOU	109	109	94	94	86,24	73	66,97	31	28,44
	DD NYONG ET SO'O	85	85	78	78	91,76	70	82,35	58	68,24
	TOTAL CENTRE	1052	1052	913	913	86,79	791	75,19	492	46,77
NORD	DR NORD	7	7	7	7	100,00	7	100,00	7	100,00
	DD BENOUE	213	213	213	213	100,00	211	99,06	211	99,06
	DD FARO	34	34	34	34	100,00	34	100,00	34	100,00
	DD MAYO LOUTI	62	62	62	62	100,00	62	100,00	50	80,65
	DD MAYO REY	71	71	71	71	100,00	70	98,59	68	95,77
	TOTAL NORD	387	387	387	387	100,00	384	99,22	370	95,61
NORD-OUEST	DR NORD-OUEST	11	11	11	11	100,00	10	90,91	10	90,91
	DD BOYO	45	45	45	45	100,00	45	100,00	45	100,00

Region	Niveau de gestion	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés	% signature /notification
	DD BUI	54	54	52	52	96,30	52	96,30	52	96,30
	DD DONGA MANTUNG	50	50	50	50	100,00	49	98,00	49	98,00
	DD MENCHUM	27	27	27	27	100,00	26	96,30	26	96,30
	DD MEZAM	85	83	81	81	97,59	84	98,82	63	74,12
	DD MOMO	45	45	45	45	100,00	44	97,78	44	97,78
	DD NGOKETUNJIA	39	39	39	39	100,00	39	100,00	38	97,44
	TOTAL NORD-OUEST	356	354	350	350	98,87	349	98,03	327	91,85
SUD	DR SUD	7	7	7	7	100,00	7	100,00	7	100,00
	DD DJA ET LOBO	119	115	115	115	100,00	107	89,92	94	78,99
	DD MVILA	101	101	99	99	98,02	99	98,02	97	96,04
	DD OCEAN	81	81	80	80	98,77	75	92,59	60	74,07
	DD VALEE DU NTEM	52	52	52	52	100,00	49	94,23	49	94,23
	TOTAL SUD	360	356	353	353	99,16	337	93,61	307	85,28
EST	DR EST	11	9	9	9	100,00	9	81,82	9	81,82
	DD BOUMBA ET NGOKO	42	35	34	34	97,14	41	97,62	41	97,62
	DD KADEY	76	76	76	76	100,00	75	98,68	61	80,26
	DD HAUT NYONG	136	136	136	136	100,00	136	100,00	135	99,26
	DD LOM ET DJEREM	113	113	112	113	100,00	111	98,23	111	98,23
	TOTAL EST	378	369	367	368	99,73	372	98,41	357	94,44
LITTOTAL	DR LITTORAL	13	13	11	11	84,62	11	84,62	10	76,92
	DD MOUNGO	110	106	103	103	97,17	107	97,27	103	93,64
	DD NKAM	49	49	49	49	100,00	49	100,00	49	100,00
	DD SANAGA MARITIME	132	128	126	126	98,44	125	94,70	124	93,94
	DD WOURI	42	42	42	42	100,00	42	100,00	42	100,00
	TOTAL LITTORAL	346	338	331	331	97,93	334	96,53	328	94,80
ADAMAOUA	DR ADAMAOUA	7	7	7	6	85,71	6	85,71	6	85,71
	DD FARO ET DEO	75	43	43	43	100,00	75	100,00	74	98,67
	DD DJEREM	47	47	47	47	100,00	47	100,00	47	100,00
	DD MAYO BANYO	58	58	58	58	100,00	58	100,00	58	100,00
	DD MBERE	67	67	67	67	100,00	66	98,51	66	98,51
	DD VINA	114	78	78	78	100,00	114	100,00	111	97,37
	TOTAL ADAMAOUA	368	300	300	299	99,67	366	99,46	362	98,37
OUEST	DR OUEST	15	8	8	7	87,50	5	33,33	11	73,33
	DD BAMBOUTOS	57	57	57	57	100,00	57	100,00	57	100,00
	DD HAUT-NKAM	76	72	72	72	100,00	72	94,74	72	94,74
	DD HAUTS-PLATEAUX	46	46	46	46	100,00	46	100,00	46	100,00
	DD KOUNG-KHI	26	26	26	26	100,00	26	100,00	26	100,00
	DD MENOUA	69	69	69	69	100,00	69	100,00	69	100,00
	DD MIFI	36	36	36	36	100,00	36	100,00	36	100,00
	DD NDE	63	54	53	62	114,81	60	95,24	60	95,24
	DD NOUN	80	80	76	62	77,50	77	96,25	77	96,25
	TOTAL OUEST	468	448	443	437	97,54	448	95,73	454	97,01

Region	Niveau de gestion	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés	% signature /notification
EXTREME-NORD	DR EXTREME-NORD	16	16	16	16	100,00	16	100,00	16	100,00
	DD DIAMARE	107	106	106	105	99,06	104	97,20	104	97,20
	DD LOGONE ET CHARI	145	141	141	141	100,00	141	97,24	136	93,79
	DD MAYO-KANI	129	129	129	129	100,00	129	100,00	86	66,67
	DD MAYO-SAVA	51	51	51	51	100,00	51	100,00	51	100,00
	DD MAYO TSANAGA	112	111	111	111	100,00	110	98,21	108	96,43
	DD MAYO-DANAY	167	167	163	163	97,60	157	94,01	106	63,47
	TOTAL EXTREME-NORD	727	721	717	716	99,31	708	97,39	607	83,49
SUD-OUEST	DR SUD-OUEST	6	6	6	6	100,00	6	100,00	6	100,00
	DD FAKO	72	72	72	72	100,00	71	98,61	71	98,61
	DD KUPE MUANENGOUBA	26	26	26	26	100,00	26	100,00	26	100,00
	DD LEBIALEM	27	27	27	27	100,00	26	96,30	26	96,30
	DD MANYU	33	33	33	33	100,00	33	100,00	33	100,00
	DD MEME	37	37	37	35	94,59	30	81,08	30	81,08
	DD NDIAN	90	90	90	90	100,00	88	97,78	88	97,78
	Délégations Ponctuelles	25	25	25	13	52,00	12	48,00	12	48,00
	TOTAL SUD-OUEST	316	316	316	302	95,57	292	92,41	292	92,41
TOTAL		4758	4641	4477	4456	96,01	4381	92,08	3896	81,88

Source : MINEPAT

7.2. Synthèse de l'exécution des crédits délégués et des ressources transférées dans les régions

Le tableau ci-dessous récapitule la situation de l'exécution physico-financière des crédits délégués dans les régions.

Tableau 3 : Situation de l'exécution physico-financière des crédits délégués aux régions.

	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Crédits délégués et Ressources transférées aux CTD	117 794 055	115 805 786	131 856 115	129 867 846	50 060 895	24 347 164	24 347 164	38,55	18,75	18,75	55,71
<i>ADAMAOUA</i>	8 358 365	8 355 865	8 649 444	8 646 944	4 807 780	2 883 217	2 883 217	55,60	33,34	33,34	76,39
<i>CENTRE</i>	24 185 031	23 180 475	27 957 756	26 953 200	8 990 179	3 954 751	3 954 751	33,35	14,67	14,67	47,92
<i>EST</i>	10 105 386	9 937 886	11 063 832	10 896 332	2 793 618	880 525	880 525	25,64	8,08	8,08	52,34
<i>EXTREME NORD</i>	15 676 092	15 676 092	17 655 875	17 655 875	7 497 550	4 027 187	4 027 187	42,46	22,81	22,81	55,85
<i>LITTORAL</i>	9 685 534	9 605 534	10 303 130	10 223 130	3 505 164	1 536 462	1 536 462	34,29	15,03	15,03	54,79
<i>NORD</i>	8 285 886	8 285 886	8 514 379	8 514 379	3 067 525	2 137 706	2 137 706	36,03	25,11	25,11	72,06
<i>NORD OUEST</i>	9 280 137	9 280 137	10 149 708	10 149 708	3 446 432	1 754 447	1 754 447	33,96	17,29	17,29	44,99
<i>OUEST</i>	13 085 663	12 545 663	15 797 248	15 257 248	6 470 937	4 035 853	4 035 853	42,41	26,45	26,45	66,65
<i>SUD</i>	9 900 614	9 765 633	11 833 204	11 698 223	4 779 763	1 614 117	1 614 117	40,86	13,80	13,80	50,42
<i>SUD OUEST</i>	9 231 346	9 172 614	9 931 541	9 872 809	4 701 947	1 522 899	1 522 899	47,63	15,43	15,43	51,29

	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Crédits délégués aux services à l'extérieur	1 987 166	1 987 166	4 095 269	4 095 269	1 213 958	281 817	281 817	29,64	6,88	6,88	6,88
<i>AFRIQUE</i>	1 799 228	1 799 228	1 832 221	1 832 221	69 946	53 450	53 450	3,82	2,92	2,92	2,92
<i>AMERIQUE</i>	22 938	22 938	22 938	22 938	-	-	-	-	-	-	-
<i>ASIE</i>	-	-	425 000	425 000	212 500	-	-	50,00	-	-	-
<i>EUROPE</i>	165 000	165 000	1 815 110	1 815 110	931 512	228 367	228 367	51,32	12,58	12,58	12,58
TOTAL CREDITS DELEGUES ET RESSOURCES TRANSFEREES DU BIP 2021	119 781 221	117 792 952	135 951 385	133 963 116	51 274 853	24 628 981	24 628 981	38,28	18,38	18,38	54,16

Source : MINEPAT

Globalement, l'exécution du BIP à gestion déconcentrée a connu une hausse par rapport à la même période de l'exercice 2020, De façon spécifique, il est observé ce qui suit :

- taux d'engagement : **38,28 %** contre **29,45 %** à la même période de l'exercice 2020, soit un gain de **8,83 points** ;
- taux de liquidation : **18,38 %** contre **14,03 %** au terme du troisième trimestre de l'exercice 2020, soit une hausse de **4,35 points** ;
- taux d'exécution physique : **54,16 %** contre **33,65 %** au 30 septembre 2020, soit un gain de **20,51 points**.

En outre, les constats ci-après ont été relevés :

- les régions de l'Adamaoua et du Nord enregistrent les meilleures performances avec des taux d'exécution physique respectifs de **76,39%** et **72,06%** ;
- les régions du Nord-Ouest et du Centre enregistrent les taux d'exécution physique des projets les moins élevés.

Le tableau ci-dessous récapitule les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets gérés dans les régions,

Tableau 4 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans les Régions

N°	Difficultés	Recommandations
1	Retard dans les procédures de contractualisation	Anticiper sur les procédures de contractualisation pour une meilleure exécution du BIP 2021
2	Non appropriation des textes relatifs aux marchés publics par plusieurs acteurs de la chaîne d'exécution du BIP	Renforcer les capacités des acteurs locaux de la chaîne d'exécution du BIP sur les nouvelles procédures de la commande publique
3	Faible remontée des données d'exécution physico-financière de certains projets	Remonter systématiquement les informations sur l'exécution physico-financière des projets
4	Lenteur dans l'exécution des bons de commande	Interpeller les gestionnaires des bons de commande afin qu'ils accélèrent le processus d'exécution des bons de commande
5	Tenue irrégulière des Comités Techniques Communaux	Saisir les Maires concernés afin qu'ils tiennent systématiquement ces Comités
6	Non-exécution des projets de forage	Envisager des solutions alternatives aux forages
7	Maturation insuffisante de certains projets programmés	Mettre en place les commissions régionales de maturation des projets
8	Faible capacité financière de certaines entreprises adjudicataires	Engager la responsabilité des établissements financiers qui délivrent les cautions et les attestations de solvabilité
9	Insuffisance du personnel qualifié pour accompagner les CTD dans la gestion technique de leurs projets d'investissement	– renforcer la collaboration avec les services techniques de l'Etat ; – accroître les effectifs en ressources humaines qualifiées dans les CTD
10	Difficultés à exécuter certains projets en raison de l'insécurité	Prendre des mesures spéciales et spécifiques pour l'exécution de ces projets

Source : MINEPAT

Le tableau ci-dessous présente la situation de l'exécution physico-financière des crédits à gestion déconcentrée, par mode de gestion.

Tableau 5 : Situation de l'exécution physico-financière des crédits à gestion déconcentrée par mode gestion

Niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Region : ADAMAOUA											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	251 533	249 033	436 441	433 941	269 439	158 362	158 362	62,09	36,49	36,49	87,03
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	620 933	620 933	708 514	708 514	382 929	215 575	215 575	54,05	30,43	30,43	66,75
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	7 485 899	7 485 899	7 504 489	7 504 489	4 155 411	2 509 280	2 509 280	55,37	33,44	33,44	76,67
Total Region : ADAMAOUA	8 358 365	8 355 865	8 649 444	8 646 944	4 807 780	2 883 217	2 883 217	55,60	33,34	33,34	76,39
Region : CENTRE											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	686 662	636 662	1 396 239	1 346 239	1 008 669	269 210	269 210	74,92	20,00	20,00	57,04
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	3 991 725	3 037 169	6 515 484	5 560 928	2 989 830	1 490 886	1 490 886	53,76	26,81	26,81	34,26
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	19 506 644	19 506 644	20 046 033	20 046 033	4 991 681	2 194 655	2 194 655	24,90	10,95	10,95	51,09
Total Region : CENTRE	24 185 031	23 180 475	27 957 756	26 953 200	8 990 179	3 954 751	3 954 751	33,35	14,67	14,67	47,92

Niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Region : EST											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	658 973	541 973	1 383 007	1 266 007	408 260	46 243	46 243	32,25	3,65	3,65	74,96
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	626 319	575 819	815 271	764 771	304 472	158 007	158 007	39,81	20,66	20,66	63,49
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	8 820 094	8 820 094	8 865 554	8 865 554	2 080 885	676 275	676 275	23,47	7,63	7,63	49,59
Total Region : EST	10 105 386	9 937 886	11 063 832	10 896 332	2 793 618	880 525	880 525	25,64	8,08	8,08	52,34
Region : EXTREME NORD											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	308 848	308 848	752 100	752 100	690 004	343 562	343 562	91,74	45,68	45,68	72,26
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	1 126 758	1 126 758	2 381 116	2 381 116	1 514 831	685 454	685 454	63,62	28,79	28,79	62,39
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	14 240 486	14 240 486	14 522 658	14 522 658	5 292 714	2 998 171	2 998 171	36,44	20,64	20,64	54,16
Total Region : EXTREME NORD	15 676 092	15 676 092	17 655 875	17 655 875	7 497 550	4 027 187	4 027 187	42,46	22,81	22,81	55,85

Niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Region : LITTORAL											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	478 437	398 437	919 092	839 092	451 900	126 528	126 528	53,86	15,08	15,08	34,21
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	722 423	722 423	890 288	890 288	484 641	384 160	384 160	54,44	43,15	43,15	47,54
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	8 484 674	8 484 674	8 493 749	8 493 749	2 568 623	1 025 775	1 025 775	30,24	12,08	12,08	56,43
Total Region : LITTORAL	9 685 534	9 605 534	10 303 130	10 223 130	3 505 164	1 536 462	1 536 462	34,29	15,03	15,03	54,79
Region : NORD											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	229 834	229 834	347 464	347 464	281 842	45 374	45 374	81,11	13,06	13,06	55,56
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	244 190	244 190	355 053	355 053	193 817	79 202	79 202	54,59	22,31	22,31	72,51
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	7 811 862	7 811 862	7 811 862	7 811 862	2 591 866	2 013 130	2 013 130	33,18	25,77	25,77	72,76
Total Region : NORD	8 285 886	8 285 886	8 514 379	8 514 379	3 067 525	2 137 706	2 137 706	36,03	25,11	25,11	72,06

Niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Region : NORD OUEST											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	608 116	608 116	1 128 793	1 128 793	1 037 584	76 328	76 328	91,92	6,76	6,76	55,13
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	383 730	383 730	577 027	577 027	173 069	64 100	64 100	29,99	11,11	11,11	29,13
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	8 288 291	8 288 291	8 443 887	8 443 887	2 235 779	1 614 019	1 614 019	26,48	19,11	19,11	44,79
Total Region : NORD OUEST	9 280 137	9 280 137	10 149 708	10 149 708	3 446 432	1 754 447	1 754 447	33,96	17,29	17,29	44,99
Region : OUEST											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	604 816	604 816	2 433 248	2 433 248	1 023 432	973 300	973 300	42,06	40,00	40,00	51,46
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	1 611 527	1 071 527	2 105 789	1 565 789	687 579	456 979	456 979	43,91	29,19	29,19	52,10
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	10 869 320	10 869 320	11 258 210	11 258 210	4 759 926	2 605 574	2 605 574	42,28	23,14	23,14	69,52
Total Region : OUEST	13 085 663	12 545 663	15 797 248	15 257 248	6 470 937	4 035 853	4 035 853	42,41	26,45	26,45	66,65

Niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Region : SUD											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	597 253	597 253	2 085 291	2 085 291	1 103 905	784 121	784 121	52,94	37,60	37,60	38,40
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	1 502 526	1 367 545	1 669 332	1 534 351	565 218	179 538	179 538	36,84	11,70	11,70	40,51
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	7 800 835	7 800 835	8 078 580	8 078 580	3 110 640	650 458	650 458	38,50	8,05	8,05	55,18
Total Region : SUD	9 900 614	9 765 633	11 833 204	11 698 223	4 779 763	1 614 117	1 614 117	40,86	13,80	13,80	50,42
Region : SUD OUEST											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	245 684	186 952	335 709	276 977	202 449	139 573	139 573	73,09	50,39	50,39	66,33
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	605 131	605 131	926 640	926 640	455 605	189 596	189 596	49,17	20,46	20,46	48,20
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	8 380 531	8 380 531	8 669 193	8 669 193	4 043 892	1 193 730	1 193 730	46,65	13,77	13,77	51,21
Total Region : SUD OUEST	9 231 346	9 172 614	9 931 541	9 872 809	4 701 947	1 522 899	1 522 899	47,63	15,43	15,43	51,29

Niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
ENSEMBLE DES CREDITS DU BIP 2018 DELEGUES VERS LES REGIONS											
SERVICES DÉCONCENTRÉS REGIONAUX	4 670 156	4 361 924	11 217 385	10 909 153	6 477 484	2 962 600	2 962 600	59,38	27,16	27,16	55,20
SERVICES DÉCONCENTRÉS DEPARTEMENTAUX ET D'ARRONDISSEMENT	11 435 262	9 755 225	16 944 515	15 264 478	7 751 992	3 903 496	3 903 496	50,78	25,57	25,57	46,11
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DECENTRALISÉES	101 688 637	101 688 637	103 694 216	103 694 216	35 831 419	17 481 068	17 481 068	34,55	16,86	16,86	57,12
TOTAL CREDITS DU BIP 2021 DELEGUES VERS LES REGIONS	117 794 055	115 805 786	131 856 115	129 867 846	50 060 895	24 347 164	24 347 164	38,55	18,75	18,75	55,71

Source : MINEPAT

7.3. Fiches de synthèse sur l'exécution du BIP par région

Région de l'Adamaoua

✓ Situation de la contractualisation au terme du troisième trimestre de l'exercice 2021

La région de l'Adamaoua affiche, au 30 septembre de l'exercice budgétaire 2021, 362 marchés signés et notifiés sur les 368 recensés, soit un taux de signature et notification de **98,37%**. Les taux d'attribution des marchés et de lancement des appels d'offres sont respectivement de 99,46% et 99,67%. Les départements de Djerem et Mayo-Banyo sont, à date, les meilleurs dans la passation des marchés de la région avec la totalité des marchés signés.

Tableau 4 : Situation de la passation des Marchés

Mode de gestion	Situation de la Programmation			Lancement		Attribution		Signature des contrats	
	Projets recensés (a)	DAO attendus (b)	DAO reçus (c)	AO lancés (d)	% lancement des AO (d)/(b)	Marchés attribués (e)	% d'attribution (e)/(a)	Marchés signés et notifiés (f)	% signature /notification (f)/(a)
GESTION REGIONALE	7	7	7	6	85,71	6	85,71	6	85,71
DJEREM	47	47	47	47	100	47	100	47	100
FARO ET DEO	75	43	43	43	100%	75	100%	74	98,67
MAYO-BANYO	58	58	58	58	100%	58	100%	58	100
MBERE	67	67	67	67	100	66	98,50	66	98,51
VINA	114	78	78	78	100,00	114	100,00	111	97,37
ENSEMBLE REGION	368	300	300	299	99,67	366	99,46	362	98,37

Source : MINEPAT

✓ Situation de l'exécution physico-financière

Le taux d'exécution physique global des projets du BIP dans la Région de l'Adamaoua est de **76,39%** au 30 septembre 2021 contre **57,83%** à la même période de l'exercice 2020 soit une hausse de **18,56 points**. Les taux d'engagement et de liquidation sont respectivement de **55,60 %** et **33,34%**.

Tableau 5 : Situation de l'exécution physico-financière du BIP dans la Région de l'Adamaoua

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						

Département en fonction du niveau de gestion des	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	251 533	249 033	436 441	433 941	269 439	158 362	158 362	62,09	36,49	36,49	87,03
DJEREM	1 030 363	1 030 363	1 032 363	1 032 363	583 766	406 699	406 699	56,55	39,39	39,39	79,73
FARO ET DEO	1 500 297	1 500 297	1 520 887	1 520 887	897 144	427 249	427 249	58,99	28,09	28,09	86,48
MAYO BANYO	1 624 810	1 624 810	1 631 600	1 631 600	625 728	406 413	406 413	38,35	24,91	24,91	73,05
MBERE	1 405 030	1 405 030	1 456 820	1 456 820	314 651	215 841	215 841	21,60	14,82	14,82	54,79
VINA	2 546 332	2 546 332	2 571 332	2 571 332	2 117 052	1 268 653	1 268 653	82,33	49,34	49,34	81,70
Total Region : ADAMAOUA	8 358 365	8 355 865	8 649 444	8 646 944	4 807 780	2 883 217	2 883 217	55,60	33,34	33,34	76,39

Source : MINEPAT

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Niveau de gestion	Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
Régionale	Certains Maitres d'Ouvrage Délégué exécutent leurs projets sans associer les ingénieurs de l'Etat concernés et ne transmettent pas les documents liés à l'exécution desdits projets aux acteurs de la chaîne	Entreprandre une concertation entre le Chef de Division du Développement Régional des Services du Gouverneur de la Région de l'Adamaoua et le Chef Service Régional du Patrimoine de l'Etat des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières de l'Adamaoua à l'effet d'entrer en possession des documents relatifs à la réhabilitation du bâtiment abritant les locaux de la Délégation Régionale du MINDEVEL
Vina	Non remonté des données financières des communes au CFD	Contraindre les receveurs municipaux à faire remonter les données financières
	Non implication des départementaux dans les projets à gestion régionale et centrale	Impliquer les départementaux dans lesdits projets
	Non Remboursement des frais de transport des participants aux Comités Techniques Communaux	Envisager la régularisation des frais de transport des participants par certains maires
Faro-et-déo	Difficultés liées à l'exécution dans les délais des projets des appuis financiers aux GICs	Que les Maitres d'Ouvrages soumettent avant la fin du premier trimestre les Décisions de déblocage à Monsieur le Préfet pour signature.
	Difficultés liées à l'exécution du projet d'acquisition d'un Camion de génie Civil à la Commune de Mayo-Baleo.	Envisager une concertation entre le Maire de la Commune de Mayo- Baléo, le DDDDEL/F&D, le DDEPAT/F&D, le DDMAP/F&D, et le Contrôleur Financier Départemental du Faro et Déo à l'effet de trouver une solution permettant l'exécution du projet d'acquisition d'un Camion de Génie Civil à la Commune de Mayo-Baléo.
Mayo-Banyo	Difficultés de paiement des indemnités des membres des commissions et sous-	Que les maîtres d'ouvrages et maitres d'ouvrages délégués prennent des dispositions pour

Niveau de gestion	Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
	commissions internes de passation des marchés	le paiement des dites indemnités aux différents membres
	Lentement dans la transmission des documents contractuels	Accélérer le processus de transmission desdits documents
	Pénible mobilité des prestataires et des sectoriels de suivi et de contrôle des projets due à l'enclavement du département	Désenclaver le département à travers la réhabilitation et le bitumage des routes
	Insuffisance des moyens alloués aux sectoriels de suivi et de contrôle de l'exécution des projets	Solliciter auprès des hiérarchies concernées une augmentation des moyens de suivi et de contrôle
	Insuffisance des frais de fonctionnement des Comités Techniques Communaux de suivi et de l'exécution physico-financière des projets BIP	Que le MINEPAT augmente les ressources allouées au fonctionnement des comités.
Mbére	Absence de matériels roulants et particulièrement des motos tout terrain	Doter la Délégation de trois motos tout terrain
	Insuffisance des moyens financiers pour le fonctionnement normal de la Délégation Départementale	Doter la Délégation Départementale des crédits suffisants pour son fonctionnement
	Absence de dotation en crédits pour le fonctionnement de la Sous-Commission de maturation des projets	Doter la Sous-Commission de maturation des projets d'une dotation de crédits pour son fonctionnement
	La case de passage de la délégation est dans un état délabré et non équipée	Réhabiliter et équiper la case de passage de la délégation
DJEREM	La non maturité de certains projets retardant le processus de passation des Marchés	La mise à jour des études techniques avant le lancement de chaque appel d'offres
	Le refus de certains adjudicataires de souscrire au contrat ou de se faire notifier le démarrage des travaux	Les Maîtres d'Ouvrages doivent observer les délais prescrits par le code des Marchés Publics faute de quoi appliquer les sanctions prévues par la réglementation
	Insuffisance remontée des données par les acteurs	Prévoir dans la circulaire d'exécution de la Loi des finances, une rubrique relative à la transmission de tous les documents d'exécution du BIP par les Maîtres d'Ouvrages, les Ingénieurs (Etat d'exécution mensuel des projets) et les services financiers (Etat de paiement mensuel du Bip) au MINEPAT.
	En ce qui concerne les travaux neufs, les travaux publics ne disposent pas de personnel suffisant et des moyens conséquents pour le suivi efficace des projets	Doter les ingénieurs de l'Etat des moyens leur permettant de se déployer efficacement sur le terrain

Région du Centre

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

Sur les **1 052** marchés recensés et programmés dans l'ensemble de la Région du Centre, **913** projets ont été lancés et **550** contrats signés et notifiés.

Les statistiques de la contractualisation dans la Région du Centre au 30 septembre sont les suivantes :

- **Lancement : 86,79 %**, contre **68,55 %** à la même période en 2020, Soit une **hausse de 18,24 points** ;
- **Attribution : 75,19 %**, contre **36,15 %** à la même période en 2020, Soit une **hausse de 39,04 points** ;
- **Signature et notification : 52,28 %**, contre **15,05 %** à la même période en 2020, Soit une **hausse de 37,23 points** ;
- **Démarrage des travaux : 46,77 %** contre **12,96 %** à la même période en 2020, Soit une **hausse de 33,81 points** ;
- **Réception: 5,04 %** contre **0,94 %** à la même période en 2020, Soit une **hausse de 4,10 points**.

Tableau 6 : Situation de la passation des Marchés

N°	MO/MOD	Situation effective	Lancement		Attribution		Signature des contrats		Démarrage des prestations		Réception des prestations	
		Nombre de projets effectifs (a)	Nombre de projets lancés (c)	% lancés (c/a)	Nombre de marchés attribués (e)	% attribués (e/a)	Nombre de contrats signés et notifiés (h)	% des contrats signés et notifiés (h/a)	Nombre d'OSD notifiés (j)	% d'OSD notifiés (j/a)	Nombre de contrats réceptionnés (l)	% réception (l/a)
1	Services Régionaux	18	17	94,44%	17	94,44	17	94,44	14	77,78	2	11,11
2	Haute Sanaga	87	87	100,00%	87	100,00	87	100,00	86	98,85	10	11,49
3	Lekié	131	117	89,31%	104	79,39	66	50,38	50	38,17	2	1,53
4	Mbam et Inoubou	143	122	85,31%	113	79,02	70	48,95	59	41,26	2	1,40
5	Mbam et Kim	57	55	96,49%	44	77,19	26	45,61	26	45,61	0	0,00
6	Mefou et Afamba	116	101	87,07%	78	67,24	60	51,72	58	50,00	13	11,21
7	Mefou et Akono	101	85	84,16%	69	68,32	47	46,53	36	35,64	4	3,96
8	Mfoundi	92	64	69,57%	54	58,70	29	31,52	21	22,83	1	1,09

N°	MO/MOD	Situation effective	Lancement		Attribution		Signature des contrats		Démarrage des prestations		Réception des prestations	
		Nombre de projets effectifs (a)	Nombre de projets lancés (c)	% lancés (c/a)	Nombre de marchés attribués (e)	% attribués (e/a)	Nombre de contrats signés et notifiés (h)	% des contrats signés et notifiés (h/a)	Nombre d'OSD notifiés (j)	% d'OSD notifiés (j/a)	Nombre de contrats réceptionnés (l)	% réception (l/a)
9	Nyong et Kellé	113	93	82,30%	82	72,57	53	46,90	53	46,90	8	7,08
10	Nyong et Mfoumou	109	94	86,24%	73	66,97	31	28,44	31	28,44	10	9,17
11	Nyong et So'o	85	78	91,76%	70	82,35	64	75,29	58	68,24	1	1,18
Total		1052	913	86,79%	791	75,19	550	52,28	492	46,77	53	5,04

Source : DREPAT/CENTRE

✓ Situation de l'exécution physico-financière

Dans la Région du Centre, le taux d'exécution physique global des projets du BIP est de **47,92%** au 30 septembre 2021 contre **28,81%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **19,11 points**. Les taux liquidation et d'Ordonnancement sont de **14,67%**.

Tableau 7 : Situation de l'exécution physico-financière du BIP dans la Région du Centre au 30 septembre 2021.

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	686 662	636 662	1 396 239	1 346 239	1 008 669	269 210	269 210	74,92	20,00	20,00	57,04
HAUTE SANAGA	2 160 807	2 160 807	2 264 139	2 264 139	539 206	301 953	301 953	23,82	13,34	13,34	56,40
LEKIE	2 714 743	2 584 743	2 819 916	2 689 916	415 452	376 857	376 857	15,44	14,01	14,01	56,31
MBAM ET INOUBOU	2 698 412	2 698 412	2 725 236	2 725 236	927 747	321 043	321 043	34,04	11,78	11,78	54,16

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
MBAM ET KIM	1 305 260	1 305 260	1 334 213	1 334 213	369 850	130 028	130 028	27,72	9,75	9,75	53,15
MEFOU ET AFAMBA	2 941 192	2 796 192	2 952 882	2 807 882	978 915	634 141	634 141	34,86	22,58	22,58	54,16
MEFOU ET AKONO	2 165 225	1 915 225	3 851 914	3 601 914	1 240 666	392 108	392 108	34,44	10,89	10,89	30,72
MFOUNDI	2 960 285	2 530 729	3 867 656	3 438 100	1 718 828	545 691	545 691	49,99	15,87	15,87	26,18
NYONG ET KELLE	2 572 621	2 572 621	2 594 408	2 594 408	1 082 837	401 690	401 690	41,74	15,48	15,48	56,22
NYONG ET MFOUMOU	2 004 058	2 004 058	2 131 875	2 131 875	408 196	303 972	303 972	19,15	14,26	14,26	56,86
NYONG ET SO'O	1 975 766	1 975 766	2 019 278	2 019 278	299 813	278 057	278 057	14,85	13,77	13,77	48,89
Total Region : CENTRE	24 185 031	23 180 475	27 957 756	26 953 200	8 990 179	3 954 751	3 954 751	33,35	14,67	14,67	47,92

Source : MINEPAT

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
Les actes de régulation de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ne sont toujours pas systématiquement respectés	Intensifier l'application des actes de régulation par les acteurs incriminés et sanctionner tous les acteurs qui bafouent les actes de régulation suivant l'article 188 du CMP.
Maturation des projets Les Services des Maîtres tardent à s'imprégner des éléments de maturation suivant le type de prestation	Appliquer l'article 8 du Code des Marchés Publics qui stipule que les SIGAMP apportent une assistance dans l'exécution de leurs attributions, notamment au stade de la maturation des projets

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
Des attributions des marchés sont faites en dépassement des montants prévisionnels	Veiller à la conformité des montants des marchés en rapport aux montants prévisionnels
Des attributions sont faites en marge de la réglementation (contraires à l'avis de la Commission de Passation des Marchés)	Se conformer à la réglementation en vigueur notamment le Code des marchés et les textes réglementaires subséquents
Absence de synergies entre les Délégués Départementaux de la chaîne de contractualisation et d'exécution des projets au niveau de la diffusion de l'information	Etablir des programmes de descente pour la consolidation des informations et des cadres anticipés de concertation pour l'harmonisation des données
Les ingénieurs de contrôle sont régulièrement absents lors des sessions des comités ou cadre de concertation dans les départements	Réitérer leur participation à ces échéances et l'importance de leur présence
Démarrage de certaines prestations sans ordre de service de démarrage	Rappeler les prestataires à l'ordre quant à l'obtention de l'ordre de service de démarrage avant exécution des travaux
Les receveurs municipaux ne sont pas souvent invités lors de la tenue des cadres de concertation pour faciliter la remontée des informations	Les autorités administratives doivent exiger la présence des receveurs des finances et des receveurs municipaux lors de la tenue des cadres de concertation
Les Prestataires ne soumettent pas pour la plupart des Décomptes mensuels pour engagement	S'assurer que les prestataires transmettent leur décompte mensuel tel que prévu dans leurs contrats
Retard dans l'exécution des projets d'électrification et d'eau	Servir les lettres d'observation aux entreprises qui affichent un écart de plus de 10% entre le taux d'exécution des chantiers et la consommation des délais
Absence de compte rendu sur la gestion des projets à financement conjoint	Recenser et mobiliser les projets à financement conjoint
Marchés abandonnés, inachevés, résiliés ou mal exécutés	Procéder au recensement des marchés à problèmes suivant la fiche élaborée par le Ministère des Marchés Publics et transmettre les résultats aux Services du MINMAP pour prise de décision.

Région de l'Est

✓ Situation de la contractualisation au terme du troisième trimestre de l'exercice 2021

La Région de l'Est, affiche au 30 septembre de l'exercice budgétaire 2021, 357 contrats sont signés et notifiés sur 378 projets contrats recensés, soit un taux de signature et notification de **94,44%**. Les taux d'attribution des marchés et de lancement des appels d'offres sont respectivement de 98,41% et 99,73%. Les départements du Haut-Nyong et du Lom et Djerem affichent les meilleures performances en ce qui concerne la contractualisation des projets dans la Région de l'Est.

Tableau 1 : Situation de la passation des Marchés au 30 septembre 2021

Mode de gestion	Situation de la Programmation		Lancement			Attribution		Signature des contrats	
	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés (f)	% signature /notification
	(a)	(b)	(c)	(d)	(d)/(b)	(e)	(e)/(a)		(f)/(a)
Gestion régionale	11	09	09	09	100,00	09	100,00	09	100,00
Département Boumba et Ngoko	42	35	34	34	97,14	41	97,61	41	97,61
Département Kadey	76	76	76	76	100,00	75	98,68	61	80,26
Département Haut-Nyong	136	136	136	136	100,00	136	100,00	135	99,26
Département Lom et Djerem	113	113	112	113	100,00	111	98,23	111	98,23
TOTAL EST	378	369	367	368	99,73	372	98,41	357	94,44

Source : MINEPAT

✓ Situation de l'exécution physico-financière

Le taux d'exécution physique global des projets du BIP dans la Région de l'Adamaoua est de **52,34%** au 30 septembre 2021 contre **24,27%** à la même période de l'exercice 2020 soit une hausse de **28,07 points**. Les taux d'engagement et de liquidation sont respectivement de **14,27%** et **3,62%**.

Tableau 8 : Situation de l'exécution physico-financière du BIP dans la Région de l'Adamaoua

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	658 973	541 973	1 383 007	1 266 007	408 260	46 243	46 243	32,25	3,65	3,65	74,96
BOUMBA NGOKO	1 110 110	1 110 110	1 116 900	1 116 900	528 795	163 896	163 896	47,34	14,67	14,67	42,52
HAUT NYONG	3 969 964	3 919 464	4 022 214	3 971 714	827 790	123 974	123 974	20,84	3,12	3,12	47,96
KADEY	1 959 220	1 959 220	2 006 236	2 006 236	497 324	474 816	474 816	24,79	23,67	23,67	56,38
LOM-ET-DJEREM	2 407 119	2 407 119	2 535 474	2 535 474	531 448	71 596	71 596	20,96	2,82	2,82	53,32
Total Region : EST	10 105 386	9 937 886	11 063 832	10 896 332	2 793 618	880 525	880 525	25,64	8,08	8,08	52,34

Source : MINEPAT

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Niveau de Gestion	Difficultés	Recommandation
DR EST	Lenteur dans le processus de contractualisation des projets	Les maitres d'ouvrage devront démarrer dans les délais la contractualisation des projets pour l'exercice 2021.
	Faible appropriation des dispositions du Code des Marchés publics par certains acteurs du processus de contractualisation	L'Agence de Régulation des Marchés Publics devra organiser un séminaire d'appropriation dudit code.
	Manque de visibilité sur l'exécution des projets à gestion centrale s'exécutant en Région	Les responsables des services centraux devront transmettre la documentation relative aux projets à gestion centrale aux services déconcentrés pour des besoins de suivi.
	L'insuffisance des moyens logistiques, humains et matériels pour le suivi des projets dans la Région	Lors de la budgétisation, des ressources conséquentes devront être allouées aux Ingénieurs pour le suivi de proximité des projets.
	Les retards dans la prise en charge des décomptes pour des prestations réalisées au cours des exercices antérieurs entrainant le désintérêt des prestataires à soumissionner aux marchés publics	Le MINFI devra approvisionner la trésorerie Générale afin de prendre en charge lesdits décomptes.
	Les maîtres d'ouvrage et chefs de service des marchés ne disposent pas de moyens	Doter chaque gestionnaire de crédit de moyens nécessaires pour la prise en charge

Niveau de Gestion	Difficultés	Recommandation
	pour la prise en charge des commissions de réception des projets	des indemnités de la commission de réception de projet
	Plusieurs projets attribués n'ont pas démarré	Que les gestionnaires de crédit engagent les procédures de résiliation des projets non démarrés pour que les entreprises adjudicataires de ces projets soient sanctionnées comme le prévoit la loi en vigueur
DD BOUMBA ET NGOKO	Le refus de certains Maître d'Ouvrage de produire les drafts de DAO.	Rappel à l'ordre des MO retardataires.
	Réticence des prestataires à venir soumissionnés dans le Département à cause de l'enclavement poussé de celui-ci et des faibles dotations allouées aux projets.	Tenir compte du fort enclavement du Département dans l'allocation des dotations aux projets.
	Non-respect de la périodicité de tenue des comités communaux de suivi du BIP dans communes.	Poursuivre la sensibilisation des Maires sur l'importance de la tenue des Comités Communaux
	Faible mobilisation des prestataires après la notification des Ordres de Service de Démarrage des travaux	Servir les mises en demeure à ces prestataires
	Transmission tardive de la documentation de contractualisation aux ingénieurs de suivi et à la DD MINMAP pour le suivi de la réalisation des projets par les maîtres d'ouvrages.	Transmettre systématique toute la documentation aux Ingénieurs et à la DD MINMAP pour exploitation afin de mieux suivre les projets sur le terrain
DD HAUT NYONG	Non transmission de la documentation relative à la contractualisation des projets aux responsables locaux du MINEPAT et du MINMAP	Attirer l'attention des Maitres d'Ouvrage sur la nécessité de transmettre ladite documentation auxdits responsables locaux
	Défaillance de certaines entreprises entraînant de nombreux projets abandonnés (12) et en attente de démarrage (55)	Les différents Maitres d'Ouvrage devront servir des mises en demeure aux entreprises concernées
	Fort enclavement du Département et coûts peu attractifs des projets entraînant l'infructuosité de nombreux projets	Tenir compte de l'enclavement du Département et de sa spécificité dans l'allocation des ressources.
DD KADEY	Non-respect des dispositions du Code des marchés par certains acteurs de la contractualisation	Interpeler les Maires desdites communes
	Non-respect du journal de programmation des marchés par certains Maitres d'Ouvrage	Saisir les Maîtres d'Ouvrage concernés
DD LOM ET DJEREME	Faible maturation des projets	Impliquer les services techniques compétent dans la maturation de chaque projet.
	Non-paiement des arriérés de sessions des commissions de passation des marchés, ce qui cause des retards, certains présidents exigent le paiement préalable pour pouvoir tenir les sessions ;	Prendre des mesures en vue du paiement des arriérés des sessions des commissions de passation des marchés
	Absentéisme lors des réunions de comités, sous-comités et CCM.	Rappeler à l'ordre l'autorité administrative des absentéistes

Source : DREPAT/EST

Région de l'Extrême-Nord

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

Au titre de l'exercice 2021, **721** projets ont fait l'objet de Marchés dans la Région de l'Extrême-Nord. Rendus au terme du premier semestre, **607** Marchés ont été notifiés, soit un taux de **83%**, contre **78%** à la même période de l'année dernière.

Tableau 1 : Situation de la passation des Marchés au 30 septembre 2021

	Situation de la Programmation		Lancement			Attribution		Signature des contrats	
	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés (f)	% signature /notification
	(a)	(b)	(c)	(d)	(d)/(b)	(e)	(e)/(a)	(f)	(f)/(a)
DR EXTREME-NORD	16	16	16	16	100,00	16	100,00	16	100,00
DD DIAMARE	107	106	106	105	99,06	104	97,20	104	97,20
DD LOGONE ET CHARI	145	141	141	141	100,00	141	97,24	136	93,79
DD MAYO-KANI	129	129	129	129	100,00	129	100,00	86	66,67
DD MAYO-SAVA	51	51	51	51	100,00	51	100,00	51	100,00
DD MAYO TSANAGA	112	111	111	111	100,00	110	98,21	108	96,43
DD MAYO-DANAY	167	167	163	163	97,60	157	94,01	106	63,47
TOTAL EXTREME-NORD	727	721	717	716	99,31	708	97,39	607	83,49

✓ Situation de l'exécution physico-financière du BIP 2020 au 30 septembre 2021

Globalement, la Région de l'Extrême-Nord enregistre au terme du troisième trimestre de l'exercice 2021, un taux de réalisation physique de **55,85%** contre **30,71%** à la même période de l'exercice 2020, soit une augmentation de **25,14 points**. La situation détaillée se présente comme suit :

Tableau 2 : État d'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 dans la Région de l'Extrême-Nord

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	308 848	308 848	752 100	752 100	690 004	343 562	343 562	91,74	45,68	45,68	72,26

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
DIAMARE	2 737 999	2 737 999	2 823 326	2 823 326	1 024 235	868 781	868 781	36,28	30,77	30,77	44,25
LOGONE ET CHARI	3 714 407	3 714 407	4 411 897	4 411 897	2 444 301	1 313 550	1 313 550	55,40	29,77	29,77	65,55
MAYO DANAY	3 168 306	3 168 306	3 357 144	3 357 144	1 224 473	591 362	591 362	36,47	17,62	17,62	58,43
MAYO KANI	2 416 349	2 416 349	2 917 480	2 917 480	1 293 626	431 697	431 697	44,34	14,80	14,80	52,30
MAYO TSANAGA	2 146 142	2 146 142	2 178 096	2 178 096	304 219	223 743	223 743	13,97	10,27	10,27	48,53
MAYO-SAVA	1 184 041	1 184 041	1 186 041	1 186 041	501 796	254 493	254 493	42,31	21,46	21,46	54,48
Total Region : EXTREME NORD	15 676 092	15 676 092	17 655 875	17 655 875	7 497 550	4 027 187	4 027 187	42,46	22,81	22,81	55,85

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

N°	Difficultés	Recommandations formulées
1	Retard dans la préparation technique et la transmission des DAO par certains Maîtres d'Ouvrages/ Maitre-d'Ouvrage Délégués	Poursuivre la sensibilisation les Maitres-d'Ouvrage/Maitres-d'Ouvrage Délégués à la préparation, en année N-1, des DAO relatifs aux Marchés à passer en année N
2	Non-respect des procédures de passation des Marchés par voie de gré à gré par les Exécutifs communaux	Capitaliser les instances de suivi participatif mises en place localement pour s'assurer d'une meilleure appropriation, par les exécutifs communaux Maitre-d'Ouvrage, des procédures en vigueur relatives à la commande publique
3	Délais relativement long entre l'attribution et la signature des Marchés par Maires, Maîtres d'Ouvrage	
4	Qualité approximative des Lettres-commande et Marchés élaborés par les services techniques des Maires Maitre -d'Ouvrages	Poursuivre la formation à la passation en ligne des Marchés de tous les intervenants de la chaîne de passation des marchés.
5	faible niveau de réalisation physique des projets d'électrification en support bois et les projets de reboisement	Nécessité d'établissement annuel par le MINEPDED, d'un calendrier de période favorable au reboisement

6	faible implication des responsables locaux dans la plate-forme d'échanges sur les Investissements Publics mise en place au niveau des partenaires (PNDP, FEICOM...) et lors des Comités Techniques Communaux ;	Poursuivre la sensibilisation sur la nécessité d'impliquer tous les acteurs locaux intervenant dans le processus d'exécution du BIP Régional
7	Ressources insuffisantes allouées au fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés	Aux Maîtres-d'Ouvrage, prévoir dans leurs budgets respectifs des frais pour le fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés

Source : DREPAT/EXTREME-NORD

Région du Littoral

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

La Région du Littoral recense environ 346 projets du BIP pour l'exercice 2021. 328 sur 338 DAO attendus en commission sont signés et notifiés à la date du 30 septembre 2021, soit un taux de signature et notification de **94,80 %** contre **95,5 %** à la même période de l'exercice 2020, soit une baisse de **0,7 point**. Les départements du NKAM et du WOURI enregistrent les meilleurs taux de signature des contrats soit **100 %**.

Tableau 1 : Situation de la passation des Marchés au 30 septembre 2021

Niveau de gestion	Situation de la Programmation		Lancement			Attribution		Signature des contrats	
	Nombre de projets recensés (a)	Nombre de DAO attendus (b)	Nombre de DAO reçus (c)	Nombre des AO lancés (d)	% lancés (d)/(b)	Nombre de contrats attribués (e)	% attribués (e)/a)	Nombre de contrats signés et notifiés (f)	% signés et notifiés = (f)/(a)
DR LITTORAL	13	13	11	11	84,6	11	84,6	10	76,9
DD MOUNGO	110	106	103	103	97,2	107	97,3	103	93,6
DD NKAM	49	49	49	49	100,0	49	100,0	49	100,0
DD SANAGA MARITIME	132	128	126	126	98,4	125	94,7	124	93,9
DD WOURI	42	42	42	42	100,0	42	100,0	42	100,0
TOTAL LITTORAL	346	338	331	331	97,93	334	96,53	328	94,80

✓ Situation de l'exécution physico-financière du BIP 2021 au 30 septembre 2021

Le taux d'exécution physique global des projets du BIP au 30 septembre 2021 est de **54,79 %** contre **34,54 %** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **20,25 points**. S'agissant de l'exécution financière, Les taux d'engagement et de liquidation sont respectivement de **34,29%** et **15,03 %**. Le département du NKAM affiche le meilleur taux d'exécution physique des projets soit **75,39 %**.

Tableau 2 : État d'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 dans la Région du Littoral

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	478 437	398 437	919 092	839 092	451 900	126 528	126 528	53,86	15,08	15,08	34,21
MOUNGO	3 186 188	3 186 188	3 179 537	3 179 537	956 864	449 848	449 848	30,09	14,15	14,15	51,93
NKAM	1 282 720	1 282 720	1 289 510	1 289 510	799 015	370 697	370 697	61,96	28,75	28,75	75,39
SANAGA MARITIME	3 322 756	3 322 756	3 378 255	3 378 255	504 579	416 563	416 563	14,94	12,33	12,33	50,82
WOURI	1 415 433	1 415 433	1 536 735	1 536 735	792 806	172 827	172 827	51,59	11,25	11,25	56,99
Total Region : LITTORAL	9 685 534	9 605 534	10 303 130	10 223 130	3 505 164	1 536 462	1 536 462	34,29	15,03	15,03	54,79

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Difficultés	Recommandation
Faible taux d'engagement et de liquidation des crédits BIP 2021 par rapport au taux d'exécution physique	Inviter les Maitres d'ouvrages et les ingénieurs à diligenter les procédures d'engagement des crédits en tenant compte de la date butoir de fin des engagements (Courant novembre 2021).
Retard dans la transmission des rapports des Comités Techniques Communaux	Demander aux exécutifs communaux de transmettre les rapports aux DD MINEPAT dans les délais prescrits.
Le non-paiement ou le paiement tardif des indemnités de sessions des membres de CIPM, CDPM et CRPM.	mettre à la disposition des commissions compétentes les moyens nécessaires pour mener à bien leurs missions.
Insuffisance des ressources pour le suivi de l'exécution des Marchés	mettre à disposition des moyens subséquents pour le Suivi et le contrôle des projets conformément à l'article 43 alinéa (a) du nouveau code des marchés publics.

Difficultés	Recommandation
Non tenue des Comités Techniques Communaux par certaines Communes (Baré)	Les Maires des Communes (Présidents des Comités Techniques Communaux) doivent se conformer au décret N° 2013/7987/PM du 13/09/2013 du Premier Ministre
Non démarrage à ce jour des travaux de certains projets dont les contrats et les OS ont été signés et notifiés et dont les taux de consommation des délais contractuels sont élevés	adresser les mises en demeure aux prestataires concernés.
Faible taux d'engagement et de liquidation des dotations des crédits des prestations exécutés	amener les prestataires à solliciter des décomptes partiels.
Non résiliation des contrats (LC/M) des projets abandonnés des années antérieures	déclencher la procédure de résiliation des contrats dont les projets sont abandonnés et les reprogrammer pour les exercices futurs.
Modifications récurrentes des contrats en cours d'exécution par des calages des quantités par les ingénieurs en lieu et place des avenants.	respecter les instructions de l'article 130 du Code des Marchés Publics
Faible remontée des données de l'exécution financière des projets	transmettre à l'autorité Administrative les rapports mensuels de l'exécution financière des projets
Certains MO n'associent toujours pas les Ingénieurs dans l'élaboration des DAO ; Les Ingénieurs ne sont pas pris en compte dans la maturation des projets ;	Associer les ingénieurs à élaboration des DAO ; Prévoir, en plus du devis de l'exécution du projet, un devis pour la maîtrise d'œuvre et la maturation (1% du coût du projet) pour la prise en charge des ingénieurs ;
Non implication de certains ingénieurs dans le suivi des projets ;	impliquer les ingénieurs dans l'exécution et le suivi des projets ;
Non transmission des rapports des Comités Techniques Communaux	Saisir les Maires des communes concernées pour un rappel à l'ordre et un délai d'une semaine leur a été donné pour la transmission desdits rapports
Retard dans l'exécution physique de certains projets	Assigner des mises en demeure à toutes les entreprises dont le taux de consommation des délais est largement supérieur au taux d'exécution physique
Faible niveau d'exécution financière du BIP	Sensibiliser les prestataires pour la production des décomptes partiels

Source : DREPAT/LITTORAL

Région du Nord

✓ Situation de la contractualisation au terme du troisième trimestre de l'exercice 2021

Dans la Région du Nord, sur les **397** DAO transmis en Commission de Passation de Marchés, **397** Appels d'Offres ont été lancés et **392** marchés attribués, soit un pourcentage de lancement de **100%** pour un taux de lancement de **98,74%**. Ces taux étaient respectivement de **90,29%** et **84,90%** à la même période de l'exercice 2020. Par ailleurs, **374** marchés sont notifiés et signés, soit **94,21%** contre **76,04%** à la même période en 2020.

Tableau 1 : Situation de la passation des Marchés

Mode de gestion	Situation de la Programmation			Lancement		Attribution		Signature des contrats	
	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés (f)	% signature /notification
	(a)	(b)	(c)	(d)	(d)/(b)	(e)	(e)/(a)	(f)	(f)/(a)
Gestion régionale	7	7	7	7	100,00	7	100,00	7	100,00
Bénoué	213	213	213	213	100,00	211	99,06	213	100
Faro	34	34	34	34	100,00	34	100,00	34	100,00
Mayo-Louti	65	65	52	52	100,00	62	100,00	50	80,65
Mayo-Rey	73	73	73	73	100,00	73	100,00	72	98,63
Ensemble Région	387	387	387	387	100,00	384	99,22	370	95,61
Délégations Ponctuelles	10	10	10	10	100,00	8	80,00	4	40,00
Ensemble Région (397	397	397	397	100,00	392	98,74	374	94,21

Source : DREPAT/LITTORAL

✓ Situation de l'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021

Dans la Région du Nord, le taux de l'exécution physique des projets à gestion régionale au 30 septembre 2021 est de **72,06%** et le taux de liquidation **25,11%**.

Tableau 2 : État d'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 dans la Région du Nord.

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	229 834	229 834	347 464	347 464	281 842	45 374	45 374	81,11	13,06	13,06	55,56
BENOUE	4 722 332	4 722 332	4 813 114	4 813 114	1 244 433	1 175 542	1 175 542	25,86	24,42	24,42	69,45
FARO	661 090	661 090	667 880	667 880	658 174	131 875	131 875	98,55	19,75	19,75	93,81
MAYO LOUTI	1 263 910	1 263 910	1 270 410	1 270 410	245 109	163 709	163 709	19,29	12,89	12,89	78,96
MAYO REY	1 408 720	1 408 720	1 415 510	1 415 510	637 967	621 205	621 205	45,07	43,89	43,89	68,56
Total Region : NORD	8 285 886	8 285 886	8 514 379	8 514 379	3 067 525	2 137 706	2 137 706	36,03	25,11	25,11	72,06

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Niveau de gestion	Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
Régionale	Lenteur dans la transmission des plans de passation des marchés de certains projets à la Délégation Régionale du MINMAP pour suivi	Transmettre systématiquement les listes des projets financés par les programmes et projets à la DR/MINMAP/NO pour faciliter leur suivi et vulgarisation
	Difficile exécution des projets issus des exercices antérieurs 2017, 2018 et 2019	Présenter les situations exactes des projets des exercices antérieurs avant la prochaine session du Sous-Comité Technique Régional (Prochaine session du Cadre de concertation)
	Difficulté relative à la construction de la Délégation Régionale MINADER-NORD	Prendre les dispositions nécessaires à l'effet d'éviter la forclusion des crédits dédiés au projet de la construction de la Délégation Régionale

Niveau de gestion	Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
		MINADER-NORD
	Difficile exécution du projet du forage équipé de PMH à LASSERE (Tcholliré), en raison des difficultés liées à, l'accès du site	Servir une mise en demeure à l'entreprise en question
	Lenteur observée au niveau du Contrôle Financier Départemental du Mayo-Louti pour la pose du visa budgétaire sur les lettres-Commandes et les Bons de Commandes	Lire et corriger l'intégralité des documents (Lettre commandes et BCA) avant de les acheminer pour prise en compte dans le but de réduire la durée du traitement de ces dossiers
Faro	Retard dans la transmission des documents contractuels aux acteurs concernés par l'exécution des projets	Transmettre à temps tous les documents contractuels aux acteurs concernés par l'exécution des projets.
	les Ingénieurs de suivi ne sont souvent pas impliqués à la préparation des documents	Toujours saisir les Ingénieurs de suivi pour la bonne exécution des travaux
	Les Commissions de passation de marchés ne disposent pas de fonds nécessaires pour leur fonctionnement optimal	Pourvoir les commissions en fonds nécessaires à leur fonctionnement
Bénoué	Les données relatives à la contractualisation des commissions internes des CTD doivent être acheminées vers tous les acteurs de la chaîne du suivi des investissements à temps	Les Maires doivent être sensibilisés permanemment et remobilisés pour ce faire
	L'enclavement de certains sites des projets en ce début de pluviométrie abondante. Certains ingénieurs de suivi (MINTP, MINCAF, MINEE) ne disposent pas de matériel roulant (véhicule pick-up)	Pourvoir les équipes de suivi en motos plus opérationnelles dans certains endroits en période de pluviométrie abondante et octroyer aux administrations ingénieurs de l'Etat (MINTP, MINCAF, MINEE) des pick-up pour les descentes relatives au suivi.
Mayo-Rey	Manque de suivi de proximité des projets au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées	Redynamiser le travail des services techniques communaux et des Cadres Communaux chargés du Développement
	Plusieurs projets du BIP 2021 présentent un taux d'exécution physique de 0%	Demander aux Maires concernés et les ingénieurs de suivi de déclencher la procédure de mise en demeure des Entreprises qui tardent à se mobiliser sur les sites desdits projets.
Mayo-Louti	Les Mairies ne donnent pas les données/informations sur l'exécution des projets	Inviter les Maires de mettre à la disposition de tous les sectoriels impliqués (MINEPAT, MINMAP, MINTP, MINEE, MINDCAF, MINEDUB...etc.), tous les documents relatifs et par étape à l'exécution du BIP 2021

Source : DREPAT/NORD

Région du Nord-Ouest

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, le taux de signature des marchés sur budget d'investissement public alloué à la Région du Nord-Ouest se situe à **92,63%** contre **88,7 au 30 septembre 2020, soit une hausse de 3,93 points**. Toutefois, il convient de souligner le taux de signature des marchés pendant la période susmentionnée est en baisse dans les Départements de Bui, de Donga Mantung, de la Mezam et de Ngoketunjia. Au 30 septembre 2020, le Département de Boyo affichait le taux de signature des marchés le plus bas (34%), soit une augmentation de 66 points. Par contre qui était en tête de classement enregistre une baisse de 25,89 points, ce qui le place au bas de l'échelle en 2021.

Tableau 1 : Situation de la passation des marchés au 30 septembre 2021

Niveau de gestion	Situation de la Programmation		Lancement			Attribution		Signature des contrats	
	Nombre de projets recensés (a)	Nombre de DAO attendus (b)	Nombre de DAO reçus (c)	Nombre des AO lancés (d)	% lancés (d)/(b)	Nombre de contrats attribués (e)	% attribués (e)/a)	Nombre de contrats signés et notifiés (f)	% signés et notifiés =(f)/(a)
DR NORD-OUEST	11	11	11	11	100	10	90,9	10	90,9
DD BOYO	45	45	45	45	100	45	100	45	100
DD BUI	54	54	52	52	96,29	52	96,29	52	96,29
DD DONGA-MANTUNG	50	50	50	50	100	49	98	49	98
DD MENCHUM	27	27	27	27	100	26	96,29	26	96,29
DD MEZAM	85	83	81	81	95,29	84	98,82	63	74,12
DD MOMO	45	45	45	45	100	44	97,77	44	97,77
DD NGOKETUNJIA	39	39	39	39	100	39	100	38	97,43
TOTAL NORD-OUEST	356	354	350	350	99,15	349	98,86	327	92,63

Source : DREPAT/NORD-OUEST

✓ Situation de l'exécution physico-financière du BIP 2021 au terme du troisième trimestre 2021

La situation de l'exécution des dépenses sur le BIP de la Région du Nord-Ouest affiche un taux de liquidation de **17,29% au 30 septembre 2021** contre **7,86%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **09.43** points. Cette augmentation en glissement est observée à tous les

niveaux de gestion. Une analyse par niveau de gestion permet de relever que le taux de liquidation des dépenses sur crédits délégués aux services déconcentrés régionaux est le plus bas en 2021 alors qu'en 2020 le Département de Boyo affichait le plus faible taux.

En ce qui concerne la réalisation physique des projets dans cette région, le taux global y relatif est estimé à **44,99 %** au 30 septembre 2021 contre **21,95%** à la même période de l'exercice précédent, soit un bond de **23,04** points. L'embellie observée au niveau de l'ensemble de la Région l'est aussi au niveau pour les différents niveaux de gestion. Si en 2020 le Département de BOYO affichait le plus faible taux de réalisation physique au 30 septembre, en 2021, il s'agit du Département de Bui.

Le niveau de réalisation physique observé dans la Région du Nord-Ouest en général, et en particulier dans le Départe de Bui s'explique principalement par les lenteurs enregistrées dans l'exécution des Bons de Commande dont la dotation cumulée présente une proportion importante dans le BIP du Nord-Ouest.

Tableau 2 : Situation de l'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 par niveau de gestion

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	608,116	608,116	1,128,793	1,128,793	1,037,584	76,328	76,328	91.92	6.76	6.76	55.13
BOYO	1,006,439	1,006,439	1,013,229	1,013,229	733,311	238,327	238,327	72.37	23.52	23.52	52.12
BUI	1,569,593	1,569,593	1,576,383	1,576,383	175,382	109,641	109,641	11.13	6.96	6.96	20.70
DONGA-MANTUMG	1,368,820	1,368,820	1,488,818	1,488,818	517,691	483,692	483,692	34.77	32.49	32.49	54.12
MENCHUM	934,971	934,971	1,001,762	1,001,762	169,676	198,896	198,896	16.94	19.85	19.85	53.10
MEZAM	1,884,772	1,884,772	1,992,368	1,992,368	492,659	348,949	348,949	24.73	17.51	17.51	54.58
MOMO	1,137,106	1,137,106	1,143,896	1,143,896	132,051	129,656	129,656	11.54	11.33	11.33	24.23
NGO-KETUNJIA	770,320	770,320	804,457	804,457	188,077	168,959	168,959	23.38	21.00	21.00	48.85
Total Region : NORD OUEST	9,280,137	9,280,137	10,149,708	10,149,708	3,446,432	1,754,447	1,754,447	33.96	17.29	17.29	44.99

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Difficultés	Recommandation
Certains projets sur financement des ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées s'exécutent sans Maîtrise d'œuvre, en raison de la non budgétisation des crédits y relatifs	Inviter les maires à tenir compte des seuils de recours obligatoires à la Maîtrise d'œuvre privée lors de la sélection des projets sur financement des ressources transférées

Difficultés	Recommandation
Absence de certains Maires et responsables des Services Déconcentrés aux sessions des Comités locaux et Cadres de concertation mensuelle pour la bonne exécution du Budget d'Investissement Public	Interpeler lesdites autorités sur l'importance de ces rencontres et la possibilité de se faire représenter
Abandon de certains projets des exercices antérieurs en raison de la crise sécuritaire	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les entreprises adjudicataires à achever l'exécution des projets et les rassurer de la prise en charge de leurs décomptes. - Servir une mise en demeure aux entreprises défailtantes
Faible collaboration entre les maillons de la chaîne de contrôle et du suivi de l'exécution des investissements publics	Inviter les parties prenantes à l'exécution et au suivi de l'exécution des investissements publics à une collaboration plus étroite
Maturité insuffisante de certains projets relevant des ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées	Sensibiliser les parties prenantes à la sélection des projets relevant des ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées sur l'importance de la maturité effective desdits projets
Difficultés de paiement des arriérés des entreprises adjudicataires notamment dans le cadre des prestations relevant des ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées	Inviter les maires à prioriser la prise en charge des arriérés lors de la budgétisation des ressources transférées
Retard de paiement des indemnités de session commissions de passation des marchés	Porter cette préoccupation à l'attention du MINMAP et du MINAT
Faible niveau d'exécution des bons de commande	Sensibiliser les Maires sur l'importance d'exécuter les Bons de Commande dès le début de l'exercice
changement tardif des localités bénéficiaires de certains projets	Procéder au changement de localité bénéficiaire d'un projet ne doit intervenir au cours du premier trimestre de l'exercice
Retard dans l'exécution des bons de Commande	Inviter les gestionnaires de crédits à exécuter les Bons de commande dès le début de l'exercice

Source : DREPAT/NORD-OUEST

Région de l'Ouest

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

Dans la Région de l'Ouest, sur les **437** DAO transmis en Commission de Passation de Marchés, **434** Appels d'Offres ont été lancés et **457** marchés attribués, soit un taux de lancement de **93,73%**. Ces taux étaient respectivement de **90,29%** et **84,90%** à la même période de l'exercice 2020. Par ailleurs, **450** marchés sont notifiés et signés contre **378** à la même période en 2020.

Tableau 1 : Situation de la passation des Marchés

Mode de gestion	Situation de la Programmation		Lancement			Attribution		Signature des contrats		Marchés réceptionnés
	Projets recensés	DAO attendus	DAO reçus	AO lancés	% lancement des AO	Marchés attribués	% d'attribution	Marchés signés et notifiés (f)	% signature /notification	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(d)/(b)	(e)	(e)/(a)	(f)	(f)/(a)	
GESTION REGIONALE	15	8	8	7	87.5	5	33.3	11	73.3	4
BAMBOUTOS	56	54	54	53	98.14	53	94.64	52	92.8	19
HAUT-NKAM	90	90	90	90	100	84	93.33	77	85.55	24
HAUTS-PLATEAUX	55	51	39	39	76.47	45	81.81	45	81.81	18
KOUNG-KHI	25	25	25	25	100	25	100	24	96	14
MENOUA	64	64	64	64	100	64	100	63	98,43	24
MIFI	32	32	32	32	100	32	100	32	100	14
NDE	65	54	54	53	98.14	61	93.84	59	90.76	23
NOUN	81	59	59	59	100	76	93.82	75	92.59	20
Ensemble Région (RT et DA)	483	437	425	422	96.56	445	92.13	438	90.68	160
Délégations Ponctuelles	26	26	12	12	46.15	12	46.15	12	46.15	10
Ensemble Région (RT, DA et DP)	509	463	437	434	93.73	457	89.78	450	88.4	170

Source : DREPAT/OUEST

✓ Situation de l'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021

Le taux d'exécution physique global des projets du BIP au 30 septembre 2021 est de **66,65 %** contre **50,36 %** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **16,29 points**. S'agissant de l'exécution financière, Les taux d'engagement et de liquidation sont respectivement de **42,41%** et **26,45 %**. Le département de la MIFI affiche le meilleur taux d'exécution physique des projets soit **82,39 %**.

Tableau 2 : État d'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 dans la Région de l'Ouest.

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	604 816	604 816	2 433 248	2 433 248	1 023 432	973 300	973 300	42,06	40,00	40,00	51,46
BAMBOUTOS	1 441 910	1 441 910	1 733 221	1 733 221	415 905	363 429	363 429	24,00	20,97	20,97	58,96
HAUT NKAM	1 773 880	1 773 880	2 143 103	2 143 103	832 612	363 037	363 037	38,85	16,94	16,94	60,24
HAUTS PLATEAUX	1 128 937	1 128 937	1 144 227	1 144 227	513 710	105 080	105 080	44,90	9,18	9,18	71,88
KOUNG-KHI	1 190 710	950 710	1 202 499	962 499	407 475	300 641	300 641	42,34	31,24	31,24	62,97
MENOUA	2 242 520	1 942 520	2 307 350	2 007 350	1 204 634	800 945	800 945	60,01	39,90	39,90	74,62
MIFI	1 067 801	1 067 801	1 099 609	1 099 609	459 223	443 319	443 319	41,76	40,32	40,32	82,39
NDE	1 764 810	1 764 810	1 771 600	1 771 600	614 512	170 306	170 306	34,69	9,61	9,61	66,35
NOUN	1 870 279	1 870 279	1 962 389	1 962 389	999 434	515 795	515 795	50,93	26,28	26,28	67,53
Total Region : OUEST	13 085 663	12 545 663	15 797 248	15 257 248	6 470 937	4 035 853	4 035 853	42,41	26,45	26,45	66,65

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Niveau de Gestion	Difficultés	Recommandation
DD HAUTS-PLATEAUX	Problème d'insuffisance de capacité financière de la part de certaines entreprises attributaires qui conduisent aux arrêts temporaires des travaux	Les MO doivent prendre leur responsabilité lors des opérations de passation des marchés
DD NOUN	Retard d'exécution des projets par certaines entreprises adjudicataires des marchés du BIP 2021 dans les Communes de Bangourain, Fouban et de Njimom	Convoquer les prestataires concernés à la session du 26 Octobre 2021
DD Koung-khi	Projets de réhabilitation (CSI de Famlang-Thesso, CSI de Toba et Ecole publique de Kayo) de la commune Pete-Bandjoun	-Adresser un courrier au chef service du Patrimoine (ingénieur) -Tenir une réunion avec le Vice-président, DDMAP, DDEPAT, Chef service de patrimoine.
	Projets de moins de l'exercice 2019 non exécutés dans la commune de Pete-Bandjoun	Résilier ces contrats Arrêter la sauvegarde de crédits
DD MENOUA	Retard observé dans l'exécution de certains travaux et la non prise en compte des pénalités lors de la signature des décomptes, cas de l'axe litieu marché wadiou	Bien vouloir rappeler aux ordonnateurs secondaires de toujours prendre en compte les pénalités dans la signature des décomptes
	Malfaçons Constatées suivi de l'abandon du chantier des travaux de Réhabilitation de 02 salles de classes à Apouh ; commune de Fongo Tongo.	Servir à l'entreprise une mise en demeure à l'entreprise lui précisant de corriger le manquement relevés lors de l'évaluation de ses travaux.
	Non achèvements des marchés passés en régie au sein de la commune de Santchouau cours des exercices 2018 et 2019	Faire une descente conjointe DDMAP, CFD, et CST commune pour évaluer ce qui a été fait sur le terrain et faire un rapprochement aux décaissements effectués
DD NDE	Prendre en compte les retards dans la production des décomptes le moment venu. Plusieurs entreprises finissent les prestations plusieurs mois après la date prévus	Demander au représentant du MINMAP d'exiger la prise en compte des pénalités de retard au regard du suivi des délais contractuelles avec les pièces de procédures à leur disposition pour éviter les régularisations qui se font souvent entre les parties.
	Au sujet du fait que les Maires titulaires envoient surtout les adjoints au Comité, et ces derniers ne peuvent pas discuter avec beaucoup d'éclairage	Le comité a recommandé aux Maires de tout faire pour être présents dans les instances du suivi BIP avant de mieux comprendre les enjeux des recommandations pour une mise en œuvre efficace.

Source : DREPAT/QUEST

Région du Sud

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

La Région du Sud affiche, au 30 septembre de l'exercice budgétaire 2021, 307 marchés signés et notifiés sur les 360 recensés, soit un taux de signature et notification de **85,28%**. Les taux d'attribution des marchés et de lancement des appels d'offres sont respectivement de 93,61% et 99,16%.

Tableau 9 : Situation de la passation des Marchés

Mode de gestion	Situation de la Programmation			Lancement		Attribution		Signature des contrats	
	Projets recensés (a)	DAO attendus (b)	DAO reçus (c)	AO lancés (d)	% lancement des AO (d)/(b)	Marchés attribués (e)	% d'attribution (e)/(a)	Marchés signés et notifiés (f)	% signature /notification (f)/(a)
GESTION REGIONALE	07	07	07	07	100,00	07	100,00	07	100,00
Dja et Lobo	119	115	115	115	100,00	107	89,92	94	78,99
Mvila	101	101	99	99	98,02	99	98,02	97	96,04
Océan	81	81	80	80	98,77	75	92,59	60	74,07
Vallée du Ntem	52	52	52	52	100,00	49	94,23	49	94,23
ENSEMBLE REGION	360	356	353	353	99,16	337	93,61	307	85,28

Source : MINEPAT

✓ Situation de l'exécution physico-financière

Le taux d'exécution physique global des projets du BIP dans la Région du Sud est de **50,42%** au 30 septembre de l'exercice en cours contre **24,21%** à la même période de l'exercice 2020 soit une hausse de **26,21 points**. Les taux d'engagement et de liquidation sont respectivement de **40,86 %** et **13,48%**.

Tableau 2 : État d'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 dans la Région de l'Extrême-Nord

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	597 253	597 253	2 085 291	2 085 291	1 103 905	784 121	784 121	52,94	37,60	37,60	38,40

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
DJA ET LOBO	3 284 186	3 184 186	3 335 635	3 235 635	823 921	160 934	160 934	25,46	4,97	4,97	60,85
MVILA	2 340 476	2 340 476	2 407 550	2 407 550	797 661	237 988	237 988	33,13	9,89	9,89	52,59
OCEAN	2 453 929	2 418 948	2 731 168	2 696 187	1 791 965	352 863	352 863	66,46	13,09	13,09	51,66
VALLEE DU NTEM	1 224 770	1 224 770	1 273 560	1 273 560	262 312	78 212	78 212	20,60	6,14	6,14	36,12
Total Region : SUD	9 900 614	9 765 633	11 833 204	11 698 223	4 779 763	1 614 117	1 614 117	40,86	13,80	13,80	50,42

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions
1. En matière de contractualisation	
Non-respect du calendrier de programmation des marchés	Faire un point, dans les rapports départementaux, sur le suivi du respect du calendrier de programmation des marchés de leurs ressorts.
Attribution des marchés aux entreprises non méritantes et/ou qui soumissionnent avec les dossiers des agents publics	Faire le choix des entreprises conformément aux prescriptions du code des marchés publics et du code du travail du Cameroun.
2.. En matière de fonctionnement de la commission de passation des marchés	
Non-paiement des frais de sessions de certaines Commission Internes et départementales de Passation des Marchés	Que les responsables concernés assurent le paiement desdits frais de sessions.
Absence de cohérence entre les nombres de sessions tenues et les états de paiement des CIPM	Que le comité saisisse le MINMAP en vue de sortir une circulaire sur les états de paiement des CIPM.
3.. En matière de remontée des données	
Non-participation des Maires aux instances de suivi de l'exécution du BIP, au niveau Régional, Départemental et même communal	Que le MINDDEVEL et le CVUC attirent l'attention des maires sur la nécessité de leur présence effective aux différentes instances de suivi de l'exécution du BIP.
4.. En matière de suivi de l'exécution des projets	
Quarante-deux (42) Bons de commande sont encore non exécutés	Accélérer l'exécution des Bons de commandes.
Faible suivi des projets, causé par l'enclavement des routes dans certaines Communes	Construire les routes intercommunales de la région du Sud.
Réception des projets de mauvaises qualités dans certaines communes	Attirer l'attention des ingénieurs concernés.

Source : DREPAT/SUD

Région du Sud-Ouest

✓ Situation de la contractualisation au 30 septembre 2021

Dans la Région du Sud-Ouest, 287 sur 297 contrats sont signés et notifiés à la date du 30 Septembre 2021, soit un taux de signature et notification de **96,8%** contre **79,59%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **17,21 points**. Le Département de la MEME est le seul dont le taux de lancement des AO est inférieur à 100%.

Tableau 1 : Situation de la passation des Marchés au 30 Septembre 2021

Niveau de gestion	Situation de la Programmation		Lancement			Attribution		Signature des contrats	
	Nombre de projets recensés (a)	Nombre de DAO attendus (b)	Nombre de DAO reçus (c)	Nombre des AO lancés (d)	% lancés (d)/(b)	Nombre de contrats attribués (e)	% attribués (e)/a)	Nombre de contrats signés et notifiés (f)	% signés et notifiés =(f)/(a)
DR Sud-Ouest	6	6	6	6	100,00	6	100,00	6	100,00
DD FAKO	72	72	72	72	100,00	71	99,00	71	99,00
DD KUPE MUANEGUBA	26	26	26	26	100,00	26	100,00	26	100,00
DD LEBIALEM	27	27	27	27	100,00	26	92,85	26	92,85
DD MANYU	33	33	33	33	100,00	33	100,00	33	100,00
DD MEME	37	37	37	35	94,59	30	81,1	30	81,10
DD NDIAN	90	90	90	90	100,00	88	97,8	88	97,80
TOTAL Sud-Ouest	291	291	291	289	99,32	280	96,8	280	96,80

Source : DREPAT/SUD-OUEST

✓ Situation de l'exécution physico-financière du BIP 2019 au 30 Septembre 2021

Dans la Région du Sud-Ouest, le taux d'exécution physique global des projets du BIP est de **51,29%** à la date du 30 Septembre 2021 contre **26,27%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **25,02 points**. S'agissant de l'exécution financière, le taux de liquidation est de **15,43%** contre **15,12%** à la même période de l'exercice 2020, soit une hausse de **0,31 point**.

Tableau 2 : État d'exécution physico-financière du BIP au 30 septembre 2021 dans la Région du Sud-Ouest

Département en fonction du niveau de gestion des crédits	DOTATION LF RECTIFICATIVE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
SERVICES DECONCENTRES REGIONAUX	245 684	186 952	335 709	276 977	202 449	139 573	139 573	73,09	50,39	50,39	66,33
FAKO	2 325 857	2 325 857	2 392 584	2 392 584	250 858	175 731	175 731	10,48	7,34	7,34	62,42
KOUBE ET MANENGOUBA	891 600	891 600	958 390	958 390	450 235	162 687	162 687	46,98	16,98	16,98	50,75
LEBIALEM	880 760	880 760	887 550	887 550	137 895	135 500	135 500	15,54	15,27	15,27	58,94
MANYU	1 096 042	1 096 042	1 107 732	1 107 732	1 088 258	131 953	131 953	98,24	11,91	11,91	60,91
MEME	1 384 822	1 384 822	1 836 204	1 836 204	291 859	84 459	84 459	15,89	4,60	4,60	31,00
NDIAN	2 406 581	2 406 581	2 413 371	2 413 371	2 280 392	692 995	692 995	94,49	28,71	28,71	47,28
Total Region : SUD OUEST	9 231 346	9 172 614	9 931 541	9 872 809	4 701 947	1 522 899	1 522 899	47,63	15,43	15,43	51,29

✓ Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Tableau 3 : Synthèse des difficultés et recommandations formulées dans la Région

Difficultés	Recommandation
Retard dans la transmission des rapports du suivi au Comité Départemental de suivi pour mettre à jour à temps les données.	DR MINEPAT demande aux Délégués Départementaux de doubler d'efforts dans le suivi.
Très faible taux d'exécution dans certaines communes de la Mémé	Les maires des communes concernées devraient être invités lors de la prochaine réunion à présenter les difficultés auxquelles elles sont confrontées.
La plupart des forages tarissent en saison sèche.	Compte tenu du fait que le projet de journal des marchés publics est disponible dès décembre, il est recommandé au MO/MOD que les DAO des projets d'exécution des forages soient disponibles dès janvier pour que ces marchés soient passés au plus tard fin février et exécutés durant la période de saison sèche.
Non respect du calendrier de passation des marchés	Accélérer le processus de passation des marchés

Difficultés	Recommandation
Retard dans l'exécution des projets par les cocontractants	Les maires doivent sanctionner les cocontractants et envisager une résiliation desdits contrats
Faible collaboration des acteurs de la chaîne de l'exécution du BIP	Les services techniques doivent collaborer avec les acteurs concernés sans attendre une motivation
Retards dans l'exécution des projets de moins de 05 millions	Saisir les Maîtres d'Ouvrage concernés
Non Remboursement des frais de transport aux participants aux comités techniques communaux	Que certains maires régularisent les frais de transport des participants
Attribution de certains contrats aux adjudicataires n'ayant aucune idée à propos Des prestations à exécuter	Les maires doivent attribuer les contrats aux sérieux cocontractants et non aux novices
Nonchalance des entreprises adjudicataires dans l'exécution des travaux	Les mesures judicieuses doivent être prises pour la réalisation effective des travaux
Faible niveau de communication à cause des ruptures d'internet	Camtel doit remettre la connexion internet
Retard dans la contractualisation des projets	Les Maires doivent préparer les DAO dès le début de l'exercice budgétaire
Non transmission des rapports d'exécution des projets	Les Maires doivent tenir leur Sous Comité Techniques Communaux et transférer les rapports à temps

Source : DREPAT/SUD-OUEST

8. SITUATION DE L'EXECUTION DU BIP SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS

8.1. Situation des décaissements des financements extérieurs

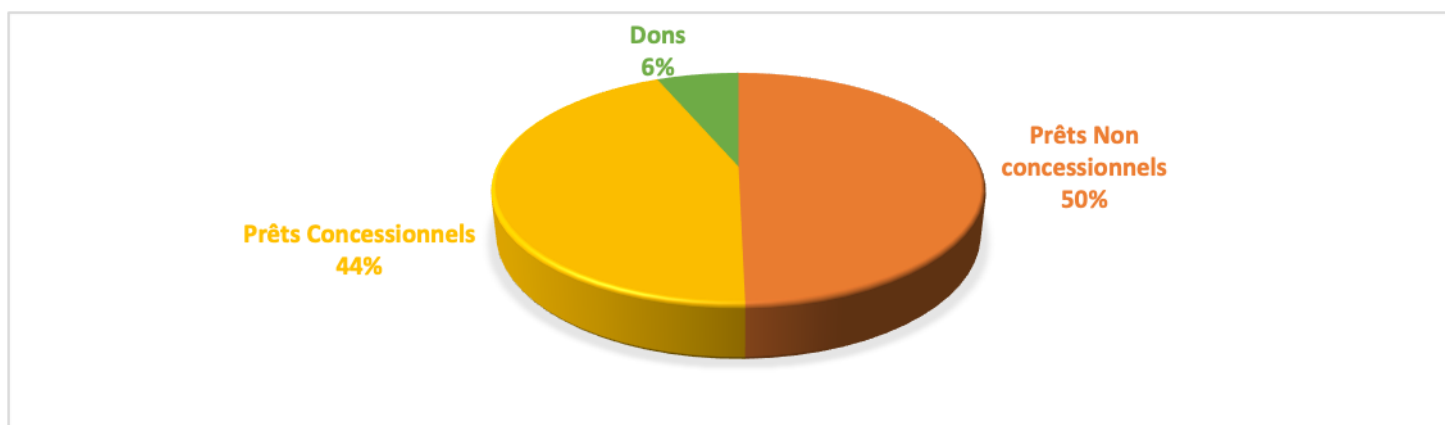
La dotation budgétaire globale des financements extérieurs dans la Loi N° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021, est de **FCFA 733,80 milliards**. Ce plafond de décaissement est resté inchangé malgré la signature de plusieurs ordonnances au cours de l'exercice budgétaire 2021, notamment les Ordonnances N°2021/002 du 26 mai 2021 et N°2021/003 du 07 juin 2021 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi N° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021.

Au 30 septembre 2021, le volume des décaissements sur Financements Extérieurs par rapport au plafond sus évoqué est de **FCFA 301,67 milliards**, soit un taux de décaissement de **41,11 %**.

8.2. Décaissements sur financements extérieurs par concessionnalité

La moitié du montant des décaissements effectués au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2021 est relative aux prêts non concessionnels. Les prêts concessionnels et les dons représentent respectivement 44% et 6% des décaissements effectués au 30 septembre 2021 (graphique 1).

Graphique 1: Décaissements sur financements extérieurs par concessionnalité au 30 septembre 2021

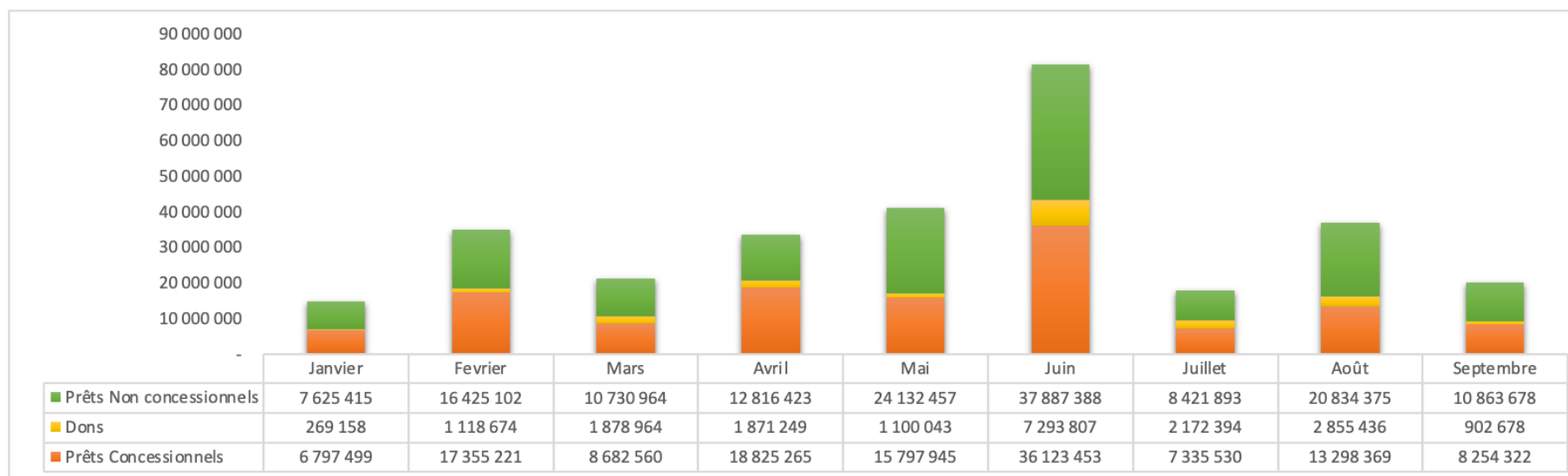


Sources : CAA, MINEPAT

8.3. Evolution des décaissements sur financements extérieurs

Les niveaux de décaissements les plus importants sont enregistrés au cours des mois de Février, Mai, Juin, et Août. En effet, le volume des décaissements enregistré au cours de ces quatre (04) mois représente 60% du volume global des décaissements effectués de janvier à septembre 2021 (graphique 2).

Graphique 2: Évolution mensuelle des décaissements nets de janvier à fin septembre 2021



Sources : CAA, MINEPAT

8.4. Situation des décaissements sur financements extérieurs par chapitre budgétaire

Le MINTP enregistre le volume le plus élevé de décaissements sur financement extérieurs au 30 septembre 2021, avec plus de 40% des décaissements effectués, principalement affectés aux infrastructures routières. Certaines administrations enregistrent des performances au-delà des prévisions budgétaires. Il s'agit notamment du MINEPAT, du MINEPIA et du MINFOF. Par contre, d'autres administrations telles que le MINSEP, le MINRESI, le MINFI et le MINEPDED n'enregistrent encore aucun décaissement sur financement extérieurs (tableau 1).

Tableau 1 : Situation d'exécution des FINEX de janvier à fin septembre 2021 (en milliers de FCFA)

Chapitre	Plafond (a)	Décaissement par type de financement			Total Decais (b)	Taux (b/a)
		Prêts non concessionnels	Prêts concessionnels	Dons		
ASSEMBLEE NATIONALE	3 000 000	-	-	-	-	-
MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	14 580 000	-	9 169 281	2 505 457	11 674 738	80,07
MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	15 000 000	-	-	-	-	-
MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	200 000	-	-	-	-	-
MINISTERE DES FINANCES	1 700 000	-	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	20 000 000	2 486 662	10 655 798	10 767 323	23 909 783	119,55
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	2 500 000	-	1 467 956	-	1 467 956	58,72
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	200 000	-	-	102 828	102 828	51,41
MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	2 000 000	-	-	664 810	664 810	33,24
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 500 000	-	-	-	-	-
MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	2 800 000	-	791 746	-	791 746	28,28
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	40 000 000	5 379 285	13 522 454	193 454	19 095 193	47,74
MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	20 000 000	4 549 873	15 794 488	493	20 344 853	101,72

Chapitre	Plafond (a)	Décaissement par type de financement			Total Decais (b)	Taux (b/a)
		Prêts non concessionnels	Prêts concessionnels	Dons		
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	185 000 000	30 747 408	13 078 599	62 846	43 888 852	23,72
MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	2 000 000	-	-	2 762 484	2 762 484	138,12
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 000 000	-	46 638	-	46 638	1,55
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	262 300 000	99 035 571	26 818 086	1 532 293	127 385 949	48,56
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 000 000	-	390 079	-	390 079	39,01
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	48 000 000	5 984 832	16 774 186	271 153	23 030 171	47,98
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	55 708 000	1 057 873	21 239 491	379 262	22 676 625	40,71
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	312 000	-	-	220 000	220 000	70,51
MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	12 000 000	-	2 530 734	-	2 530 734	21,09
MINISTERE DES TRANSPORTS	41 000 000	496 193	190 631	-	686 824	1,68
Total	733 800 000	149 737 696	132 470 165	19 462 402	301 670 263	41,11

Source : CAA, MINEPAT

8.5. Difficultés rencontrées dans l'exécution des financements extérieurs

Les projets à financements extérieurs rencontrent certaines difficultés inhérentes à la budgétisation, à l'exécution et au suivi de leur exécution. Il s'agit entre autres :

◆ En matière de contractualisation et de budgétisation

- des lenteurs et rejets récurrents des demandes de non-objection adressées aux bailleurs dans la phase de contractualisation de certains projets ;
- de la non-prise en compte des besoins réels des projets à financements extérieurs lors de la budgétisation ;
- de l'appropriation insuffisante des procédures de passation des marchés publics de certains Partenaires Techniques et Financiers.

◆ En matière d'exécution

- des retards dans la libération des emprises de certains projets ;
- de la rupture des chaînes d'approvisionnement du matériel importé du fait de la pandémie de la COVID-19 ;
- du coût élevé du fret maritime du fait de la hausse vertigineuse des cours internationaux des matières premières ;
- de la problématique de la prise en charge des Taxes et Droits de Douanes sur les matériels importés conformément à la liste prévisionnelle validée ;
- des retards dans le paiement du service de la dette qui conduit à un ralentissement des décaissements par certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- de l'absence d'un module de gestion des financements extérieurs dans le système informatique de gestion du budget de l'État (PROBMIS) ;
- du non-respect des plans de décaissement par les Partenaires Techniques et Financiers ;
- de l'insuffisante mobilisation des Fonds de Contrepartie (FCP) ;
- de l'insuffisante appropriation des procédures d'exécution des FCP par les responsables de projets à financement extérieur ;
- de la crise sécuritaire dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

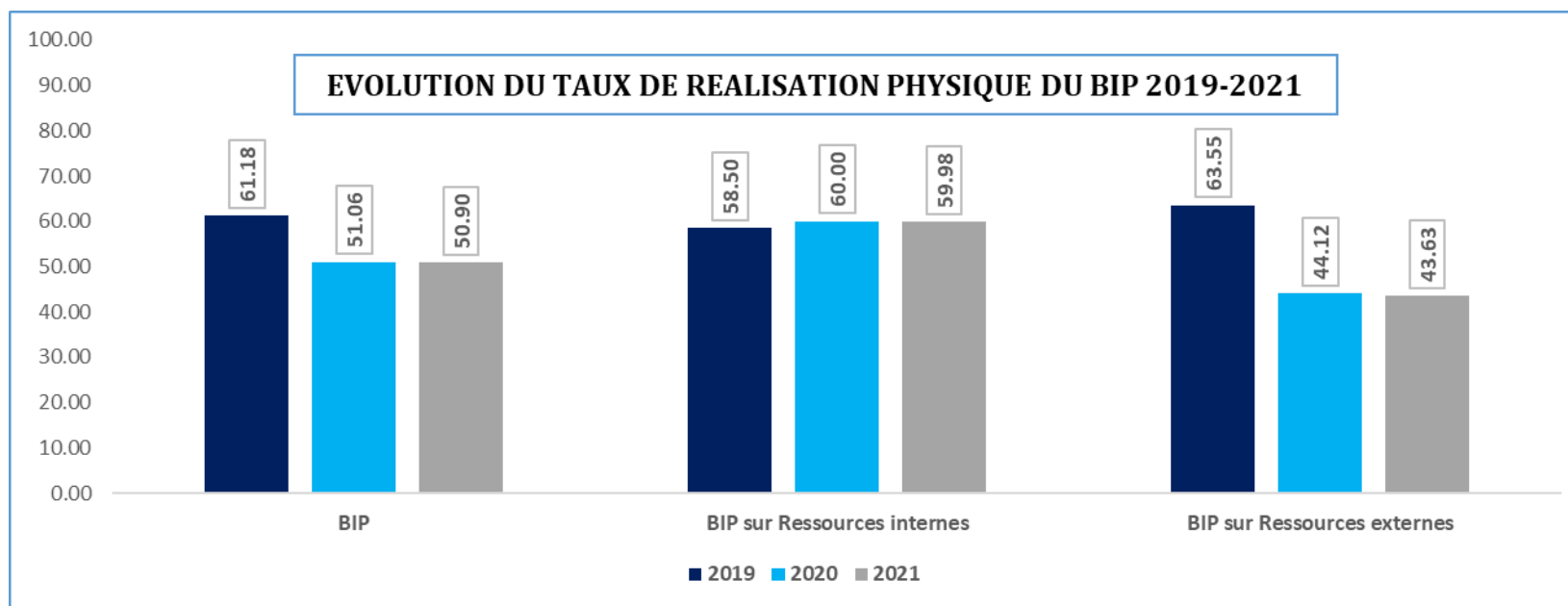
◆ En matière de suivi de l'exécution

- de l'élaboration des plans de décaissement des Financements Extérieurs peu réalistes par les responsables de certains projets ;
- de la faible remontée des informations relatives à l'exécution des projets.

9. EVOLUTION DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP AU COURS DES EXERCICES 2019-2021

9.1. Evolution physico-financière du BIP global

L'exécution physique du BIP au cours des trois dernières années présente une tendance baissière. Toutefois, la baisse observée entre le 30 septembre 2021 et à la même période de l'exercice 2020 reste faible. Cette décroissance est également observée dans l'exécution du BIP sur ressources externes. Par contre, l'exécution du BIP sur ressources internes s'est améliorée entre le 30 septembre 2020 et à la même période de l'exercice 2019.



Source : MINEPAT

L'évolution de la situation de l'exécution du BIP (toutes sources de financement) au 30 septembre, sur la période 2019-2021 est la suivante.

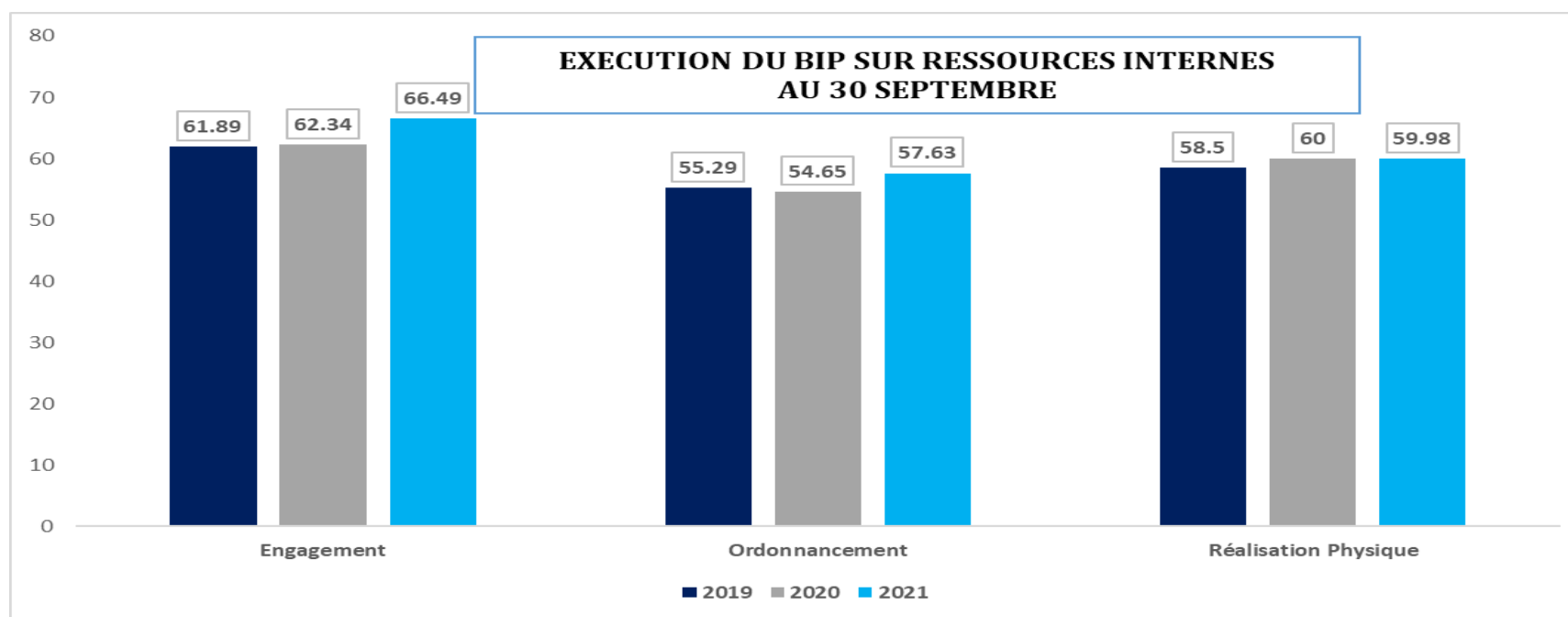
Tableau 5 : Situation d'exécution physico-financière du BIP global au 30 septembre 2021

	Engagement (%)				Liquidation (%)				Ordonnancement (%)				Réalisation Physique (%)			
	30-sept-19	30-sept-20	30-sept-21	Variation 2021-2020	30-sept-19	30-sept-20	30-sept-21	Variation 2021-2020	30-sept-19	30-sept-20	30-sept-21	Variation 2021-2020	30-sept-19	30-sept-20	30-sept-21	Variation 2021-2020
Ensemble du BIP	62,67	51,93	52,88	0,95	60,27	49,09	49,50	0,41	59,47	48,40	48,78	0,38	61,18	51,06	50,90	-0,16
Ressources externes	63,41	43,09	41,11	-1,98	63,41	43,09	41,11	-1,98	63,41	43,09	41,11	-1,98	63,55	44,12	43,63	-0,49
Ressources internes (G. centrale + C. délégués)	61,89	62,34	66,49	4,15	56,95	56,15	59,20	3,05	55,29	54,65	57,63	2,98	58,50	60,00	59,98	-0,02
Crédits à gestion centrale	69,04	71,51	74,03	2,52	65,45	67,90	70,11	2,21	63,45	65,98	68,12	2,14	64,46	68,06	61,67	-6,39
Crédits à gestion déconcentrée (automatiques et ponctuelles)	27,88	29,45	38,28	8,83	16,49	14,03	18,38	4,35	16,46	14,03	18,38	4,35	32,17	33,65	54,16	20,51
ADAMAOUA	33,18	48,79	55,60	6,81	29,09	32,56	33,34	0,78	29,09	32,56	21,84	-10,72	46,13	57,83	76,39	18,56
CENTRE	32,74	26,85	33,35	6,50	23,62	11,05	14,67	3,62	23,62	11,05	14,67	3,62	34,55	28,81	47,92	19,11
EST	18,94	11,37	25,64	14,27	12,45	5,00	8,08	3,08	12,45	5,00	8,08	3,08	34,5	24,27	52,34	28,07
EXTREME- NORD	31,13	26,03	42,46	16,43	18,21	18,63	22,81	4,18	18,21	18,63	22,81	4,18	32,83	30,71	55,85	25,14
LITTORAL	29,19	27,3	34,29	6,99	13,9	13,58	15,03	1,45	13,9	13,58	15,03	1,45	34,05	34,54	54,79	20,25
NORD	32,60	44,65	36,03	-8,62	24,01	16,34	25,11	8,77	24,01	16,34	25,11	8,77	51,17	50,42	72,06	21,64
NORD-OUEST	7,70	10,69	33,96	23,27	4,53	7,86	17,29	9,43	5,08	7,86	17,29	9,43	13,64	21,95	44,99	23,04
OUEST	25,62	28,93	42,41	13,48	13,15	11,21	26,45	15,24	13,15	11,21	26,45	15,24	39,23	50,36	66,65	16,29
SUD	36,48	42,11	40,86	-1,25	19,17	13,48	13,8	0,32	19,17	13,48	13,8	0,32	31,24	24,21	50,42	26,21
SUD-OUEST	14,75	21,31	47,63	26,32	5,30	15,12	15,43	0,31	5,30	15,12	15,43	0,31	14,00	26,27	51,29	25,02

Source : MINEPAT

9.2. Evolution de l'exécution physico-financière des ressources internes du BIP

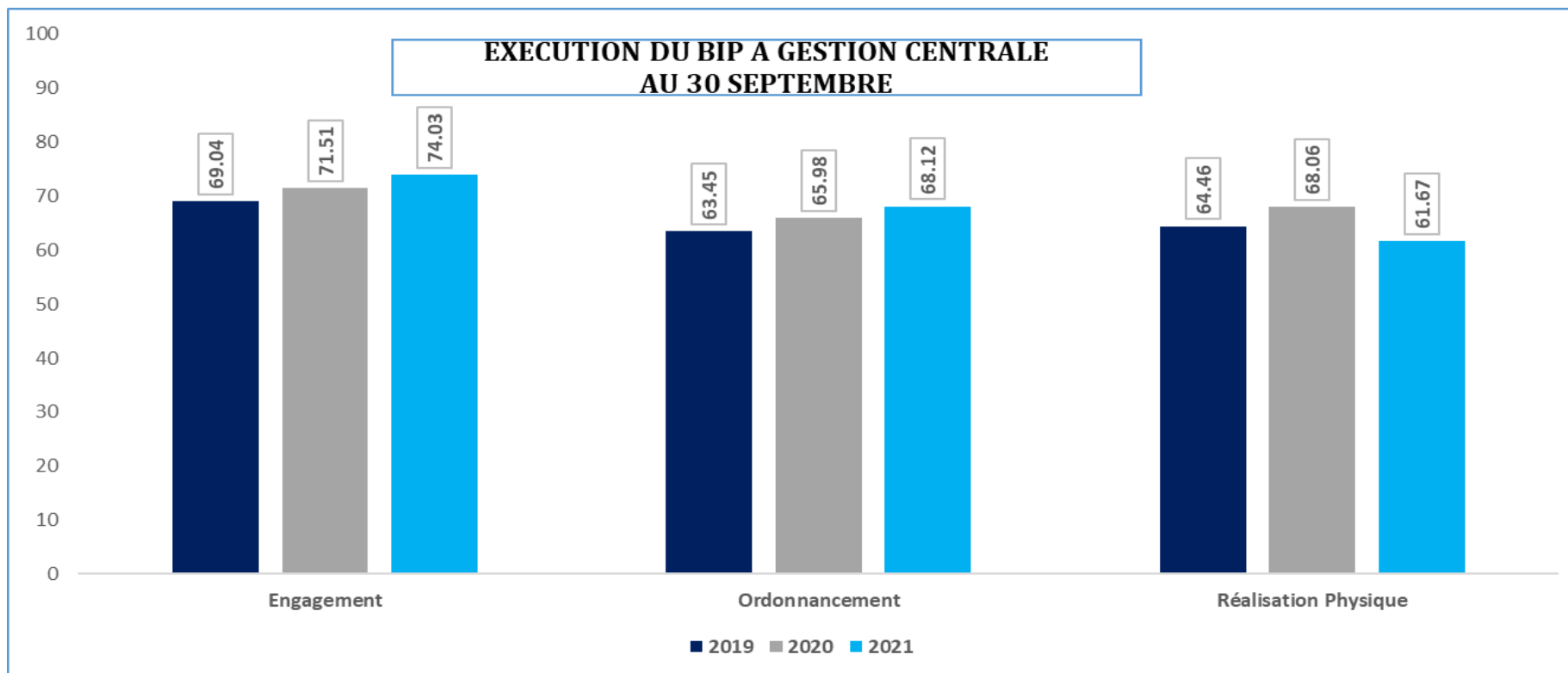
Malgré la baisse observée dans l'exécution physico-financière du BIP depuis 2019, l'on observe une **évolution croissante** des indicateurs de l'exécution financière du BIP sur ressources internes entre les exercices 2019 et 2021. Cette croissance s'explique entre autres par la budgétisation en priorité des projets en cours d'exécution notamment pour la prise en charge des décomptes en instance, l'appropriation par les acteurs de l'exécution du BIP des textes issus des réformes engagées par l'Etat depuis l'exercice 2018 et l'accompagnement permanent desdits acteurs dans l'exécution des projets. Le taux d'exécution physique enregistre une évolution quasiment constante.



Source : MINEPAT

9.3. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP à gestion centrale

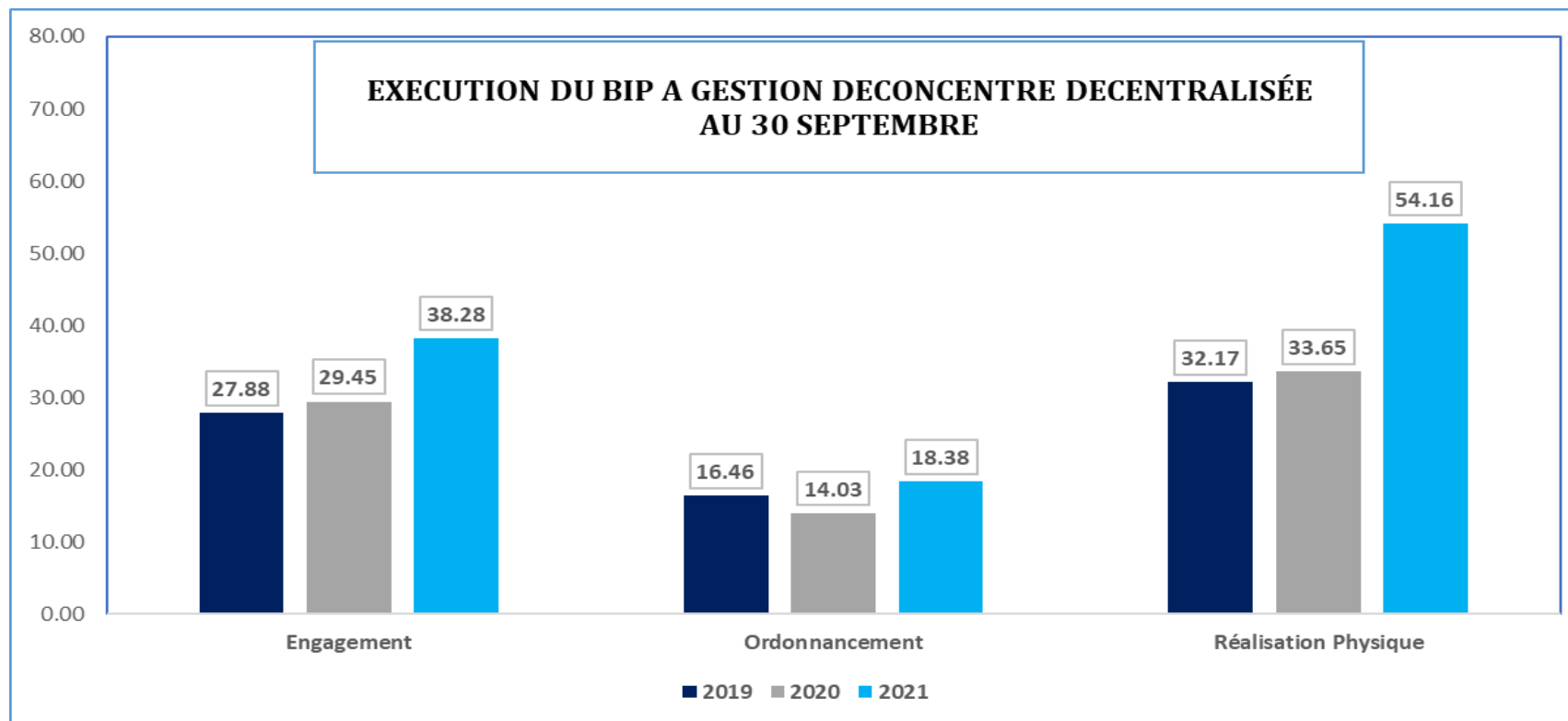
La tendance croissante observée dans l'exécution du BIP sur ressources internes est principalement due à une amélioration dans la consommation des crédits à gestion centrale. En effet, malgré un taux d'exécution physique au 30 septembre 2021 en baisse relativement à l'exercice dernier à la même période, il est observé une hausse continue de la performance de l'exécution financière du BIP à gestion centrale depuis 2019.



Source : MINEPAT

9.4. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP à gestion déconcentrée et décentralisée

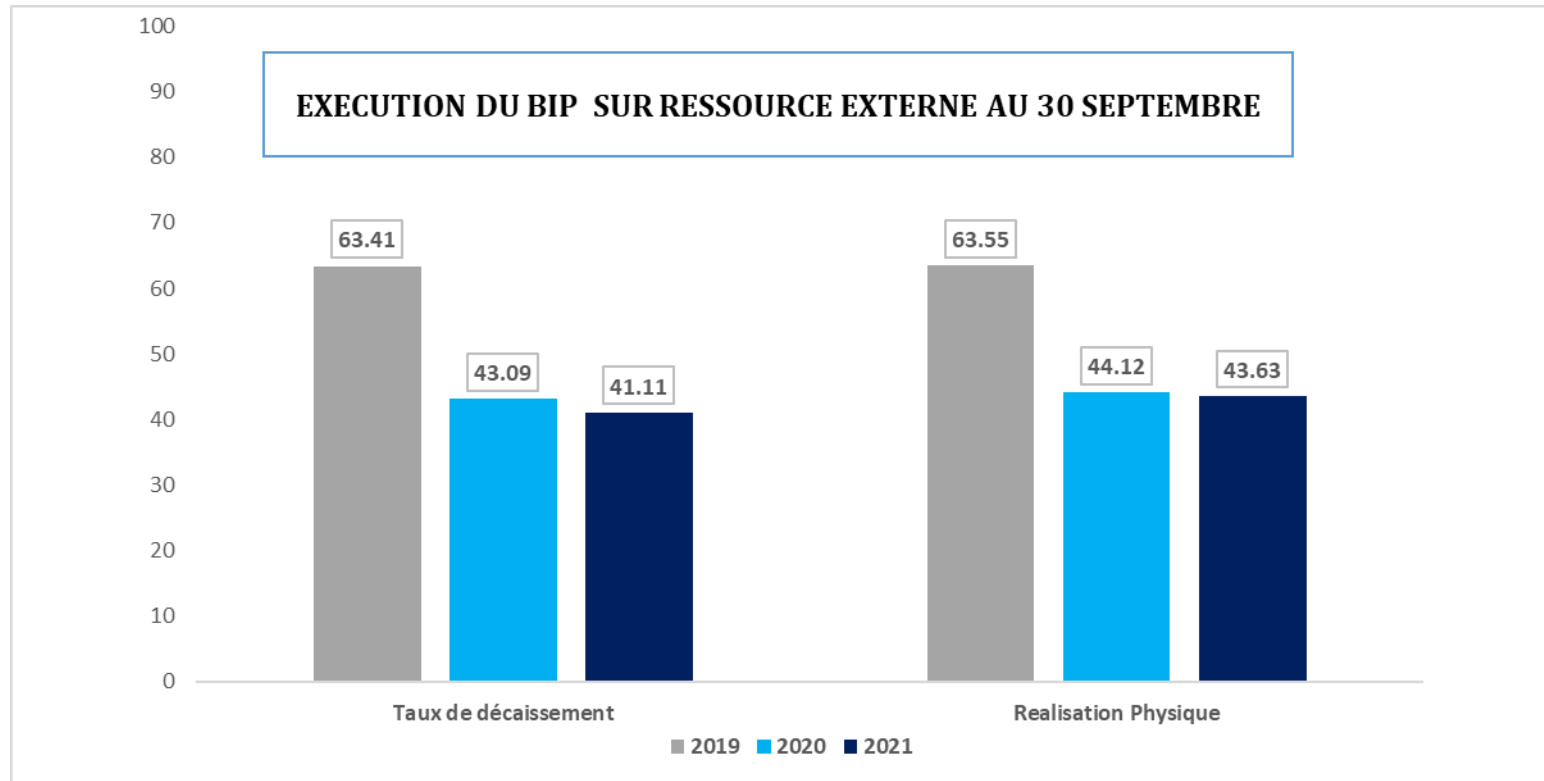
Les taux d'exécution physico-financière du BIP à gestion déconcentrée affichés au 30 septembre 2021 sont supérieurs à ceux observés à la même période des deux derniers exercices en raison de la consolidation des réformes sur la budgétisation des projets relevant des ressources transférées aux CTD et de l'accompagnement permanent apporté aux CTD par les services techniques de l'Etat (MINEPAT, MINFI, Ingénieurs de l'Etat, etc.).



Source : MINEPAT

9.5. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP sur ressources externes

Contrairement aux ressources internes, l'exécution des ressources externes connaît une évolution décroissante des taux de décaissement et d'exécution physique sur la période 2019-2021. Cependant, la baisse affichée entre le 30 septembre 2021 et à la même période de l'exercice derniers reste faible.



Source: MINEPAT

SECTION D : ANNEXES

10. QUELQUES CONCEPTS DE BASE

CONCEPT	DEFINITION/EXPLICATIONS
Autorisation d'engagement (AE)	<p>Les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées au cours d'un exercice budgétaire et dont le paiement peut s'étendre, le cas échéant, sur une période de plusieurs années.</p> <p>La consommation des autorisations d'engagement est matérialisée par l'engagement juridique qui est la notification de l'acte juridique engageant l'Etat. Il matérialise la naissance de l'obligation de l'Etat, de laquelle il résultera une dépense (tout acte fondateur d'un engagement et non la date de livraison).</p>
Les crédits de paiements (CP)	<p>Les crédits de paiements constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.</p> <p>Le CP constitue en principe la tranche annuelle de l'AE.</p>
Engagement	<p>L'engagement d'une dépense consiste pour le gestionnaire des crédits titulaire ou son délégué à créer et à constater à l'encontre du Trésor Public une obligation de laquelle résultera une charge.</p> <p>La phase de l'engagement commence par l'initiative de la dépense à la suite de laquelle l'obligation de payer prendra naissance.</p> <p>Dans la pratique, l'engagement d'une dépense est créé lorsqu'une commande ou un marché est passé. L'engagement d'une dépense suppose que des biens seront livrés ou des services rendus et qu'une facture devra être acquittée ultérieurement. Elle s'achève par la production d'une pièce administrative constatant l'engagement de l'Etat.</p>
Service fait	<p>La constatation du service fait /la certification du service fait est la constatation par l'Administration de l'exécution des travaux, de la livraison des biens, des fournitures, de la prestation des services commandés par le Gestionnaire des crédits compétent et sanctionné par l'établissement d'une pièce administrative certifiant le service fait.</p>
Liquidation	<p>C'est l'opération consistant à arrêter le montant exact d'une charge à payer, après constatation du service fait conformément aux clauses de l'engagement juridique et au vu des documents établissant les droits acquis des créanciers. Elle suppose que les biens ont été partiellement ou en totalité livrés ou que la prestation de services a été assurée.</p> <p>La liquidation d'une dépense publique réunit donc deux opérations distinctes et complémentaires : d'une part, la vérification de la réalité de la dette, c'est à dire la constatation du service fait et d'autre part, la détermination du montant exact de la dépense.</p> <p>La liquidation est faite entièrement sous la responsabilité du Gestionnaire des crédits ou de son délégué qui vérifie la livraison conformément aux clauses contractuelles et arrête le montant définitif de la facture à payer. La phase de la liquidation s'achève par l'apposition de la mention du service fait et du montant définitif de la facture.</p>
Ordonnancement	<p>L'ordonnancement est l'acte administratif donnant conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre donné au Comptable public de payer la dette de la personne publique.</p> <p>L'ordonnancement est sous la responsabilité de l'ordonnateur principal ou délégué, Il doit par conséquent s'assurer de la régularité de toutes les opérations réalisées par le gestionnaire de crédit et procéder à l'ordre de paiement. Cet ordre de paiement peut prendre la forme d'une ordonnance ou d'un mandat.</p> <p>On parle d'ordonnance lorsque l'acte d'ordonnancement émane d'un ordonnateur principal, et de mandat pour les autres cas, notamment pour les ordonnateurs secondaires ou délégués.</p>
Paiement	<p>C'est l'acte par lequel l'Etat se libère de son obligation financière vis à vis de son créancier. Cette phase est mise en œuvre par le Comptable public qui procède à la vérification ultime de</p>

CONCEPT	DEFINITION/EXPLICATIONS
	<p>la dépense et effectue le paiement de la dépense en s'assurant du caractère libératoire de l'instrument de paiement.</p> <p>Cet instrument de paiement se matérialise sous la forme d'espèces, de chèques, ou de virement électronique.</p>
Maître d'Ouvrage	Chef de département ministériel ou assimilé, chef de l'exécutif d'une collectivité territoriale décentralisée, et directeur général et directeur d'un établissement public, représentant l'administration bénéficiaire des prestations prévues dans le marché.
Maître d'Ouvrage Délégué	Personne exerçant en qualité de mandataire du Maître d'Ouvrage, une partie des attributions de ce dernier. Il s'agit du Gouverneur de Région et du Préfet de Département, du chef d'une mission diplomatique du Cameroun à l'étranger, habilité à passer et à signer les marchés financés sur crédits délégués par un Maître d'Ouvrage, et le cas échéant, du chef d'un projet bénéficiant d'un financement extérieur.
Maturation des projets	Processus au cours duquel une idée de projet est développée sur la base des études appropriées, de manière à pouvoir exprimer le plus exactement possible, les besoins permettant d'atteindre sa réalisation. Elle consiste à préparer tous les éléments permettant la prise en compte de tous les aspects administratifs, techniques, financiers, socioéconomiques et environnementaux liés aux projets.
Autorité Contractante	Personne physique habilitée à conduire le processus de contractualisation et à signer les marchés y relatifs. Il s'agit des Maîtres d'Ouvrage et des Maîtres d'Ouvrage Délégués.
Autorité chargée des marchés	Autorité placée à la tête de l'administration publique compétente dans le domaine des marchés publics.

11. FEUILLES DE PRESENCE DES PARTICIPANTS AU COMITE

No	NOM ET PRENOMS	FONCTION
1	AFOUBA NDJANA André Marie	Président de l'ONG CANADEL <i>Vice-Président du Comité</i>
2	TAMBA Isaac	Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics <i>Rapporteur du Comité</i>
3	NYELE ABANDA Laurent	Directeur Général des Contrôles des Marchés/ MINMAP <i>Membre</i>

SECRETARIAT D'APPUI AU COMITE

No	NOM ET PRENOMS	FONCTION
1	MVONDO Jean Sylvain	Directeur de la Programmation des Investissements Publics Chef du Secrétariat d'Appui
2	AMOUGOU Gabriel	Sous-Directeur du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
3	NKOU Guy Raymond	Sous-Directeur de la préparation du Budget d'Investissement Public
4	MBOUSNOUM Henri	Chef de la Brigade des Contrôles du MINEPAT
5	BIKORO ANGO Erick	IE2/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
6	TAKEM Jean Claude	IE3/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
7	TCHOMGUI Judith	IE5/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
8	AHMED ABDOULAYE	Sectoriel/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
9	NYANDOUK ADJIA	Sectoriel/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
10	DIMAI LUC	Sectoriel/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
11	MANGOUNG NDJIKI	Sectoriel/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
12	VONDOU Pascal	Sectoriel/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
13	HISSOAK Marlyse	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
14	FOTSI Elvis	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
15	BIKOI Yvan	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
16	ABESSOLO Michel	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
17	FADIMATOU YASMINE A	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
18	AMINATOU Epe ABOUBAKAR	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
19	DJOMANA Christine	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
20	NGONO Philomene	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
21	MBUINI Veronique	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
22	SAVOM Charolle	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
23	MESSINA Thierry	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
24	DAN Esther	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
25	KOUAMOU KOUAMOU Carel	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
26	BAHANE Beatrice	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
27	BOKALI Cyrille	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
28	NGOUANA Steve	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
29	NGO LISSOUK Rachel	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
30	ANKAYE Bertin	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
31	MBARGA Aurelien	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
32	TOWO Joel	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
33	NANGA MEZOLICE A P	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
34	FECKTONG Sonia	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
35	CHOUMBOU Loice	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
36	MASSIS MASSIS	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
37	TIKI Caroline	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
38	NDONGO René	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
39	BELINGA Armand	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
40	Patrice Aimery BOULLOCK	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public

No	NOM ET PRENOMS	FONCTION
41	ABATE Ludivine	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
42	MBEINKONG NUIGU	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
43	BOTE A DJOKOU IVAHA	Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public

REPRESENTANTS DES ADMINISTRATIONS

N°	Structures	Noms et Prénoms	Téléphone
01	SPM	TAMOU Bertrand	699 16 25 67
02	CES	Olivier Pascal ONAMBELE	690 25 20 60
03	MINREX	OVE EYENGA Barthelemy	677 95 60 94
04	MINAT	DORE Victorine	676 31 92 60
05	MINJUSTICE	BEKONO Pascal	677 96 28 69
06	CS	ZAMBO Norbert	699 21 94 91
07	MINMAP	MODIBBO YERO'O	699 60 09 91
08	CONSUPE	TAMAMBANG WILLIAM	678 35 37 75
09	DGSN	ELOUNDOU NOMO	691 67 40 03
10	MINDEF	ATAMBA Véronique	678 97 43 43
11	MINAC	NZOAB Alain	699 83 58 08
12	MINEDUB	SALI ISSA	699 10 86 77
13	MINSEP	MENGATA Martin	694 60 67 13
14	MINCOM	YOUNGUETCHOUA Louis Marie	676 54 91 95
15	MINRESI	TAIWE Emmanuel WOUME	699 14 95 10
16	MINFI	NGA Christelle	697 62 05 81
17	MINCOMMERCE	NDJANKOUM Jacques	697 59 22 83
18	MINEPAT	BOUBA Oumarou	694 22 16 97
19	MINTOUL	TCHANGOU DEMANGA	655 63 10 85
20	MINESEC	ONANA ETOUNDI	697 45 18 77
21	MINJEC	IBRAHIM DJINGUI	671 98 93 35
22	MINDDEVEL	IBRAHIGA NANA	655 59 12 98
23	MINEPDEP	MOUSSA SALI	677 49 59 61
24	MINMIDT	KOMBELE Joan	655 65 38 45
25	MINEPIA	DOURNA	694 70 74 83
26	MINEE	NGAH Calixte	695 21 82 71
27	MINFOF	GODWE LAYANG	699 16 20 43
28	MINTP	MELANGUE MEBOGAM	690 99 75 16
29	MINDCAF	TSIMI FOE	695 10 45 46
30	MINHDU	NOUAZEU Bertin	699 86 17 21
31	MINPMEESA	TABI MBEDE	677 75 06 47
32	MINTSS	TERI Joseph	677 27 20 60
33	MINAS	TONYE Marc	694 24 42 50
34	MINPROFF	ABDOUL AZIZ	695 20 67 32
35	MINPOSTEL	NGONO ZOGO Honorine	693 06 63 46
36	MINT	DJOUFANG André	699 08 88 75
37	CC	AKONI Terreme A.	677 74 05 75
38	MINFOPRA	AKOULO Joseph	677 54 69 60
39	ELECAM	ARONGAGBOR Benedicta	670 84 55 25
40	CNDHL	NEBA Walter	677 54 40 56
41	SENAT	BOH NDJASSI	694 29 70 05
42	CNPBM	NIGOUR	675 808 524

AUTRES REPRESENTANTS AU COMITE NATIONAL DE SUIVI DU BIP

No	NOM ET PRENOMS	FONCTION	Téléphone
1	AKOA Christophe	DR/MINEPAT/CE	699 44 04 21
2	YOGO Daniel Alain	DR/MINMAP/CE	677 85 75 09